

Deux avions libyens abattus par la chasse américaine en Méditerranée

LIRE PAGE 22

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3 F
Abonnement 1 an : 250 F (France), 300 F (étranger).
Tarif des abonnements page 6
BUREAU DES ABONNEMENTS
20000 PARIS CEDEX 10
Tél. 497-23 PARIS
Tél. 246-72-23

BULLETIN DU JOUR

Importantes tractations franco-irakiennes

Pour son premier contact avec les nouveaux dirigeants français ce mercredi 19 août, le vice-président du conseil irakien, M. Tarek Aziz, ne se contenta pas du tour d'honneur traditionnel dans des parades militaires. Certes, il écouta avec intérêt MM. Mitterrand et Chirac exposer la politique qu'ils entendent suivre au Proche-Orient. Mais l'émisaire du président Saddam Hussein a la ferme intention de situer au centre des conversations le projet de Bagdad de reconstruire, avec le concours de la France, le centre nucléaire de Tammuz, détruit par l'aviation israélienne le 7 juin dernier.

La question est importante pour les dirigeants basistes, déterminés à laver l'affront subi et à redorer leur blason de champions de la « nation baasiste » face à l'agression sioniste. M. Saddam Hussein a laissé nettement entendre qu'il ferait de l'attitude de la France à cet égard un test pour l'avenir de la coopération entre les deux capitales. Si Paris refusait d'accéder à sa demande, déclarait-il le 19 juillet dernier, Bagdad s'adresserait à d'autres pays pour poursuivre son programme nucléaire, ainsi que pour développer son économie. La mesure serait faite, ajoutait-il, que la France avait pris le parti d'Israël.

Conformément aux vœux du chef de l'Etat irakien, M. Tarek Aziz est venu demander à ses interlocuteurs d'adopter une position plus claire et moins prudente. Côté français, on fait valoir que la politique du nouveau gouvernement n'est pas équivoque et s'appuie sur deux principes : d'un, part, le droit des pays du tiers-monde d'accéder à la technologie nucléaire, et, de l'autre, la mise en place d'un maximum de garanties contre l'utilisation de l'atome à des fins militaires.

C'est là précisément où Paris et Bagdad risquent de diverger. La France souhaite multiplier les contrôles, tandis que l'Irak, jaloux de sa souveraineté, entend les limiter. Il est, d'autre part, acquis que le gouvernement baasiste rejeterait une éventuelle proposition de la France de substituer à l'uranium hautement enrichi qui servirait à alimenter Tammuz un combustible moins proliférant baptisé « caramel ».

Les déclarations belliqueuses des dirigeants irakiens ne sont pas conçues pour rassurer les responsables français.

Les responsables français se trouvent, à d'autres égards, dans une situation bien embarrassante. S'ils accédaient aux requêtes irakiennes, ils ne manqueraient pas de susciter le vif mécontentement de l'opinion israélienne et du camp, compromettant le rôle d'équilibriste qu'ils espèrent jouer dans le conflit israélo-arabe. S'ils devaient, au contraire, mécontenter l'Irak, ils mettraient en péril les acquis multiples de l'étroite coopération entre Paris et Bagdad.

L'Irak est non seulement le deuxième fournisseur pétrolier de la France — directement ou, depuis peu, par le truchement de l'Arabie Saoudite — mais aussi son principal client dans le domaine particulièrement lucratif des armements. Un schéma des tractations en cours pourrait même avoir des conséquences dans les relations entre Paris et Ryad. L'Arabie Saoudite, où M. Mitterrand est attendu le 26 septembre, soutient, en effet, les prétentions irakiennes et a offert de financer entièrement la reconstruction du centre nucléaire. C'est dire l'importance que revêt la visite de M. Tarek Aziz à Paris.

L'affaire de la vedette iranienne

- Paris envisage d'accorder le droit d'asile aux « pirates »
- Mise en garde de Téhéran

L'affaire du détournement de la vedette « Tabarzin » semblait, ce mercredi 19 août en fin de matinée, s'achever vers un dénouement sans violence. M. Claude Cheysson, ministre français des relations extérieures, qui s'occupe personnellement de cette affaire, a indiqué, en effet, à son arrivée à l'Élysée pour la réunion du conseil des ministres, que le chef du commando avait été reçu par l'amiral commandant la base de Toulon, où a été remorquée, dans la nuit, la vedette.

M. Cheysson a précisé que la possibilité, sur le plan juridique, d'accorder le droit d'asile aux membres du commando monarchiste était à l'étude. Il a ajouté que le bâtiment sera « rendu à son propriétaire », si le commando accepte de le restituer.

A Téhéran, M. Hossein Moussavi, ministre iranien des affaires étrangères, a déclaré, mardi soir, qu'il espérait que le gouvernement français agirait pour le moins sagement dans cette affaire. « La France, a-t-il dit, aura créé un brevet de piraterie maritime internationale si elle n'arrête pas et n'extrade pas les pirates ».

A Paris, l'ancien premier ministre du chah, M. Chapour Bakhtiar, a appelé, mardi, les militaires iraniens vivant hors d'Iran, ainsi que « toutes les tribus », à rallier au général Bahram Aryan, qui a revendiqué l'opération de détournement.

De notre envoyé spécial

Marseille. — Après deux « escales » à Casablanca et Marseille, la vedette lance-missiles « Tabarzin » se trouve mercredi matin 19 août, à Toulon. Les membres du commando antihoméiniste ont en effet accepté, peu avant minuit, qu'un bâtiment de la marine nationale, l'*Albatros*, vienne remorquer la vedette vers Toulon. A la faveur de la nuit, faiblement signalée par des feux de position, particulièrement discrets, « Tabarzin » a ainsi « croisé », selon certaines informations vers l'anse des Sablottes, non loin de la casquette de Saint-Mandrier, et de se diriger vers l'ouest.

Si cet épisode n'équivaut pas à une capitulation des membres du commando monarchiste iranien, il semble toutefois marquer une étape importante dans cette affaire de « piraterie » maritime. Des pourparlers entre la vedette et la marine nationale ont, semble-t-il, porté sur l'évacuation, vers 22 ou 23 heures, de « Tabarzin ». Le refus des monarchistes iraniens de quitter le bâtiment aurait alors conduit à cette mesure intermédiaire. Il apparaît, en fait, selon diverses informations, que le commando, privé de puis mardi après-midi de l'équipage initial de cette unité navale, n'est pas en mesure d'assurer seul la marche de la vedette. Ainsi s'achève peut-être le détournement de « Tabarzin » (« hache de guerre » en farsi).

Officiellement, c'est de façon imprévue que la vedette a fait son apparition, mardi 18 août en fin de matinée, au large de Marseille. La vedette, de fabrication française, partie de Cherbourg dans la nuit du 1^{er} au 2 août, à destination de l'Iran et détournée le 13 en Méditerranée, aurait donc bien joué. « No comment », telle est alors la consigne strictement appliquée à la préfecture maritime de Toulon, où l'on se contentait mardi soir de constater la présence à l'entrée du port de Marseille du bâtiment de guerre.

LAURENT GREILSAMER.
(Lire la suite page 3.)

La lutte contre l'inflation

Deux organisations professionnelles sont sanctionnées pour entrave à la concurrence

Les propos de M. Delors sur les prix et l'inflation ont causé quelque émoi dans les milieux professionnels, qui craignent maintenant que les pouvoirs publics ne mettent fin, peu à peu, tout au moins dans le commerce et les services — au régime de liberté des prix mis en place, il y a trois ans, par MM. Barre et Monory.

« Je serai sans faiblesse dans la lutte contre l'inflation », avait déclaré le ministre de l'économie et des finances, qui vient de passer aux actes en condamnant à des amendes deux organisations professionnelles coupables d'entrave à la concurrence.

Les représentants des différentes professions se sont précipités sur les propositions de loi, craignant de voir leurs bonnes intentions, bécotées par les pouvoirs publics, se transformer en des cas isolés. C'est ainsi que la Chambre syndicale nationale du commerce et de la réparation automobile (C.S.N.C.R.A.) proteste contre les propositions de loi, estimant que les facturations de la main-d'œuvre en France sont inférieures de 25 % à 50 % à celles qui sont normalement pratiquées dans la plupart des pays du Marché commun.

Pour sa part, M. Francis Combe, président de la Confédération nationale des boulangers — profession directement concernée par les propositions de M. Delors, a jugé utile de déclarer que « c'était l'intérêt de la profession de ne pas aller trop loin » et que « les boulangers en avaient assez de payer pour les maux ».

En réalité, les excoés que reconnaît M. Combe ne sont pas des cas isolés, pas plus qu'ils ne se réduisent à des pratiques individuelles reprochées par la profession. Une preuve supplémentaire vient d'en être fournie par trois enquêtes effectuées par la commission de la concurrence concernant justement la boulangerie.

Dans un premier avis au ministre de l'économie (qui remonte au 16 juin 1980 et que le gouver-

nement précédent n'avait pas publié), la commission de la concurrence soulignait la gravité du boycottage organisé par la fédération patronale de la boulangerie-pâtisserie de la Moselle contre deux entreprises de meunerie et un fabricant de fours, coupables à ses yeux de fournir des commerçants polyvalents.

Après avoir constaté que diverses pressions avaient entraîné une diminution des ventes des trois entreprises boycottées, la commission de la concurrence avait estimé que le syndicat départemental dépassait la simple défense des intérêts collectifs de la profession et qu'il avait entravé le libre choix de leurs fournisseurs par les boulangers, empêchant une concurrence normale entre les différents modes de fabrication et de distribution du pain.

Pour de telles pratiques, M. Jacques Delors vient d'infliger à la fédération de la boulangerie-pâtisserie de la Moselle une amende de 150 000 francs.

Deuxième cas de pratique anticoncurrentielle condamnée : les directives syndicales organisant une augmentation des prix, comme l'Association nationale de la meunerie française l'a fait fin 1978 et début 1979. L'entrave à la concurrence apparaît moins flagrante dans le troisième cas : la diffusion d'une méthode de calcul du prix de revient permettant en fait d'aboutir à des prix uniformes, comme l'a fait la Confédération nationale de la boulangerie et de la boulangerie-pâtisserie française en 1979. — A. V.

(Lire la suite page 20.)

POINT

La grogne des producteurs de lait

Les producteurs de lait et légumes et ceux de vins ayant obtenu une relative satisfaction, c'est maintenant au tour des producteurs de lait de grogner. Leur revendication est simple. Il avait été décidé le 1^{er} avril à Bruxelles que le prix indicatif du lait était révisé de 12,6 %. Or, à ce jour, la hausse des prix effectivement payés aux éleveurs se situe entre 9 % et 10,5 % selon les régions.

C'est la faute des distributeurs, qui nous font des conditions épouvantables, affirment les transformateurs, qu'ils soient coopératifs ou privés. Dès lors, nous ne pouvons accorder aux paysans une hausse du prix du lait égale au prix indicatif, lequel, comme son nom l'indique précisément, n'est... qu'indicatif. Il faut savoir que le prix moyen du lait payé au producteur, fixé généralement par l'interprofession, est déterminé par les industriels en vu du prix de vente de leurs produits aux commerçants et en fonction du niveau des prix d'intervention de la poudre de lait et du beurre, seuls prix réellement garantis par le règlement communautaire.

La distribution, qui ne fait d'ailleurs pas partie de l'interprofession laitière, rétorque que la concurrence profite aux consommateurs et que les offres des industriels allemands, belges ou hollandais sont souvent plus basses que celles des Français.

La querelle n'est pas nouvelle. Déjà M. Dehousse, alors secrétaire d'Etat aux industries agro-alimentaires, avait tenté de faire adopter par la grande distribution un code de bonne conduite. En vain.

La Fédération des producteurs de lait et la F.N.S.E.A. pressent aujourd'hui le marché, avec prudence toutefois, de craindre d'être débordés par une base rendue sensible par le succès des vigneron.

Pour colmater cette nouvelle brèche, les ministres de l'économie et de l'agriculture ont invité les représentants des trois secteurs, producteurs, transformateurs, distributeurs, à une table ronde. Une de plus dira-t-on. Mais auparavant les ministres, feront rassembler pour leurs services les informations permettant d'aboutir à une meilleure transparence des prix et des conditions de vente des produits laitiers. Ce qui est déjà plus ambitieux.

AU JOUR LE JOUR

ET ÇA ROULE !

Le titre d'essence à 5 F ? La prédiction farfelue du candidat écologiste René Dumont, à l'élection présidentielle de 1974, risque d'être bientôt dépassée par les faits.

Il va bien falloir réfléchir sérieusement au problème du transport individuel : prenez des centaines d'automobiles soudées par les bouillottes, pare-chocs contre pare-chocs, placez devant cette chenille immobile un unique, donc économique, moyen de traction et vous obtenez... un train.

HENRI MONTANT.

POINT DE VUE

Le changement et le P.C.

par PIERRE MARCILHACY

C'est aux résultats qu'il jugeront si le jeu en vaudrait la chandelle et si le jeu de la démocratie et à s'adapter au nouveau pouvoir qui sera plus tolérant que dans un proche passé et, surtout, moins perturbateur que beaucoup ne pouvaient le redouter ?

Je voudrais, sur ce point, noter que si aucune réserve doctrinale ne me semble recevable en ce qui concerne l'arrivée des ministres communistes, par contre je ne suis pas certain que cette admission réponde en profondeur au souhait des Français.

(Lire la suite page 5.)

LE X^e FESTIVAL DE FORT-DE-FRANCE

Jazz, piano-jazz et poésie créole

Juillet, août, c'est la saison des fêtes dans les Caraïbes. C'est aussi celle des festivals. Deux grandes manifestations se sont succédées sur ces îles à la végétation triomphante, marquées par la même histoire, le même traumatisme — la traite des Noirs, le colonialisme qu'il soit français, anglais, espagnol ou hollandais — séparées par la langue, les statuts et les régimes politiques.

La plupart des « îles » aujourd'hui sont devenues indépendantes. La Guadeloupe, la Martinique, les départements français, font figure étrange pour les autres qui n'ont pas pour autant éliminé l'influence des super-puissances ni réglé leur problème d'identité. L'Antillais, homme noir le plus souvent (par la couleur, par les racines), occidentalisé (par la force mais il a intériorisé le modèle), l'Antillais, plus rarement blanc, indien aussi, chinois, libanais, métis à des degrés

divers, vit en permanence l'ambiguïté et se cherche.

Depuis dix ans, le Festival de Fort-de-France, créé par le poète — et maître de Fort-de-France — Aimé Césaire, tente un « travail de désaliénation » en se faisant le lieu de rendez-vous des artistes du tiers-monde et de la diaspora noire. Ce Festival, qui est devenu une institution, a été légèrement avancé cette année pour laisser la place à Carifesta, la plus grande manifestation culturelle caribéenne qui rassemble tous les trois ans, pendant trois semaines, des milliers d'artistes, écrivains, danseurs, musiciens, peintres de plus de trente « pays » de la Caraïbe.

On lira, page 9, ce qu'est le « flot de résistance » voulu par Aimé Césaire, et prochainement la lien profond, évident, qui existe, malgré les fautes, malgré les confusions, entre toutes ces îles qui vont de Cuba à Trinité-et-Tobago.

CATHERINE HUMBLLOT.

AUJOURD'HUI
LES FILMS MOUVÉS ET LES FILMS POLSKI
présentent

PALME D'OR
FESTIVAL DE CANNES 1980

L'HOMME DE FER
WAJDA

سكزا من الاجل

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

LA CRISE IRANIEENNE ET SES PROLONGEMENTS

Paris envisage d'accorder le droit d'asile aux auteurs du détournement de la vedette

(Suite de la première page.)

De fait, dès 13 heures, la vedette est apparue au large du cap Carro, au sud de Martignes, battant non pas le pavillon de la République islamique, mais celui de la monarchie impériale. Tabarzin semblait faire route vers Toulon, mais se ravisa bientôt, pour se présenter dans la passe de l'embouchure du port de Marseille, à quelques encablures du château d'Illi. Annoté, un bâtiment de la marine nationale, la corvette anti-sous-marin Georges-Lévy, bloqua le canal d'ach. au port autonome, tandis que quelques unités plus légères entouraient la vedette à distance. Dès lors, la « hache de guerre » était maintenue sous haute surveillance, et le capitaine de frégate de Guillebon, officier des relations publiques à la préfecture maritime de Toulon, pouvait assurer que « les moyens nécessaires avaient été envoyés sur place ».

Solennellement encadrée par la marine nationale, surveillée en permanence par un hélicoptère et deux avions, la vedette iranienne commençait alors à exécuter des « ronds » à une distance

de 1 à 4 milles de la côte, entre la Pointe-Rouge au sud de Marseille, et le phare du Planier. De bonne source, des pourparlers s'engageaient entre les occupants de la vedette et les hommes des unités l'entourant. Les premiers, armés de mitrailleuses et apparemment détendus, affirmaient leur optimisme en faisant le V de la victoire d'une main à l'attention des embarcations civiles, réussissant à les approcher. Leur exigence était claire : obtenir un ravitaillement en carburant.

L'amorce de discussions conduisit cependant à partir de 15 heures — sans que l'on eût dans quelles conditions la libération des marins iraniens en charge de la vedette au départ de Cherbourg. Onze iraniens loyalistes, puis autres, et encore dix, étaient ainsi transférés de Tabarzin sur des canots pneumatiques et un bateau de l'administration des douanes pour être finalement confiés à l'équipage de la corvette Georges-Lévy.

Dans le même temps, les autorités françaises prenaient des dispositions pour héberger ces trente et un ressortissants iraniens au centre de transit d'Arènes

situé sur l'un des quais du port de Marseille. D'importantes forces de police prenaient alors position jusqu'à 17 h 30 autour du centre. L'idée de cet hébergement était cependant rapidement abandonnée. C'est ainsi que les marins libérés demeurent à bord du Georges-Lévy et que Tabarzin, comme pour se distraire de son attente, se mettait à croquer à faible allure de l'île de Fourmies au phare du Planier, suivie à la trace par un hélicoptère et un avion. L'observation à la jumelle de la vedette permettait constater la présence de plusieurs hommes en armes et en treillis sur le pont, ainsi que d'une femme. En fait, outre les membres du mouvement d'opposition monarchiste iranien Azadegan, le commandant et son second se trouvaient toujours à bord du navire.

Les autorités françaises demandent alors à la vedette iranienne de quitter les eaux territoriales et refusent de la ravitailler. Selon certaines informations, cette demande, assortie du refus, a pu être contradictoire s'il est vrai que Tabarzin s'est présentée en large du port de Marseille en raison d'un faible

autonomie de navigation, due à des réserves très réduites en carburant. Dans la nuit de mardi à mercredi, la préfecture maritime de Toulon se refusait à tout commentaire sur une affaire à l'évidence « plus politique que militaire ».

Cet aspect était du reste souligné mardi soir par M. Charles Hernu, ministre de la défense, qui déclarait, souriant aux lèvres, qu'il était hors de question de « tirer bataille depuis le port de Marseille ». Et de fait, en dépit des tensions provoquées par l'arrivée dans les eaux territoriales françaises de la vedette iranienne, le recours à la force semblait écarté mardi soir. Tous les membres du commando antikomuniste parisiens étaient prêts à intervenir d'urgence pour eux de ce stupéfiant épisode de piraterie maritime. Interrogés par un cabotier, ils répondaient avoir bon espoir d'obtenir l'autorisation de se ravitailler dans le port de Marseille. Le résultat des pourparlers avec la marine nationale durant la nuit devait toutefois leur opposer un démenti.

LAURENT GRELSAMER.

La levée de l'embargo sur les avions F-15 et F-16

Les Israéliens s'interrogent sur les contreparties exigées par Washington

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Khilfi, a vivement critiqué, mardi 18 août, la décision américaine de lever l'embargo sur la livraison des avions F-15 et F-16 destinés à Israël. Cette décision, a-t-il dit, ne peut qu'encourager Israël à « se lancer dans de nouvelles agressions contre les pays arabes, particulièrement le Liban, et compromettre ainsi le cessez-le-feu intervenu dans ce pays ». A Moscou, l'agence Tass a, pour sa part, qualifié la décision du président Reagan de « manœuvre hypocrite » et y voit la preuve que les Etats-Unis « sont prêts à fournir en abondance du matériel militaire à Israël pour de nouvelles provocations dangereuses ».

De notre correspondant

Jérusalem. — « A quel prix ? » C'est la question que tout le monde se pose à Jérusalem, après la décision du gouvernement américain de reprendre les livraisons d'avions F-15 et F-16 à Israël.

Certes, le secrétaire d'Etat, M. Alexander Haig, s'est efforcé de préciser que la levée de l'embargo pourrait être assortie de conditions. Et M. Evron, ambassadeur israélien aux Etats-Unis, tout comme M. Begin, a démenti les rumeurs selon lesquelles Israël aurait été obligé de prendre un certain nombre d'engagements vis-à-vis des Etats-Unis en échange de la reprise des livraisons. Cependant, le doute persiste dans les milieux politiques de Jérusalem, où l'on a du mal à croire que cette décision puisse être tout à fait « gratuite ». On souligne que le porte-parole du Département d'Etat a rappelé avec insistance les termes de l'accord conclu entre Israël et les Etats-Unis, le 23 juillet 1980, et stipulant que les armes américaines ne peuvent être utilisées par Israël à des fins offensives.

Enigmatisque, le porte-parole a ajouté : « Le gouvernement israélien connaît notre position et ce qu'exigent nos règlements... » Pour la plupart des observateurs israéliens, il n'est pas improbable que M. Begin ait dû accepter de consulter désormais les dirigeants américains avant toute initiative militaire d'envergure. Cette condition, et peut-être d'autres encore, pourraient être notifiées au premier ministre israélien lors de son prochain voyage à Washington.

Les « fanfaronnades » de M. Begin

La majorité des commentateurs de la presse israélienne estime que de toute façon — promesses formelles ou non — le gouvernement de Jérusalem risque de devoir maintenant se soumettre à un contrôle plus exigeant de la part des dirigeants américains. Une plus grande diligence serait attendue de la part de M. Begin. Les Israéliens d'armes ne tolèrent pas seulement de simples contrats commerciaux, souligne l'éditorialiste du *Jérusalem Post*. Il s'agit d'accords politiques et d'intérêts stratégiques communs. A ce propos les autres éditoriaux des journaux israéliens publiés mardi font remarquer dans une double reproduction que si les Etats-Unis ne peuvent « dicter » la politique d'Israël, le gouvernement de M. Begin doit comprendre qu'il ne peut agir à sa guise et donner l'im-

pression d'ignorer les « intérêts » américains au Proche-Orient.

D'autre part, diverses personnalités politiques israéliennes ont reproché à M. Begin d'avoir fait une fois de plus preuve de maladresse, non seulement en annonçant l'avance la décision « positive » du président Reagan, mais encore en critiquant sévèrement l'embargo, qu'il a qualifié d'« absolument injuste et injustifiable ». Le premier ministre est accusé par certains de s'être livré à d'inutiles « fanfaronnades », en laissant croire que les Etats-Unis n'avaient pas le droit de restreindre l'usage des avions livrés à Israël. M. Begin avait déclaré de la manière la plus nette le 17 août à propos des appareils F-15 et F-16 retenus aux Etats-Unis : « Ce ne sont pas des avions américains, ils sont israéliens, de fabrication américaine ».

Il avait ajouté que ces appareils utilisés par Israël permettaient également de garantir la sécurité des Etats-Unis.

FRANÇOIS CORNU.

M. CHEYSSON RENCONTRERA M. ARAFAËT PENDANT SON VOYAGE A BEYROUTH

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, rencontrera le chef de l'Organisation de libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, à Beyrouth, la semaine prochaine lors de sa visite officielle au Liban, a-t-on appris mardi de très bonne source à Paris.

M. Cheysson sera à Amman les 22 et 23 août, au Liban les 24 et 25 et à Damas les 26 et 27. Toujours de bonne source, on précise que les négociations se poursuivront entre Paris et P.O.L.P. pour savoir où aura lieu la rencontre avec M. Arafat. Paris voudrait que l'entrevue ait lieu à l'ambassade de France à Beyrouth, et M. Arafat voudrait que M. Cheysson se rende au siège de P.O.L.P.

Le mois dernier, le chef de la diplomatie française avait reçu le chef du département politique de P.O.L.P., M. Farouk Kaddoumi, à l'occasion d'un de ses passages à Paris. M. Kaddoumi est revenu mardi 18 août à Paris.

La première rencontre entre M. Yasser Arafat et un membre d'un gouvernement français — M. Jean Sauvagnargues, alors ministre des affaires étrangères — s'était déroulée le 21 octobre 1974 à Beyrouth.

Habilité manœuvrière ou défaillance de la détection ?

Les milieux maritimes français tirent argument des qualités manœuvrières de l'équipage de la vedette Tabarzin pour expliquer la soudaine intrusion, au large des côtes marseillaises, du bâtiment iranien, et les apparentes difficultés de la marine nationale pour détecter, à temps, ses mouvements. En effet, le commandant et son état-major restés à bord de la canonnière lance-missiles après son détournement, la semaine dernière, devant Cadix, sont bien connus des officiers de la marine française — qui furent notamment leurs instructeurs à Cherbourg — pour être des hommes particulièrement compétents dans la conduite de ce type de bâtiment. Ils furent aussi de ceux qui ont déjà eu l'occasion de manœuvrer à bord des neuf unités déjà livrées à la marine iranienne en vertu d'un contrat de 1974 portant, au total, sur douze, et avant qu'une décision d'embargo ne diffère la livraison des trois dernières.

Cette connaissance du bateau et de la mer par les hommes embarqués sur Tabarzin leur a probablement permis de parcouvrir, avec un maximum de discrétion, la distance Casablanca-Marseille, soit environ 500 milles nautiques (l'équivalent de 1 700 kilomètres) : probablement à petite vitesse (de l'ordre de 10 nœuds) entre Casablanca et le détroit de Gibraltar, que la canonnière a franchi de nuit, derrière un cargo, pour profiter de l'intensité traditionnelle du trafic dans cette région et passer inaperçue à la même vitesse que

les autres bâtiments, et à plus grande vitesse dans le bassin occidental de la Méditerranée — malgré les risques de détection liés aux accélérations — pour se présenter, couverte par le brouillard matinal, à l'entrée du golfe de Marseille.

Devant Marseille, la canonnière iranienne est parvenue pratiquement à bout de carburant, et c'est la raison pour laquelle, indique-t-on dans les milieux maritimes, elle n'a pu se rendre à Toulon par ses propres moyens, et qu'elle a été prise en remorque par l'Alsacien.

Si cette habileté manœuvrière était avérée, il n'en resterait pas moins que les mouvements de Tabarzin semblent avoir échappé aux marines espagnole et française. Dans cette partie occidentale de la Méditerranée, il revient à l'escadre basée à Toulon de « assurer, en permanence, de la sûreté des approches maritimes par des observations enregistrées le plus au large possible et de pouvoir intervenir, en temps de paix et à plus forte raison en cas de crise, contre une intrusion inacceptable ».

Dans les milieux maritimes, on explique qu'il est difficile, surtout en cette période estivale pendant laquelle la navigation commerciale et de plaisance s'accroît très sensiblement, de surveiller en permanence et en profondeur les approches françaises, car il y faudrait des moyens navals et aériens considérables et la bonne coopération des marines alliées.

Trois textes

La capture de la vedette Tabarzin, maintenant de retour en France, pourrait relever de trois textes : l'un interne, les deux autres internationaux.

Le premier est une loi française, toujours en vigueur, du 10 avril 1925, « pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime ». Bien que cette loi vise essentiellement les ressortissants français auteurs ou victimes d'actes de piraterie, ses articles 1^{er} (1^{er}) et 2 (3^{er}) donneraient, le cas échéant, compétence aux cours français, sous certaines conditions.

Ces deux articles indiquent que « seront jugés comme pirates » : d'une part, « tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire (...) naviguant sans être ou avoir été muni » de documents « constatant la légitimité de l'expédition (...) » ; d'autre part, « le capitaine (...) qui aurait commis des actes d'hostilité sous un pavillon autre que celui de l'Etat dont il aurait commission ».

Dans ce cas, réserve faite des éléments politiques qui ne manqueraient pas d'être invoqués, le jugement reviendrait, semble-t-il, au tribunal maritime de Toulon — si le crime a été commis dans le détroit de Gibraltar —. Sinon, le tribunal maritime de Brest serait compétent.

Toutefois, l'éventuelle compétence des juridictions françaises — et le sort du commando — dépend de la nature du délit : si on estime que celui-ci a été « instantané », limité à la durée de la capture, il a eu lieu en territoire étranger entre res-

sortissants étrangers et écarte cette compétence. En revanche, si on estime que le délit est « continu » et que l'acte de piraterie s'est produit en territoire français, cette compétence pourrait être retenue. C'est la question que se posait, ce mercredi, M. Cheysson.

Deux textes internationaux sont relatifs aux « événements de navigation ». Le premier, la convention sur la haute mer, signée à Genève en 1958, confiant une définition de la piraterie, mais la France ne l'a pas ratifiée. Le deuxième, signé à Bruxelles le 10 mai 1952, est entré en vigueur en France le 20 novembre 1955. Il vise « certaines règles relatives à la compétence pénale en matière d'abordage et autres événements de navigation ».

Bien que les autorités françaises ne paraissent pas pour l'instant, estimer qu'il soit applicable, on notera que ce texte — qui n'a pas été ratifié par l'Iran — prévoit, dans son article 1^{er}, que les autorités « judiciaires ou administratives » compétentes sont celles « dont le navire portait le pavillon au moment de l'abordage ou de l'événement de navigation ». L'article 2 ajoute que « aucun saboteur ou retenu de navire ne pourra être ordonné même pour des mesures d'instruction par des autorités autres que celles du navire porte pavillon ».

Il reste que, concrètement, l'analyse juridique ne conduit à aucune certitude quant aux règles de droit applicables. Incertitude qui provient naturellement pour une large part du contenu politique de l'incident.

DIPLOMATIE

APRÈS LA MANIFESTATION DE LA C.G.T. DEVANT L'AMBARASSADE AMERICAINE

Un « rassemblement national » est prévu le 25 octobre à Paris pour protester contre la bombe à neutrons

A l'appel de l'Union régionale C.G.T. d'Ile-de-France, quelques milliers de personnes se sont rassemblées mardi 18 août à 17 heures devant l'ambassade américaine à Paris pour protester contre la décision du président Reagan de produire et de stocker des bombes à neutrons. Le parti communiste français et le mouvement de la paix étaient présents, ainsi qu'un certain nombre d'autres organisations, dont le Mouvement de la jeunesse communiste et des représentants des travailleurs des arsenaux.

Un nouveau pas

Tandis que les manifestants déployaient des banderoles indiquant « Non à la bombe à neutrons, oui à la paix », un militant de la C.G.T., parlant du « défi à l'humanité », lancé par le président Reagan, le déclarait : « La bombe à neutrons est dirigée contre les pays socialistes, en premier lieu contre l'Union soviétique ». Pour la C.G.T. et le P.C.F., cette décision représente un nouveau pas franchi par les Etats-Unis dans la course aux armements, et contribue à banaliser l'arme nucléaire. La C.G.T. a encore précisé que l'action en-

gagée ne se limiterait pas à cette seule manifestation et a annoncé sa participation à un « rassemblement national » organisé le 25 octobre prochain par le Mouvement de la paix, à l'occasion de la Semaine des Nations unies pour le désarmement.

Une délégation du syndicat a remis à l'ambassade une protestation écrite destinée au président Reagan. Vers 18 heures, après que les manifestants eurent procédé à un lâcher de ballons blancs (auxquels étaient accrochées des bombes de papier rayées d'une croix rouge), la foule a formé un cortège, avec à sa tête M. Georges Séguin, secrétaire général de la C.G.T., et M. Gaston Filsonnier, membre du bureau politique du P.C.F. Par la rue Royale et le boulevard Malesherbes, le défilé a gagné la place Saint-Augustin, où l'ordre de dispersion a été donné, vers 18 h 45, mettant fin à une manifestation qui s'est déroulée sans incidents.

A l'appel du P.C. et de la C.G.T., une manifestation sur le même thème a réuni une centaine de personnes, mardi matin, devant le consulat général des Etats-Unis à Marseille.

Impasse à la conférence sur le droit de la mer

De notre correspondante

Genève. — Les réunions officielles du groupe consultatif spécial de la conférence sur le droit de la mer qui se sont déroulées la semaine dernière ont permis de préciser les positions déjà connues, mais elles ne semblent avoir nullement contribué à débloquer les travaux de la troisième conférence des Nations unies sur le droit de la mer. Les pays en voie de développement, comme l'a déclaré leur président, M. Inam Ul Haque (Pakistan), sont décidés à faire preuve de fermeté. Selon M. Ul Haque, il ne serait pas question pour lui d'accepter un réexamen du projet de convention qui a été agréé en août dernier. Il rejette par conséquent une fois de plus la demande américaine et refuse de prendre en considération les critiques des Etats-Unis sur certaines dispositions du texte. L'administration américaine ne peut, en aucun cas, se permettre de réviser les positions acceptées par les représentants du gouvernement Carter. M. Ul Haque est même allé jusqu'à déclarer que la mise en place d'une convention sur le droit de la mer, à laquelle les Etats-Unis n'adhéreraient pas, n'était pas inconcevable.

Ce point de vue est qualifié de plus diplomatique que politique par les observateurs internationaux. D'autant plus que d'autres pays industrialisés ne cachent pas leur intention de se ranger aux côtés des Américains. Nom-

breux sont ceux qui n'imaginent guère la mise en pratique d'une convention qui ne serait pas adoptée par consensus. Toutes ces difficultés n'empêchent nullement le groupe des « 77 » (les quelque cent vingt pays en voie de développement) de vouloir poursuivre, et même activer les travaux d'Inam Ul Haque à exprimer son souhait de voir les négociateurs rechercher « à tous les coûts » une solution aux problèmes restés en suspens l'an passé et se mettre d'accord sur un texte définitif afin de pouvoir le présenter lors de la prochaine session.

Pour sa part, le président de la conférence, M. Tommy Koh (Singapour), a fait connaître son intention de soumettre, le 21 août, un programme d'ensemble qualifié de « souple ». Il prévoit entre autres des discussions à divers niveaux sur la commission préparatoire et sur la délimitation des frontières maritimes et sur la participation à la convention d'autres entités que les Etats. Au cas où les « 77 » désigneraient se consulter sur ces divers points, l'examen de ce programme n'aurait lieu en séance plénière que le 24 août. On prévoit par conséquent de plus en plus la prolongation jusqu'au 4 septembre des travaux de la conférence qui devrait, en principe, prendre fin le 27 août.

ISABELLE VICHNIAC.

L'imam Khomeiny affirme que rien même pas sa mort ne peut affecter la stabilité du régime

Téhéran (A.F.P.). — L'imam Khomeiny a affirmé mardi 18 août que rien, pas même sa mort, dans un attentat, ne pouvait affecter la « stabilité » de l'Iran, deux ans et demi après la révolution.

« Une nation comme la nôtre ne se demande pas : que va-t-il se passer si on tue Khomeiny ? La République islamique est éternelle. Et il ne faut pas croire que ce régime perdra sa stabilité si son chef est éliminé, car chacun de nous est un imam et un chef de puissance », a affirmé le « guide de la révolution » dans un discours diffusé par Radio-Téhéran.

Tout au long de son intervention devant des gardiens de la révolution, et des enseignants venus le voir dans sa résidence de Téhéran, l'imam Khomeiny s'est attaché d'une voix lente et monotone, à dédramatiser la campagne d'attentats qui dure depuis un mois et demi. Pour lui, les attentats sont des « actes idiots » qui « ne doivent pas effrayer la population, car ils émanent de « corrompus » qui, comme les mouches, s'agitent frénétiquement avant de mourir ».

Les opposants politiques en exil,

comme l'ex-président Bani Sadr, ne représentent pas non plus une menace sérieuse, aux yeux du « chef des déshérités du monde », ainsi que l'a qualifié Radio-Téhéran. « Ils disent aujourd'hui à Paris : nous rentrerons en Iran. Mais ils ne peuvent vraiment faire quelque chose, pourquoi sont-ils donc partis », s'est-il exclamé.

Ceux qui se « répandent en paroles si vaines » de mérites, même par d'être considérés « comme des humains », a estimé l'imam Khomeiny.

Le « guide de la révolution » a quand même appelé le peuple à « rester éveillé devant les ruses des Etats-Unis ».

Mardi, la presse iranienne a annoncé une nouvelle série d'attentats commis lundi à Téhéran, au cours desquels cinq gardiens de la révolution et un chauffeur de la télévision nationale ont été tués.

● L'ayatollah Mahdavi, l'un des six ayatollahs (ou grands) de l'Iran, est décédé mardi à l'âge de quatre-vingt-sept ans, dans un hôpital de Chiraz. Au printemps dernier, l'ayatollah Mahdavi avait publié un texte dans lequel il critiquait les options fondamentales de l'imam Khomeiny.

سكنا من الاحول

سكنا من العمل

EUROPE

Pologne

Le gouvernement et Solidarité s'affrontent sur le problème de l'information

Tandis qu'en Pologne commence, ce mercredi 19 août, une semaine de deux jours des typographes de presse et que s'accroissent les polémiques sur le rôle des moyens d'information, la question de l'aide internationale a fait l'objet de plusieurs décisions.

M. Josef Czyrek, ministre polonais des affaires étrangères, a rencontré, mardi 18 août, à Bad-Reichenhain, en Bavière, son homologue ouest-allemand, M. Hans-Dietrich Genscher. Celui-ci a indiqué que le gouvernement fédéral accorderait, en septembre prochain, de nouvelles facilités de paiement à la Pologne. M. Czyrek a déclaré, pour sa part, que son pays déciderait prochainement s'il adhère ou non au Fonds monétaire international, ce que la R.F.A. le presse de faire.

À Zurich, une réunion entre des envoyés du gouvernement polonais et ceux de cinq banques occidentales représentant les principaux pays créanciers a été annulée, Varsovie n'ayant pas répondu aux dernières propositions de rééchelonnement de sa dette.

De notre envoyée spéciale

Katowice. — L'épreuve de force entre Solidarité et le gouvernement a débuté, ce mercredi 19 août. Dans certains endroits comme à Katowice par exemple, là où Solidarité est en minorité dans la typographie, ce sont les adhérents des syndicats de branche (syndicats officiels) qui ont imprimé dans la nuit de mardi à mercredi les journaux. La presse sera distribuée, pense-t-on, par la milice et l'armée. Dès mardi, la milice avait fait enlever à Katowice toutes les voitures des rues avoisinant l'imprimerie de presse et empêché toute approche du bâtiment. Il en sera de même dans quelques autres villes du pays. On ne connaît le bilan précis de la grève que dans la soirée du mercredi. Dès ce mardi, il y avait pas de journaux à Cracovie.

La journée de mardi a été marquée à Varsovie par une réunion du bureau politique du parti ouvrier unifié, qui a approuvé le rapport sur le voyage de M. Kanis et Jaruzelski en Crimée et décidé de convoquer avant la fin de ce mois un nouveau plénum du comité central.

Chacun de son côté

Le bureau politique a examiné le projet du gouvernement sur les augmentations de prix qui, selon le communiqué du conseil des ministres, font partie de la réforme économique et devront faire l'objet de consultations; selon lui, « le plus urgent » est d'augmenter les prix du pain et des produits céréaliers.

Enfin, à propos de la grève des imprimeries et des messageries de presse (proclamée par Solidarité pour obtenir le droit de répondre à la campagne dont elle fait l'objet dans les mass media), le bureau politique estime que ce mouvement « montre les ambitions de Solidarité en matière de presse, ambitions auxquelles il faudra mettre fin ».

Les attaques contre Solidarité continuent dans la presse. Ainsi Trybuna Ludu a publié mardi 18 août une note dans laquelle les membres du parti et les journalistes de cet organe du parti. Ils estiment que la grève lancée par Solidarité a un caractère politique et menace la politique d'entente à laquelle ils se disent attachés. Et ils reprochent au syndicat de réclamer l'accès aux mass media et surtout à la télévision et à la radio, alors que les publications syndicales n'ont publié ni les décisions du IX^e congrès ni celles du Parlement. Ils estiment que ce n'est pas Solidarité, mais l'organe du parti qui fait l'objet dans les mass media, en publiant des déclarations de M. Walesa et des comptes rendus des conférences de presse de Solidarité.

Au passage, ils s'en prennent à M. Stefan Bratkowski, président de l'Union des journalistes, qui dans une déclaration signée de quelques-uns de ses amis avait pris la défense de Solidarité et appelé ses confrères à davantage d'indépendance.

Curieusement, pendant toutes ces attaques, M. Ciolek, ministre sans portefeuille chargé des syndicats, a rencontré M. Bytko, qui préside la section de Solidarité pour la région de Varsovie. Ils se reverront la semaine prochaine pour étudier la manière d'épurer les propositions du syndicat. Le gouvernement pour sa part, a au cours d'un conseil des ministres, pris acte « avec appréciation » de l'appel au syndicat pour que l'un travaille pendant huit semaines libres et a confirmé que ces heures-là seraient rémunérées au double du tarif officiel.

M. Walesa en Silésie

À Katowice, entre-temps, le pré-sidium de la commission nationale de coordination de Solidarité, le présidium de la direction régionale pour la Silésie et celui de la section de coordination nationale des mineurs ont été à huis-clos pendant cinq heures pour examiner les problèmes de l'heure. Ils ont décidé de laisser aux travailleurs de chaque entreprise le soin d'accepter ou de refuser la proposition sur le travail pendant les huit semaines libres.

La seconde partie du communiqué sur cette réunion s'élève contre les actions de répression et de propagande menées contre les syndicats. Les syndicalistes estiment que ces actions sont diri-

gées « contre le programme positif anticrisis ». Ils ajoutent que Solidarité « consent de sa responsabilité pour l'avenir du pays, ne se laissera ni entraîner à des provocations ni détourner de la voie qu'il a choisie ». « Nous sommes obligés de présenter tous ceux qui nousent à une confrontation, dit encore le communiqué, que nous estimons que l'intérêt du pays exige le calme social et un travail positif pour sortir le pays de la catastrophe ».

Après avoir évoqué le problème de l'accès de Solidarité aux mass media et plus particulièrement à la télévision, les syndicalistes déclarent : « Nous défendons le syndicat et ses membres en toute situation et par tous les moyens appropriés ». Nous avons l'espoir que la situation changera et que nous ne serons pas obligés d'avoir recours à d'autres moyens de protestation. » Bref, pour l'instant, Solidarité et le gouvernement élaborent leur programme chacun de son côté. Ce mercredi, M. Lech Walesa, saurait-il, visitant plusieurs mines de Silésie, si les mineurs acceptent ou pas de travailler pendant huit semaines supplémentaires. Autrement dit si les attaques et les critiques du gouvernement ont été utiles à Solidarité ou non.

AMBER BOUSOGLOU.

AFRIQUE

République Centrafricaine

La traque cruelle des squatters de Nyanga

Trois Noirs impliqués dans plusieurs opérations de guérilla urbaine ont été reconnus coupables, mardi 18 août, de haute trahison. Selon l'accusation, les trois jeunes gens appartenant au Congrès national africain (C.N.A.), principal mouvement africain d'opposition à l'apartheid, ont été reconnus coupables de haute trahison en novembre, sont dans la même situation.

Johannesburg. — Frissonnant la nuit sous de précieuses abris de branches mortes et de vieux sacs de plastique, mordu le jour par une brise glaciale venue du large, les squatters de Nyanga, cette petite Township noire de la banlieue du Cap, sont toujours là. Ils étaient officiellement 250 il y a un peu plus d'un mois, ils sont maintenant plus de 2.000. En quelques semaines leur nombre est passé de la page des faits divers à la une de la presse sud-africaine.

Des voix de Noirs, mais aussi de Blancs s'élèvent chaque jour pour dénoncer le scandale. Des hommes politiques de l'opposition blanche, des religieux, des organisations internationales, des associations d'étudiants, anglophones et afrikaans, les chefs de file de la communauté africaine, tous accusent « l'inefficacité et l'impéritie du gouvernement », ainsi que « la cruauté » de l'un des aspects le plus quotidiens du système de l'apartheid : le contrôle du déplacement des individus noirs (influx control). Un article de cet ensemble compliqué de textes stipule qu'aucun citoyen noir ne peut se trouver sans permis, plus de soixante-douze heures, en « zone urbaine blanche ». Situés à la lisière des grandes villes, les townships noirs ne peuvent pas travailler sans un permis, c'est-à-dire au moins d'un emploi sont anglophones dans ces « zones ». Pour compliquer le problème, la péninsule du Cap constitue une « zone d'emploi prioritaire pour les blancs ».

Cependant, malgré les contrôles quotidiens, les lourdes amendes et parfois les peines de prison, des dizaines de milliers de « travailleurs illégaux » vivent dans ces townships. L'immense majorité d'entre eux ont toujours vécu en « zone blanche » et ignorent les lois blanches qui leur ont été attribuées d'office en fonction de leur ethnicité. Certains

De notre correspondant

ont été au moins une fois « rapatriés » dans des minuscules et misérables tentes. Fuyant la détresse, les mairies, la main d'œuvre et parfois la brutalité des lois qui y sont appliquées, ils reviennent toujours plus nombreux dans ces zones où, par comparaison, leur vie semble régner une certaine prospérité. Parfois, ils reviennent avec leur famille, parfois seuls. Les réfugiés de Nyanga, tout forts d'être, des anciens, ont choisi la seconde solution.

Des témoignages accablants

Toute l'affaire a en effet été déclinée lorsque les autorités, « qui avaient prévenu depuis deux ans », ont fait évacuer, pour le démolir et le remplacer par « quelques dizaines de maisons familiales », un hôtel réservé aux « célibataires blancs ». Depuis les femmes et les enfants des « célibataires » les ont rejoints, tandis que d'autres groupes en situation irrégulière viennent chaque jour grossir un peu plus la cohorte de Nyanga. Pour les déloger, le gouvernement a tout tenté. Nyanga, tout fort d'être, des anciens, ont choisi la seconde solution.

D'autre part, le ministre de la justice a annoncé que cinquante-sept personnes — trente-deux Noirs et vingt-cinq blancs, accusés de meurtres, vol ou viol, ont été pendus en Afrique du Sud pendant les six premiers mois de cette année.

Enfin, les négociations entre représentants du gouvernement et squatters de la banlieue du Cap ont été rompues mardi sans qu'aucune solution n'ait été trouvée. — (A.F.P., Reuters.)

Interdire l'accès du camp à la presse

qui n'est continué pas moins de pousser chaque jour des témoignages accablants pour le gouvernement. Même des journaux de la communauté africaine condamnant la façon dont les autorités ont traité le problème. Alors, ces dernières ont essayé la manière douce.

Des tickets de train ou de bus ont été offerts, avec des bons de repas, à ceux qui acceptaient l'exil dans le camp d'urgence d'un quelconque township. Dans grande révolte, Des emplois, dans les mines et les coopératives de maïs d'autres régions du pays, accordés « au mérite », ont été promis à ceux qui renouvellent femmes et enfants dans les bidonvilles. Echec quasi total, les réfugiés de Nyanga réclament la légalisation de leur présence au Cap et non de travail. De plus, ils ne veulent plus être séparés de leurs familles.

Depuis quelques jours, la police n'est plus intervenue pour détruire les abris reconstruits malgré tout, et des associations, dont la présence est temporairement tolérée aux environs du camp, peuvent recevoir des dons. Cela signifie-t-il que le gouvernement s'apprête à reconnaître le fait accompli et à légaliser une situation de fait ? Pour le D^r Piet Koomhof, ministre de la coopération et du développement (des Noirs), « le gouvernement de Nyanga » est surtout le fait « d'opérateurs qui veulent détruire les lois de l'influx control ». Parce qu'ils sont devenus, aux yeux de tous les Noirs et de bon nombre d'opposants blancs, « le symbole de la cruauté inefficace de l'apartheid », parce que leur présence illégale suscite déjà des vagues nouvelles dans d'autres régions du pays et qu'enfin ils ramènent en cause tout le système, les réfugiés de Nyanga ne « peuvent pas être tolérés ».

PATRICE CLAUDE.

Bulgarie

La disparition de Ljudmila Jivkova pourrait favoriser l'ascension des partisans inconditionnels de Moscou

La décès soudain, le 21 juillet dernier, à Sofia, de Ljudmila Jivkova, membre du bureau politique du parti communiste bulgare, président (ministre) du puissant comité de la culture et fille du président du conseil des ministres, a fait l'objet d'un écho (« le Monde » du 22 juillet). Pourtant, compte tenu de la personnalité de Ljudmila Jivkova, cette disparition n'est pas sans importance pour l'évolution de la politique bulgare.

Pierre Voillery, universitaire, spécialiste des problèmes bulgares, évoque ci-dessous les conséquences de cette disparition.

Sous un aspect physique plutôt fragile, L. Jivkova cachait une ambition et une énergie étonnantes, un réel sens de l'organisation et une grande intelligence politique. Née en 1942 dans une famille de dirigeants du parti clandestin, elle grandit à l'ombre d'un père qui, en 1954, devint le numéro un bulgare. Ses études supérieures la mènent, après avoir obtenu son diplôme d'histoire de l'université de Sofia (1962-1966), à effectuer un séjour à Oxford (1967-1970) d'où elle revient diplômée en histoire de l'art — séjour passé sous silence par l'ensemble des notices nécrologiques publiées en Bulgarie. Titulaire d'un doctorat d'histoire (1971), elle entre l'année suivante en politique : elle a juste trente ans. Premier vice-président du comité de l'amitié et des relations culturelles entre les peuples et président de l'Union des travailleurs créateurs, elle est nommée la même année premier vice-président du comité de la culture, comité qu'elle présidera trois ans plus tard.

Membre du conseil des ministres en 1976, élue à l'Assemblée nationale et par deux fois déléguée au congrès du parti, elle accède au bureau politique en 1971. Au faîte

de sa puissance, elle effectue, au nom de son père, plusieurs missions diplomatiques hors de ses attributions normales. Cette fulgurante carrière lui confère un rôle important dans l'élargissement de l'assise du pouvoir de son père. En présidant le comité de la culture, elle contrôle la presse, la radio, la télévision, une partie de l'édition, les spectacles. Auteur d'articles et de monographies scientifiques sur l'art thrace, Ljudmila Jivkova donne une impulsion nouvelle à la culture bulgare, en la popularisant, en ouvrant sur l'étranger, en facilitant les échanges et en imposant une profonde réforme de l'éducation en Bulgarie. Dans cette tâche, elle s'entoure d'hommes remarquables dont le membre le plus représentatif est sans conteste M. Alexandre Fol, spécialiste de la civilisation thrace, ancien premier vice-président du comité de la culture et ministre de l'éducation nationale depuis la fin de 1973. Ce faisant, Ljudmila Jivkova assure le rajeunissement et le renouvellement de la classe dirigeante bulgare tout en organisant la continuité. Son décès inattendu rompt un équilibre subtil entre tendances rivales : il risque de confirmer le renforcement du camp des technocrates et des économistes ainsi que celui des partisans d'une intégration accrue de la Bulgarie dans l'orbite soviétique.

M. Filipov l'étoile montante

La première manifestation du renforcement de ces tendances a été la nomination, au début de cette année, de M. Gricha Filipov — membre du bureau politique depuis 1961 — au poste de premier ministre, en remplacement de M. Stanko Todorov — au pouvoir depuis 1971, — qui reste président de l'Assemblée nationale. La personnalité de M. Filipov est révélatrice d'un tournant, en économie de formation, issu du

ministère de l'industrie, ancien ministre du Plan, ce Bulgare, né et élevé en U.R.S.S., a fait ses études supérieures à Moscou. Favorable à un alignement renforcé de la Bulgarie sur le Kremlin, il représente la tendance actuellement dominante en Europe de l'Est : augmentation de la productivité, de l'efficacité et de la rentabilité de l'économie.

Etoile montante de la vie politique bulgare, M. Filipov s'est récemment vu placé sur un pied d'égalité avec Todor Jivkov, dans un éditorial consacré aux inspirateurs de la politique étrangère bulgare (1).

L'alignement sur l'U.R.S.S.

Technocrates et économistes renforcent leur influence en même temps que la conjonction devient plus difficile. Ne disposant d'aucune source d'hydrocarbures, la Bulgarie est directement menacée par la hausse rapide du coût du pétrole brut, et l'application de la règle de Buzarov — tarification du pétrole fourni par l'U.R.S.S. aux démocrates populaires — gêne l'activité économique du pays. La conséquence en fut, en 1973, de brutales hausses de prix (carburants : + 100 % ; produits de base : + 35 % à 50 %) alors que les salaires n'augmentaient que de 20 %. L'absence d'une hausse du niveau de vie bulgare. Confrontée à la nécessité de produire des biens de meilleure qualité et de trouver des marchés rapportant suffisamment de devises, les dirigeants bulgares n'ont d'autre solution, en attendant mieux, que d'élargir la marge de manœuvre des économistes et de s'appuyer sur l'Union soviétique afin de pallier les difficultés croissantes rencontrées par une population de moins en moins patiente. Ainsi se trouve également renforcée la position des partisans d'un alignement sur l'U.R.S.S.

Les tenants de la création d'une République soviétique bulgare n'ont jamais abandonné leur projet, malgré les années et les échecs. Les choses

en sont parvenues à un point tel que, dans les cérémonies officielles, l'Union soviétique est autant célébrée, sinon plus, que la Bulgarie. Les monuments à la gloire de l'U.R.S.S. ou de la Russie tsariste parsèment le pays : il n'est pas de journal qui ne loue ou ne rappelle « l'éternelle amitié bulgare-soviétique ». L'alignement est partout si pesant qu'il est l'objet fondamental des revendications des opposants ou des dissidents bulgares, voire même de l'homme de la rue. Sous l'administration de Ljudmila Jivkova, Bulgarie et U.R.S.S. apparaissent comme culturellement et historiquement égales, ce qui constitue une amélioration notable. La recherche historique fait d'énormes progrès et, en dépit d'une approche idéologique sommaire ou partielle, l'héritage bulgare est abordé plus librement. C'est Jivkova qui organisa des expositions qui furent le tour du monde ; c'est elle qui ouvrit son pays aux chercheurs occidentaux et permit l'étude dans les pays occidentaux. Sans doute n'avait-elle jamais oublié ses années « soviétiques ».

C'est au moment de sa mort qu'a eu lieu dans toute la Bulgarie la jubilé du mille trois centième anniversaire de la fondation du premier Etat bulgare par le Khan Asparouk. Par sa politique culturelle, elle avait préparé cet ensemble de cérémonies commémoratives exaltant la nation bulgare. En ce sens, elle était bien l'enfant d'un pays dont la population s'acharne à arracher le passé de l'oubli, et dont la jeunesse est de plus en plus attirée par l'Occident.

Le nom de son successeur n'est pas encore connu. Mais sa mort ravive l'opposition latente entre les tenants d'une socialisation de la Bulgarie et ceux d'un nationalisme prudent. S'il est assuré de rester pour l'heure de la fin de l'ère Jivkovienne, la succession de Ljudmila Jivkova n'en résultera pas moins d'un savant dosage politique entre partisans et adversaires de chacune de ces lignes.

PIERRE VOILLERY.

(1) Oubliant tout, le 9 juillet 1981, « On a la paix et la sécurité de l'humanité ».

Irlande du Nord

Une élection partielle a lieu le 20 août pour pourvoir le siège de Bobby Sands

Une élection partielle a lieu le 20 août dans la circonscription de Fermanagh et South Tyrone, en Ulster, pour pourvoir le siège laissé vacant à Westminister par la mort de Bobby Sands en mai dernier. Aucun député de Long Kesh n'a pu cette fois s'y présenter, la Chambre des communes ayant adopté récemment une législation qui interdit ce type de candidature. Mais les grévistes de la faim auront leur candidat : M. Owen Carron, qui avait été en avril l'agent électoral de Bobby Sands.

Seul candidat pour la communauté catholique, il a de grandes chances de l'emporter, ce qui représenterait pour les grévistes de la faim et l'I.R.A. qui les soutient, une nouvelle victoire.

Le parti social-démocrate du travail (S.D.P.), principal parti catholique en Ulster, a en effet décidé de ne pas présenter de candidat contre lui. La division des voix catholiques aurait en effet assuré la victoire d'un candidat unioniste. Mais le déstabilisme du parti modéré de M. John Hume a une autre portée.

Certains y voient l'effet du pouvoir d'intimidation de l'I.R.A. : en faisant concurrence au candidat des grévistes de la faim, le S.D.P. risquerait, selon eux, de faciliter les représailles de l'organisation républicaine armée. Le parti, estimant-ils, a cédé à la peur. D'autres en revanche y voient le signe du ralliement de l'ensemble de la communauté catholique à la cause des grévistes de la faim.

Le leader du parti, M. John Hume, rompu à la vie parlementaire à Westminster et à Strasbourg, a de tout temps dénoncé les méthodes terroristes de l'I.R.A. et était hostile au départ à l'ouest du statut politique à ses militants emprisonnés. Sa décision de ne pas présenter de candidat dans la circonscription du sud de l'Ulster traduit, dans cette optique, une profonde évolution de son attitude politique.

Elle rejoint la position des deux autres représentants des catholiques irlandais, l'Eglise et le gouvernement de Dublin. La première, par la voix du cardinal Thomas O'Fiaich, a de nouveau condamné dimanche, en des termes très vifs, l'intimidation de la presse, ministres britanniques. Froquant ses rencontres avec Mme Thatcher, le primate de l'Eglise catholique a notamment déclaré : « Je n'ai été

très impressionné ni par sa connaissance de l'histoire irlandaise, ni par son interprétation des événements passés, ni par sa compréhension de la crise actuelle (...). Si la même chose arrivait dans le Yorkshire ou dans le Kent, on n'aurait pas de l'autre côté du mur d'Irlande, on chercherait une solution de manière beaucoup plus urgente. » Le premier ministre irlandais a pour sa part condamné, dimanche, « l'infériorité » britannique et regretté que les bénéfices de cette crise reviennent à l'I.R.A. Il a fait état de la conviction de nombreux Irlandais que « la solution la plus souhaitable serait la réunion de la Nord et du Sud, qui embrassent le reste de la Grande-Bretagne ». « Je pense », a conclu le premier ministre, qu'il serait utile qu'ils le disent publiquement. »

A travers le monde

El Salvador

LES GUERRILLEROS SE SONT EMPARÉS DE LA VILLE DE PERQUIN, dans la province septentrionale de Morazan, à l'ouest, le mardi 18 août, le colonel García, ministre de la Défense de Salvador. Il s'agit d'une localité de trois mille habitants, proche de la frontière du Honduras. D'autre part, certaines régions du pays demeurent privées d'électricité, le 18, vingt-quatre heures après le dynamitage de pylônes par les forces rebelles. (Reuters.)

Yugoslavie

SERT ALBANAIS DU KOSOVO ont été condamnés, mardi 18 août, à Pristina, à des peines de prison allant de sept à quinze ans pour leur participation aux manifestations qui ont eu lieu dans cette province au printemps dernier. Cinq d'entre eux étaient accusés d'avoir fondé à Glogovac une organisation qui avait pour objectif de « séparer de la Yougoslavie le Kosovo et les autres parties du pays qui vivent des Albanais et des musulmans ». (A.F.P., A.P., U.P.I.)

Le Monde

politique

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P. S.

«Le Poing et la Rose» publie les «contributions»

Outre les contributions qui émanent des courants A (Mitterrand), B (Mauruy) et C (CERES) — dont nous avons fait l'analyse dans le Monde du 18 août — plusieurs autres textes ont été rédigés par des membres du courant D (Rocard), courant qui ne présente pas, en tant que tel, de contribution. MM. Michel de la Forêt et Gérard Fuchs traitent des rapports de la France avec le tiers-monde, étant entendu, dans leur esprit, que «le succès ou l'échec du gouvernement, à l'intérieur comme à l'extérieur, dépendra pour une large part de la façon dont il saura résoudre le problème des relations de la France avec les pays en voie de développement». Un autre texte, dont le premier signataire est M. Pierre Brana, membre du bureau exécutif, est consacré au «droit des travailleurs». La gauche, selon ce texte, est en effet en mesure, aujourd'hui, «de créer durablement les conditions concrètes d'une avancée décisive dans la marche vers le socialisme autogestionnaire où les travailleurs exercent leur droit à la parole et à la responsabilité». Il propose notamment d'unifier les conditions d'exercice des droits syndicaux dans les secteurs public et privé, de rendre obligatoires au niveau de l'entreprise, la négociation sur les salaires, l'organisation du temps de travail, le contrôle de la politique de l'emploi notamment.

«Un référendum d'initiative militante»

Mme Marie-Noëlle Lienemann, membre du comité directeur, signe avec MM. Bernard Polignat, premier secrétaire de la fédération

ANCIENS COMBATTANTS

Les cérémonies marquant le trente-septième anniversaire de la libération de Paris. — L'Association nationale des combattants volontaires de la Résistance (A.N.C.V.R.) déposera une gerbe le samedi 23 août 1981 à 10 heures à l'Arc de triomphe et à 11 heures à l'Arc de triomphe — Mont-Valérien. Des camions militaires assureront le transport Arc-de-Triomphe — Mont-Valérien à titre gracieux. L'Association nationale des anciens combattants de la Résistance (ANACR) ramènera, pour sa part, la flamme sous l'Arc de triomphe le dimanche 23 août. Le rassemblement aura lieu à partir de 17 h. 45 à l'angle de la rue de Balzac et de l'avenue des Champs-Élysées.

Le parti socialiste diffuse actuellement, auprès de ses adhérents, un numéro spécial du «Poing et la Rose» consacré à la publication des «contributions» au débat préparatoire au congrès, qui aura lieu les 24, 25 et 26 octobre à Valence. Compte tenu de l'afflux et de la longueur des contributions, dont la publication intégrale aurait nécessité la fabrication d'un journal de trois cents pages, la direction du parti socialiste ne fait état, dans «Le Poing et la Rose» que des textes émanant des membres du bureau exécutif, du comité directeur, des premiers secrétaires fédéraux et des membres des équipes dirigeantes des secteurs d'intervention.

tion du Finistère, et Jean-Pierre Worms, membre du comité directeur, député de Seine-et-Marne, un troisième texte sur le rôle du parti. Le P.S., selon eux, ne doit pas limiter sa tâche à l'explication de la politique gouvernementale, pas plus qu'il ne doit se «déresponsabiliser», soit «en tenant un discours idéologique très radical, soit en se limitant à des réflexions basiques». Le parti socialiste, écrivent-ils, «a comme exigence première de définir des objectifs et des priorités politiques qui guideront les changements sociaux et économiques et décideront en fin de compte de la construction du socialisme». Ainsi, les socialistes devraient débattre, en premier lieu, du rythme et des conditions de mise en œuvre de la plate-forme présidentielle de M. Mitterrand. Les signataires estiment que la direction du P.S. doit s'engager à saisir les militants avant tout choix important du gouvernement ou du groupe parlementaire qui n'aurait pas encore fait l'objet d'un vote en congrès ou en convention. Ils se prononcent pour un système de

OUTRE-MER : «échapper au choix dramatique entre l'assimilationnisme et l'aventure»

An nombre des «contributions» figure un texte de la fédération socialiste de la Guadeloupe présenté par MM. Isidore Canope, Félix Froto, Gérard Canope, Fernand Anzures, Claude Sully, Jean-François Rosan, Frédéric Jalton et Daniel Larifa, qui souhaitent «le début d'une ère nouvelle» pour l'outre-mer et expriment le vœu que les orientations de la présidence de la République et du gouvernement ouvrent une troisième voie s'ouvrant à la fois de la politique menée jusqu'à présent et des options indépendantistes : «De ce jour l'élection de M. Mitterrand date l'espoir que (...) il devienne possible d'échapper au choix dramatique entre l'assimilationnisme dégradant du régime précédent et l'aventure immédiate sans fondement».

Les auteurs de ce texte estiment qu'une «priorité absolue» doit être donnée au dialogue avec les populations des DOM-TOM et leurs représentants : «Si pour les hommes et les femmes de la métropole l'avènement de la nouvelle citoyenneté peut se traduire, dans les faits et dans les sensibilités, par la réalisation du projet de société, pour ceux de la Guadeloupe il restera d'actualité de signification et d'espérance s'il ne leur permettait pas, en même temps — en transfor-

mant profondément les structures actuelles marquées des servitudes du colonialisme — d'accéder à une identité ainsi qu'à des cadres de vie économiques, administratifs et culturels correspondant aux véritables aspirations et spécificités de la région».

Ils demandent notamment l'installation en Guadeloupe — et dans chaque DOM — d'une «antenne gouvernementale» chargée de «séjourner sur place le temps nécessaire pour étudier et proposer les réformes nécessaires». En outre, ils préconisent, en ce qui concerne les Antilles, la création, «soit dans le cadre d'une commission économique régionale de l'OMU, soit en tout autre cadre, d'un organisme susceptible de traduire dans un concept global de la région, les principes de solidarité sur lesquels est fondée la politique du gouvernement».

Les dirigeants de la fédération guadeloupéenne demandent aussi une décentralisation des structures du P.S. : «Le parti devrait prendre conscience de son obligation de fournir aux fédérations locales (d'outre-mer) les moyens de faire connaître leur action propre, soit en créant des comités d'obtention du gouvernement qu'il fasse participer, autant que possible, leurs représentants aux actions menées sur place».

«référendum d'initiative militante», qui permettrait à un groupe d'adhérents de saisir le parti tout entier d'un problème qui lui paraît important.

D'autres contributions traitent de la formation des militants et des cadres du P.S. (notamment celle présentée par M. Gérard Delaunay, secrétaire national chargé de ce secteur), des jeunes et des femmes. M. Anzures Chevre, membre du comité directeur (CERES), est l'une des signataires d'un texte qui dénonce la «ségrégation» dont ont été victimes les femmes, selon elle, lors des dernières élections législatives. 95 % de députés masculins, estime-t-elle, «c'est un redoutable échec du féminisme à France-Loire» que «entre les principes et la pratique, qui risquent de compromettre les chances du socialisme et le parti socialiste dans les deux ans à venir». Outre une proportion de 30 % de femmes dans tous les scrutins locaux et nationaux qui devraient être organisés à la proportionnelle, ce texte propose un quota de 50 % pour les élections municipales. Une autre contribution, qui affirme que «la lutte contre le patriarcat est prioritaire», signée par soixante-dix militantes de vingt-cinq fédérations, réclame un quota maximum de 50 % d'hommes dans toutes les assemblées élues de la nation.

M. Paul Quilès, secrétaire national du P.S., a déclaré, mardi 18 août, à France-Loire que «le parti socialiste n'a pas du tout l'intention d'être une espèce de parti hégémonique, de parti unique». «Nous ne souhaitons pas, a-t-il dit, comme cela se fait avec le parti travailliste en Grande-Bretagne lorsqu'il est au pouvoir, dicter au gouvernement son programme dans nos congrès». Le P.S. ne veut pas non plus, a-t-il ajouté, «être un parti goddillo comme on en a vu quelques uns dans le passé».

Le service des archives de l'Assemblée nationale a établi la table des matières des débats de la cinquième législature, qui paraîtra au cours du dernier trimestre de 1981. Cette publication d'environ deux mille cent pages, réparties en trois tomes, comporte une analyse détaillée des débats en séance publique regroupés par rubriques présentées par ordre alphabétique. Le premier tome, fixé à 340 francs, doit être réglé à la commande avant le 15 septembre, soit par virement ou par chèque à l'ordre de M. le directeur de l'information parlementaire, Palais-Bourbon, 126, rue de l'Université, 75356 Paris.

L'AVENIR DE LA RÉUNION

Le Comité du progrès soumet plusieurs propositions au gouvernement

En visite à Paris depuis quelques jours, M. Paul Hozrau, secrétaire général du Comité du progrès de la Réunion, club de recherches et d'études indépendant des formations politiques, a adressé à MM. François Mitterrand, Pierre Mauroy, Henri Emmanuelli, ainsi qu'aux parlementaires réunionnais, un document présentant trois séries de propositions «pour lutter contre les causes locales de la vie chère, pour une part plus large de la solidarité nationale dans l'investissement», et «pour un nouveau discours aux Réunionnais sur leur responsabilité irremplaçable dans le développement de leur pays».

Contre la hausse du coût de la vie outre-mer, M. Hozrau propose notamment que la suppression progressive de l'indemnité de vie chère «versée jusqu'à présent aux fonctionnaires s'accompagne d'une action de «distension» analogue dans les autres domaines de la vie économique locale : taxes portuaires et aéroportuaires, transports de marchandises, honoraires des professions libérales, importations, salaires des secteurs para-publics et privés. «Cette action d'assouplissement libérerait un certain volume de crédits publics injectés dans le circuit de consommation qui pourraient être reconvertis dans l'investissement», souligne-t-il.

M. Hozrau estime d'autre part, que les investissements publics doivent être orientés dans deux directions : «le lancement sérieux d'un secteur productif local de

subsistance» et «une participation aux charges des entreprises pour alléger les coûts». Il dénonce, enfin, la politique d'«assistance» suivie jusqu'à présent : «Du moment que la subsistance matérielle du plus grand nombre est assurée, avec, en prime, une assistance relative suivant les milieux sociaux, la paix publique et la paix sociale sont assurées. Que l'on vive de l'assistance ou de son travail, qu'importe après tout ? Les populations s'accroissent de la situation et s'y installent avec bonne conscience».

Les citoyens qui sont, pour l'observateur, le chômage, l'étendue de l'assistance, l'analphabétisme et le mauvais niveau moyen culturel et technique, ne posent pas de problèmes dans le pays. Les politiciens manient avec équilibre les arguments de justice et de dignité pour le sentiment et la querelle : mais ils agissent les avantages matériels concrets, réels et réguliers pour enlever les votes.

«Le Comité du progrès sonne l'alerte avec d'autres. Pareille situation ne pourra pas durer. Elle pèsera trop lourd, tôt ou tard, en coût financier et en dégâts humains. La crise économique et les pressions politiques internationales exigent, de telles largesses ne seront plus possibles. Il faut le dire pour inciter les Réunionnais à se réveiller et à se prendre en charge. Il faut leur annoncer ce qui les attend dans le cas contraire : une chute libre dans les difficultés sinon dans la misère».

Le changement et le P.C.

(Suite de la première page.)

Le parti socialiste est ouvert et tolérant. Le parti communiste est doctrinaire et sa force hautement respectable. Le bien commun qu'ils souhaitent a pris, dans de nombreux pays, des socialistes, une forme autoritaire qui nous heurte. Le capitalisme d'Etat est aussi dangereux que l'autre au regard des intérêts du plus grand nombre.

Bénéfique ou entravant

Or c'est bien vers une meilleure répartition des droits et devoirs de tous que veut se diriger notre pays. La classe sociale qui vient de gagner les élections connaît ses limites. Elle a conscience de ce qu'elle se passe en dessous et au-dessus d'elle. Elle semble pouvoir mal s'accommoder de la simplification de la doctrine communiste. Cependant, l'avenir seul

nous apprendra si nos hésitations sont fondées et si l'apport communiste au gouvernement sera bénéfique ou entravant.

Que les pays étrangers s'émeuvent ne inquiète guère. Ce ne sont pas les problèmes intérieurs des Etats-Unis ou de l'U.R.S.S., et je demande aux Américains et aux Russes de méditer l'adage : «Charbonnier est maître chez soi».

Ce qu'il ne faudrait pas, et nous comptons tous pour cela sur le président de la République et son équipe, c'est que la présence des ministres communistes, loin d'orienter la France vers un socialisme à la française, ne la dirige sur la voie du matérialisme dont le capitalisme libéral prenait dangereusement le chemin.

S'il en était ainsi, ce n'aurait pas été la peine de changer de société.

PIERRE MARCILHACY.

Le Monde

équipement

TRANSPORTS

A PARTIR DU 27 SEPTEMBRE

Course de vitesse entre Air Inter et le T.G.V.

La compagnie n'a pas attendu l'arrivée du T.G.V. pour prendre conscience du danger présenté par la S.N.C.F. Si, pendant des années, elle s'est contentée d'un rôle de vecteur privilégié des hommes d'affaires, l'augmentation de ses capacités, due à l'arrivée des Airbus, l'a conduite à élargir sa clientèle traditionnelle du chemin de fer. L'insaturation des «voies triolores» a marqué un changement de mentalité commerciale, puisqu'elle ne visait plus seulement à accroître le nombre de «passagers» (c'est-à-dire le trafic brut), mais le nombre de «clients» (c'est-à-dire la quantité de personnes qui prennent l'avion une ou plusieurs fois dans l'année). L'augmentation globale de trafic qui s'ensuivra se fera au détriment des voyageurs professionnels, dont la proportion tombe en quelques années de 75 % à 50 %. Mais l'afflux de «clients» nouveaux — voyageant essentiellement pour convenance personnelle — ne s'est pas traduit par un développement parallèle du trafic. En 1978, 1,5 million de clients ont effectué 6,4 millions de passages ; en 1981, les 3 millions de clients espérés devaient accomplir 8,2 millions de passages.

Sous peine de répercussions sur l'exploitation de la flotte et les résultats financiers, le phénomène des bas tarifs doit être maintenu dans des limites conformes à son origine : le remplissage des avions pendant les heures et les jours creux. Or, ces derniers temps, les différences «couleurs» de vol n'ont pas connu la même faveur. Au premier semestre 1981,

Pour la première fois depuis le début de son activité, en 1960, Air Inter va découvrir, à partir du mois prochain, les affres de la concurrence. Un concurrent sera le fait d'un de ses plus gros actionnaires : la S.N.C.F. En mettant, dès le 27 septembre prochain, Lyon à deux heures quarante de Paris — et à deux heures dans deux ans, — le train à grande vitesse va sérieusement enta-

sur 4130 000 passagers (+ 11,7 % par rapport à 1980), 1 686 000 ont voyagé sur des vols bleus (+ 31,5 % par rapport à 1980), dont 54,5 % au bénéfice de tarifs réduits. Dans le même temps, les vols rouges n'ont vu leur fréquentation augmenter que de 3,2 % (1 197 000 dont 846 700 «plein tarif»), et les vols blancs de 0,15 % seulement (1 297 000).

Le moteur financier de l'entreprise demeure malgré tout le client à «haute contribution» — celui qui paie le plein tarif et voyage souvent. — Il y a un dosage à trouver dans la «coloration» des vols afin d'obtenir le meilleur compromis entre le montant des recettes et le volume du trafic. On s'y emploie à l'«état-major» d'Air Inter, sans oublier d'intégrer au schéma la menace que fait peser le T.G.V. D'où un effort sur certaines destinations (Toulon, Marseille, Montpellier, notamment), où la compagnie offre des tarifs «vols bleus» du même ordre que ceux de la deuxième classe de la S.N.C.F.

Tout autant que le nouveau train, Air Inter redoute les conditions de concurrence que le gou-

vernement pourrait instaurer entre l'avion et le rail en donnant la primauté à ce dernier. «Il s'agit de faire de la S.N.C.F. un instrument privilégié de sa politique des transports», explique M. Jean Polier, directeur général d'Air Inter. Mais par quel moyen ? Par des subventions pour combler son déficit ? Auquel cas, nos tarifs sont-ils vraiment si mauvais ? Par des détaxations ? Air Inter estime déjà défavorisée puisque, à la différence de sa concurrente ferroviaire, elle doit payer la totalité des taxes sur l'énergie qu'elle consomme.

Roissy : 105 millions de pertes

L'agressivité de la S.N.C.F. va de plus, frapper une compagnie dont la compétitivité vis-à-vis du rail est pénalisée par l'obligation qu'on lui fait d'assurer une partie de son trafic au départ de Roissy. C'est un fait avéré : les passagers des vols court-courriers n'aiment pas Roissy. Air Inter n'y attire qu'une maigre clientèle

mer la prééminence de l'avion sur ce parcours et sur quelques autres. Car, à terme, les diverses destinations du sud-est de la France vont voir se développer cette rivalité, les responsables de la S.N.C.F. espérant bien reprendre à l'avion, grâce à leur train futuriste, un million et demi de passagers chaque année, soit plus de 18 % du trafic qu'Air Inter a prévu cette année.

à bord de vols qui réduisent d'autant son offre au départ d'Orly-Occident. En conséquence, des passagers mécontents prêtent à l'exploitant le train. D'autre part, la plupart des vols se trouvent allongés de huit à neuf minutes. Un temps perdu pour les passagers et coûteux pour l'exploitant : l'heure de vol d'Airbus revient à 43 000 F. Au total, par exemple, Roissy fera perdre, cette année, 32 millions de francs à la compagnie. L'an prochain, avec l'augmentation du nombre de vols programmés sur Charles-de-Gaulle (19 par jour, contre 14 actuellement), il lui en coûtera 105 millions.

Enfin, Air Inter n'échappe pas à certains des maux dont souffre le transport aérien dans son ensemble. L'hectolitre de kérosène est passé de 74,32 F au 1^{er} janvier 1979 à 98,91 F au 1^{er} août dernier (il a pris 23,3 % en sept mois). La facture pétrolière de la compagnie avoisinera 1 milliard de francs l'an prochain, contre 800 millions l'année dernière. Les gains de productivité l'ont nécessairement compensés, après les résultats spectaculaires des dernières an-

nées (dus à l'introduction de gros avions et à des économies de carburant), et ils ne pourront plus suffire à compenser l'augmentation des coûts. D'autant que les problèmes sociaux récurrents de la compagnie, le personnel navigant technique réclame avec de plus en plus d'insistance une réduction de son temps de travail. La dernière menace n'est pas la moindre. C'est celle que fait peser sur l'ensemble des compagnies françaises l'éventuelle autorisation gouvernementale — attendue en septembre — d'achat de Boeing-737 par Air France, qui entend faire piloter par des équipages de deux personnes, disposition qui suscite l'hostilité d'une partie des navigants.

JAMES SARAZIN.

Fin du boycottage des contrôleurs aériens portugais. — Les trois cents contrôleurs du trafic aérien portugais ont cessé, mercredi 19 août, le mouvement de boycottage des liaisons aériennes entre leur pays et les Etats-Unis qu'ils avaient entamé deux jours plus tôt en signe de solidarité avec leurs collègues américains sanctionnés par l'administration américaine de l'aéronautique (F.A.A.) sur la route nord-atlantique. (R. U. P. I.)

DÉGRADATION FINANCIÈRE A BRITISH AIRWAYS

British Airways a perdu 141 millions de livres (15 milliards de francs) au cours de l'année fiscale se terminant le 31 mars dernier, alors qu'elle prévoyait un bénéfice de 70 millions de livres (coûte 20 millions pendant l'exercice précédent). Sir John King, président de la compagnie, impute la dégradation de la situation financière à une diminution du nombre des passagers (- 8 %), à l'augmentation du prix des produits pétroliers (+ 42 %), à des conflits sociaux et à l'intensification de la concurrence sur l'Atlantique Nord et sur certains autres axes (Londres, Hong Kong notamment) où le gouvernement britannique a accordé des droits de trafic de manière très libérale. Sir John a annoncé un programme destiné à redresser la situation, qui comporterait notamment une nouvelle compression des effectifs (vingt-cinq mille personnes actuellement) et un élargissement du réseau qui toucherait les lignes les plus déficitaires (Europe, orientale, Afrique, liaisons vers la province française et italienne).

La dégradation des résultats de British Airways entrave son programme de rééquipement d'avions nouveaux qui lui permettrait pourtant de réaliser des économies d'exploitation. L'investissement qui atteint 780 millions de livres (8,5 milliards de francs), affectera durablement, selon son président, les résultats de la compagnie.

Un trentaine de cadres de l'entreprise viennent d'adresser à Mme Margaret Thatcher un aide-mémoire critiquant sévèrement la manière dont elle est actuellement gérée, suggérant une réduction de 40 % de ses activités et demandant le remplacement du président, du directeur général et du directeur commercial.

553 من الأصل

Faits et jugements

Grâce aux déclarations de M. Poletti

Les enquêteurs ont reconstitué les agissements du commando après la tuerie d'Auriol

L'un des cinq personnes interpellées mardi par les policiers chargés de l'enquête sur la tuerie d'Auréli était toujours gardée à vue, ce mercredi 19 août en début d'après-midi. Cette personne, M. Hubert Lieutet, le gendre du propriétaire de l'auberge - Chez grand-mère - de Nans-les-Pins (Var), où les militants du SAC de Marseille avaient l'habitude de se réunir, pourrait être incriminée à l'issue de cette garde à vue.

« M. Lieutet a été extrait de la confrontation l'intéressé à 16 heures », a déclaré M. Jean-Paul Poletti, l'un des meurtriers présumés, dont les déclarations de lundi éclaircissent d'un jour nouveau les agissements du commando dans les heures qui ont suivi la tuerie.

seul la décision de la direction. En fait, les dix salariés du foyer, qui se sont mis quelques jours en grève, se heurtent depuis des mois à une administration qui ne leur enverrait plus aucune pensionnaire. « Le mouvement créé en 1947 par le Père Talvas, expliquent ces éducateurs, est passé par le binationarisme *professionnel*. Entre les uns et les autres, rien n'est formulé, mais tout les oppose : *l'intérêt personnel* des bénéficiaires, qui se heurterait la *liberté d'expression* des professionnels, la prise en charge, qui serait totale chez les premiers, face à la volonté de respect de la liberté de chacun chez les seconds... Cela fait des mois, explique un directeur, que nous ne nous ne parlait plus. La direction du Nord refuse aujourd'hui tout contact avec la presse.

L'espoir de l'équipe éducative du foyer tient surtout au veto que, dans le nouveau contexte politique, l'inspecteur du travail ne devrait pas manquer, d'après elle, d'opposer au licenciement collectif. On rêve même à Asnières, aux heures supérieures de la nuit d'une nationalisation. On reste pourtant très réticent sur toute mesure de l'efficacité du travail dans ce genre d'institution. « Les mathématiques, entend-on, excluent la pédagogie. » Reste pourtant le stupéfiant prix de journée payé par la direction de l'Action sociale et sociale à une institution, constatable : 487 F par jour et par personne pour des jeunes femmes travaillant, pour la plupart, à l'extérieur du foyer de 8 heures à 18 heures.

NICOLAS BEAU.

De notre correspondant régional

Marseille. — L'affaire d'Auriol le démontre : lorsque la justice et la police coopèrent activement la vérité peu à peu sort des limbes. L'information ouverte voici plus de trois semaines sur l'assassinat de l'inspecteur stagiaire Jacques Massie et de sa famille ne touche pas encore à son terme. Mais ses développements ont été exceptionnellement rapides.

Comme on pouvait le supposer, les déclarations faites, lundi 17 août, à Mme Liaurens-Guérin, par M. Ange Pioletti, l'un des cinq meurtriers présumés, ont permis de franchir un pas décisif dans la reconstitution des faits. Poussés dans ses retranchements, M. Pioletti a complètement ses déclarations antérieures. Ses révélations ont été aussitôt vérifiées sur le terrain et ont déclenché une nouvelle vague d'interpellations.

Il est désormais possible de reconstituer l'itinéraire suivi par le commando après la tuerie. Les cinq meurtriers présumés se seraient tout d'abord réunis, après leurs crimes, au domicile de l'un d'eux, M. Didier Campana, à Saint-Savournin, près de Gardanne. Dans la matinée du dimanche 19 juillet, MM. Lionel Collard, Jean-Bruno Finocchietti et Ange Poletti auraient ensuite

remis les documents trouvés chez Jacques Massie au responsable intermédiaire du SAC dans les Bouches-du-Rhône, M. Jean-Joseph Maria, avant de retourner à Nans-les-Pins (Var) pour inhumer le corps de l'inspecteur stagiaire.

Des pelles et des pioches leur auraient été fournies sur place par un membre du SAC, proche parent du propriétaire d'une auberge de la commune.

Vers 5 h 30, mardi 18, Mme Laurens-Guérin, accompagnée d'un magistrat du parquet, de M. de Bédaride, juge suppléant, du commissaire Girel, chef du groupe de répression du banditisme au S.R.P.J. de Marseille et de plusieurs policiers, a opéré en présence de M. Pottier, chef de la Brigade des sapeurs-pompiers, au domicile du batonnier Henri Coupou, une perquisition au domicile du complice présumé du commando, à Nans-les-Pins. A l'issue de cette perquisition, dont ont cru à une tentative de cambriolage, les agents ont saisi de l'argenterie et quatre autres membres du SAC habitant Nans-les-Pins, ont été interpellés et placés en garde à vue dans les locaux du S.R.P.J. Une sixième personne, entendue comme témoin, a été relâchée, à la veille, à 6 heures, mardi soir.

Demande d'amnistie pour les inculpés du hold-up de Condé-sur-l'Escaut

Parce que les gitanes ont décidé d'installer des baraques sur les terrains municipaux qu'ils occupent depuis plusieurs années malgré « le refus formel et définitif » du conseil municipal de Miertawiller (Bas-Rhin) celui-ci vient de décréter une grève administrative totale et menace de démissionner en dimanche prochain.

Les nomades ont refusé « campement » proposé, par municipalité, parce qu'ils ne veulent pas se retrouver « tous paqués sur un seul et même terrain ». Certains d'entre eux sont pourtant prêts à quitter leur emplacement actuel à condition qu'on leur procure un logement.

La municipalité, de son côté, dit « prête à apporter son assistance aux cent dix nomades pour la création de classes d'adaptation pour les enfants, etc. » à condition que le préfet, les élus et le ministère de l'intérieur fournissent des bâtiments desservies (gares, constructions transformables en habitations).

Un Basque espagnol

assigné à résidence
a disparu

Un Basque espagnol, M. Fe
Alberto Garcia Rodriguez, assigné
lundi 10 août, à résidence de
l'île de Groix (Morbihan).
Monde du 13 août), a faussé com-
pagnie, lundi 17, aux deux in-
specteurs des renseignements gé-
raux qui exerçaient autour de
une surveillance assez lâche.

Libre de ses mouvements
M. Alberto Garcia était astreint
se présenter deux fois par jour
la gendarmerie, à 10 heures
17 heures. Il semblait qu'il
pris la fuite à bord d'un bateau
de plaisance. Au cours du week-
end du 15 août, il avait reçu
visite d'une amie qui lui avait
remis de l'argent et des papiers.
Cette amie, qui venait d'Espagne
et dont on ignore l'identité, a été
entendue par la police puis relâ-
chée.

S'appuyant sur l'amendement à l'art. 1^{er} d'admission voté par le Parlement, mercredi, 29 juillet, qui précisait que certaines infractions de caractère politique sont soumises à la compétence de la juridiction saisiée, M. Gérard Courtin, Yves Dechezlehes, Thierry Fagart, Yves Fuster, Alain Furber et Charles Lemaître, ont demandé que les auteurs des délits de hold-up de la perception de Conde-sur-l'Escant (Nord) le 18 août 1973, ont précédé d'actes de violence, soient jugés par M. Jean-François Bancel, juge d'instruction du tribunal de Valenciennes, pour que leurs clients bénéficient de la loi dite « loi de l'indulgence » du 5 juin (Le Monde daté 7-8 juin) pour la plupart des membres du mouvement Action directe, dont le dossier est à l'heure actuelle en cours de classement à Conde-sur-l'Escant.

La Cour de sûreté de l'Etat, par laquelle les inculpés du hold-up de Conde-sur-l'Escaut devaient être jugés, a été transférée au dossier le vendredi 24 juillet, quelques jours avant que cette juridiction soit supprimée. Le dossier avait alors été renvoyé à la cour d'appel de droit commun et une nouvelle instruction ouverte au tribunal de Valenciennes. Le dessaisissement de l'ancienne cour de sûreté de l'Etat avait provoqué, lundi 27 juillet, une protestation des défenseurs, qui, au cours d'une conférence de presse à Paris, ont déclaré que le 24 juillet avaient défilé que « la Cour de sûreté de l'Etat n'a ni selon les directives du gouvernement soutiré documents, ni fait de révélation, ni même dénoncé » une pratique que rien ne différencie de celle maintenue jadis décriée sous le précédent septennat.

Le 28 juillet, le ministre des ordonnances décidant si les douze inculpés, dont sept détenus bénéficiaient ou non de la loi d'amnistie du 1968, ont été jugés. Il peut, pourra faire appel de cette décision.

FOOTBALL

meilleure maîtrise des Allemands, qui ont donné une leçon de football réaliste aux Français.

C'est un avertissement sans frais puisque cette remontrance a eu lieu en préparation avant les quatre matches du Pépère, qui ont eu lieu successivement pour la Coupe du monde 1982 : le 9 septembre, à Bruxelles, contre la Belgique; le 14 octobre, à Dublin, contre l'Irlande; puis au Parc des Princes, le 13 novembre, contre les Pays-Bas, et le 5 décembre, contre Chypre.

compétition. Tout d'abord à la Coupe d'Europe, les Français ont été éliminés en 1978. **Argentine pour l'été**. Notre retour se reconstruit. Michel Platini. Deux Coupes de France. L'Europe, où elle n'a pu éliminer la cheoslovie, d'expérience. Michel Platini est devenu le capitaine des Français. À la dernière saison de ses effectifs, les Français ont gagné leurs matchs. De toute l'histoire de l'équipe de France.

● **TENNIS.** — Après Thierry Tulasne et Jérôme Potier la veille, Christophe Roger Vasselin s'est qualifié, mardi 18 août, pour le deuxième tour du championnat de l'Association des tennismen professionnels, opposé à l'Américain Larry Stefanki, 6-4, 5-2. Comme Pascal Portes et Dominique Bedel, Yannick Noah a été éliminé au premier tour par l'Américain Tom Gullikson, 3-6, 5-4, 7-5.

PRESSE

● Le dix-septième congrès international de la presse écrite et audiovisuelle en langue française dans le monde se déroulera du 9 au 14 novembre 1981 en Tunisie, sur le thème : « L'information régionale ».

* Renseignements: Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (U.I.J.P.I.F.), 3, cité Bergère, 75009 Paris. Tél.: 770-0280.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

Quand M. Mauroy met son képi

Stop, on ne joue plus, vient de faire savoir le premier ministre. Désormais on la boucle, on respecte les limitations de vitesse, et on cesse d'arrosar ça. Les joyeux contrevenants qui, amnistie en poche, s'en sont allés par les routes de France fêter l'arrivée de l'état de grâce nouveau, ont vu, durant le week-end du 15 août, leur ardeur à bafouer le code de la route mise au pas.

Les radars, les alcootests et les caméras à souches n'étaient peut-être pas encore régies sur la bonne alternance, aujourd'hui le sont. Et M. Mauroy le dit : « Un renforcement des contrôles est nécessaire pour éviter qu'une minorité d'inconscients ne mette en péril la vie des autres automobilistes et des piétons ». Mais le ministre n'est pas d'accord avec deux autres chiffres : 100 morts en 1980, mille cinq cent le record toutes catégories de meurtres et de victimes au kilomètre d'asphalte parcouru. Vitesse excessive, refus de priorité, circulation à gauche, conduite sous l'influence de l'alcool sont dans l'ordre, les principales causes de ces tueries du dimanche soir...

au cours du premier trimestre de 1981). Au volant, nous sommes devenus l'un des peuples les plus indisciplinés et les plus veules de la terre.

Les hommes du président septennat savent fort ce qu'ils avaient pu. Sans doute mal. Car à quoi devait servir qu'on laisse réduire les affaires, qu'on fixe un étage à l'alcoolémie et qu'on impose des sangsues sur le ventre, si l'opinion ne finissait par y voir que mesures de rétorsion et atteinte aux libertés individuelles ? Il fallait convaincre. Au lieu de cela, c'est la désolventure qui s'est installée dans une ambiance bon enfant de fatalisme, de SAMU et de saignée de réanimation confondue. L'échec est total, scandaleux.

L'homme tranquille qui est la tête de ce gouvernement saura-t-il être plus persuasif, plus convaincant ? Saura-t-il donner à la campagne qu'il doit entreprendre la force et l'intelligence qu'ont toujours manqué à celles menées par ses prédécesseurs ? Voudra-t-il — pourra-t-il — tenter de « désolâtriser » l'automobile, ce bel objet, sans lequel nous sommes désormais nus et d'où nous vient, à rendez-vous encore

Chaque heure, chaque semaine, chaque mois qui passe, est une heure, une semaine, un mois qui se passe mal sur les routes de France.

JEAN-PIERRE OUELIN

ÉDUCATION

● **Démission du doyen de la faculté de médecine de Montpellier.** — Le professeur Pierre Béchignon, doyen de la faculté de médecine de Montpellier et directeur de l'U.S.R. de médecine de l'université de Montpellier-I depuis deux ans et demi, vient de démissionner de son poste. Il a envoyé au président de l'université, le professeur Jacques Milroux, une lettre exprimant sa volonté d'abandonner ses fonctions. Dans le même temps, il a

faisait parvenir à ses collègues de P.U.E.R. une lettre personnelle annonçant sa décision. — (Car

*Se perfectionner, ou apprendre
la langue est possible
en suivant :*

**LES COURS D'ANGLAIS
DE LA DRC**

avec des explications en français

Documentation gratuite :
EDVONNE DISQUES DRCM
6, rue de Solf - 75005 Paris

ITINÉRAIRES

Avec les « nouveaux touristes » sur le Toit du monde

I. — Cabotage spirituel au Ladakh

par PATRICK FRANCES

Sous le Cachemire, dont il constitue le district nord, le choc que l'on éprouve lorsque, après la vertigineuse montée qui, de Sonamarg, conduit au col de Zaskar (à 5 000 mètres, dont un à plus de 4 000 mètres, qu'il faudra franchir pour rejoindre Leh), on bascule sur le Ladakh, n'aurait certes pas la même intensité. Là-haut, au-delà des pentes recouvertes de coquilles, derrière la grande chaîne de l'Himalaya, presque sur le Toit du monde, c'est le « pays des rochers » — oublié du reste de la planète jusqu'en 1974, il est encore aujourd'hui coupé de l'Inde huit mois sur douze, — le « moonland », la terre lunaire, somptueuse symphonie minérale, univers désertique et grandiose.

En bas, à Srinagar, au cœur de la « vallée luxuriante », dans cette « Venise orientale », tout n'est qu'ordre et beauté, calme et volupté. Comme en ces jardins mogols : tendres pelouses et délicates cascades de lacs et des jets d'eau. On sur les lacs Nagin et Dal, posés dans un jardin de peupliers, où s'écoulaient les fameux « houseboats », palais de bois pour délices de Capote. Majesté d'arbres protecteurs, tels ces arbres en crotinelle ou ces vénérables chemars, mi-platanes, mi-érables. Douceur d'un paysage qui invite au repos, à la langueur, à l'abandon, auxquels invite irrésistiblement une promenade en shikara, la gondole locale, véritable divan flottant.

Des kilomètres à la ronde, on roulera à travers les vastes vert tendres des rizières, avec constamment à l'oreille, le ruissellement d'un inépuisable lac de cascades d'irrigation. Terre et eau confondues. Symphonie aquatique. Debussy, Verhaeghe, Monet.

Là-haut, au contraire, on tombe à la renverse. Symphonie fantastique. Royaume des peintres et des poètes romantiques. Le Cachemire séduit, apprivoise, désempare et épouvante. Le Ladakh, lui, fascine, agresse, vous possède et vous obéit.

Certes, nombreux sont ceux qui, en se lançant à l'assaut de ce « Petit Tibet », espèrent y découvrir « le reflet authentique de la civilisation tibétaine si riche et si différente du mode occidental » (1).

Mais pour qui l'aborde pour la première fois, le Ladakh, c'est d'abord et avant tout une aventure esthétique dont n'est pas loin, il est vrai, pour qui le veut bien, une aventure métaphysique. Du « grandiose » se qui s'arrache presque à chaque virage un décor d'émotion, on passe, en effet, inopinément, à la grandeur et, finalement humaine perdue dans ce désert minéral, on se souvient de Pascal et de son infini grand. Vous revient alors en mémoire le

chapitre consacré, dans les *Pensées*, à la disproportion de l'homme, « néant à l'égard de l'infini, tout à l'égard du néant », « abandonné à lui-même, comme égaré dans ce royaume de l'univers ».

Pour l'esprit religieux qui contemple ainsi « la nature entière dans sa haute et pleine majesté », l'auteur de ces merveilles ne doit pas être loin. Pour le rationnel invétéré, l'expérience n'en est pas moins enrichissante. Comment passer de « rochers » de beauté ne vous ferait-elle pas vaciller la raison ? Le paysage, à vous couper le souffle, vous cueille, tel un uppercut, vous laissant étrahi, groggy. Il y a de l'ivresse dans ce voyage-là. D'autant que la jeep qui vous transporte, parallèle à un bouchon ballonné par des vagues écorchées, n'en finit pas de se lancer dans des sprints vertigineux et, tel un « surfer », de glisser, de courir à flanc de montagne, portée par une boue minérale. Et tous ces superbes dialogues du ciel et de la terre, ces images dont l'ombre galope sur le sol, cette lumière qui n'en finit pas de peindre la montagne.

Les mots, les adjectifs, manquent pour décrire ce pays où la beauté atteint un tel degré de perfection et de virtuosité. Il faut les voir pour les croire ces paysages d'aube du monde, ces lourdes et massives montagnes aux flancs bosselés, torturés, balafrés, sculptés par l'érosion. En contemplant cette marquerie de teintes subtiles et douces, cette symphonie de beige, d'ocre, de maron, de mauve, de violet, de rose, de rouge, de gris et de brun, on songe à l'art pictural de Verhaeghe : « Pas la couleur, rien que la nuance ».

Un festin visuel

Sans oublier, dominant constamment la scène, des chaînes de sommets enneigés, solitaires et alpiques, et, tout en bas, au creux des canyons, des oasis de verdure où coulent des torrents.

N'en déplaise aux créateurs, le Ladakh, c'est d'abord un pays qui se découvre avec les yeux : un festin visuel, certes quelque peu desservi par la jeep. Mais l'inconfort de ce véhicule est largement compensé par le sentiment, réel, de voyager hors des sentiers battus, même si le parfum d'aventure ainsi goûté sera payé de quelques courbatures et d'ongles de poussière.

Ce festin visuel, la plupart des agences de voyages l'ont bien entendu inscrit à leur programme. En l'annonçant d'une dimension spirituelle sur laquelle les dernières venues (2), pionnières d'un « nouveau tourisme », insistent d'autant plus qu'elle repré-

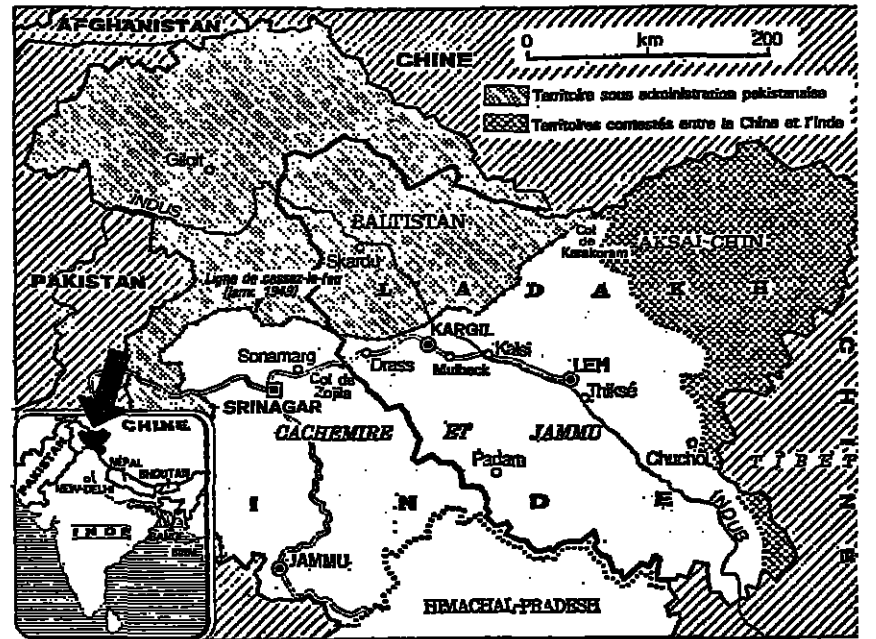
sente parfaitement cette « différence » qui constitue leur image de marque. Un tourisme qui se veut en effet intelligent, c'est-à-dire où la qualité de l'expérience prime sur le confort du voyage. Il y a du sportisme dans cette nouvelle génération de globe-trotters qui du Bhoutan au Sikkim, du Ladakh au Zaskar, de la Birmanie à la Mongolie, traque méthodiquement l'insolite, l'antique, l'authentique.

« Plus ils en ont plus ils sont contents », constate, étonné, admiratif et amusé l'un de ceux chargés d'accompagner ces touristes studieux qui, fourrés, n'en contiennent pas moins, le soir venu, devant leurs tentes, de potasser ces bibles qui constituent désormais les guides touristiques. Grands prêtres de ces expéditions hâtives, ces accompagnateurs « nouvelle vague » constituent une faune assez fascinante. Roustards invétérés, ils semblent poursuivre leur quête personnelle, leur voyage intérieur, en profitant, aujourd'hui, d'un « boom » touristique, fruit d'une civilisation d'un mode de vie, auxquels ils ont depuis longtemps déjà tourné le dos. Et marchent ainsi, côte à côte, l'espace d'un instant, ceux qui n'en finissent pas de fuir et ceux qui s'offrent de coûteuses évasions avant de réintégrer les quatre murs de leurs bureaux.

Pour les uns et les autres, pareillement assésés d'abandon, le Ladakh constitue assurément un terrain privilégié. Ici, l'homme, dominé, écrasé par un décor gigantesque, n'a effectivement d'autre prise sur l'univers que l'extroque de celle de ses prières et offrandes. Aussi le paysage, indissociable de la religion, est-il ponctué des signes d'une forme de bouddhisme qui n'appartient qu'au monde tibétain, obligée qu'elle fut de composer avec les rites et croyances antérieurs.

On chemine par conséquent au milieu des « chortens » (tours blanches érigées en l'honneur des Bouddhas, antels en plein air abritant images et textes sacrés et jalonnant les grands pèlerinages) et des « mani » (longs murs bas de pierres polies où sont gravées prières et incantations) et l'on observe, flottant dans le ciel, les longues écharpes blanches qui, accrochées aux branches plantées sur chaque toit et terrasse, constituent autant de prières confiées au vent.

On salue de « gompas » en « gompas », ces monastères superbes aux allures



de forteresses qui ne sont chaque fois ni tout à fait les mêmes ni tout à fait autres, et dont on raye fébrilement les noms sur des listes établies avant le départ. Pèlerinage-marathon au cours duquel on s'initie, au pas de course, aux mystères du bouddhisme. On se gargarise de grands mots : « dharma », « karma », « samsara ».

On bâche son « Petit » et son « Grand Véhicule » avant d'aborder le « Véhicule du diamant ». On apprend à décrypter les « paja » — rites quotidiens, — les « mudras » — gestes rituels — et les « mantras » — réceptions. On apprend à lire un « mandala », ce diagramme géométrique de la réalité et de l'univers, ou la « kalapatra », cette « Roue du temps » enroulée dans les dents et les ongles du terrible Mahakala, qui représente le cycle de l'existence. Au terme du voyage, les plus doués sauront reconnaître immédiatement les cinq Bouddhas de méditation, et les huit « Bodhisattvas », identifier « Martrapa », le Bouddha à venir, et « Avalokitesvara », Bodhisattva de l'indolence compassion, la divinité aux mille bras et aux onze têtes, et à se mouvoir comme des lamas dans l'eau, dans l'univers des innombrables déités qui ornent les murs des salles de méditation des monastères. Quant aux moins doués, ils se contenteront de savoir distinguer la secte des Nying-Ma-Pa de celle des Gelugs-Pa dont le chef est le dala-lama. Il est vrai

que les membres de la première sont habillés de rouge alors que ceux de la seconde sont des lamas jaunes.

Restera, souvent au bout du chemin, l'impression d'un cabotage spirituel, d'un lèche-bouddhisme quelque peu frustrant. Et la sourde appréhension de voir le Ladakh succomber à son tour au tourisme. « Il faut, avant que le tourisme international ne le viole », ou pire, ne l'assassine, aller découvrir, préserver pour quelque temps encore, un des derniers lambeaux de la culture tibétaine vécue. Ce conseil qui figure dans un guide (3), l'expérience, malheureusement, le justifie.

Prochain article :

UN UNIVERS QUI SE REFERME

- (1) Le Ladakh, de Géraldine Dour-Lacour, Les Éditions du Voyageur, Édit. Centre-Delta, A. Colin.
- (2) Parmi ces dernières, Peuples du monde, 10, rue de Turenne, 75004 Paris (15. : 27-30-38), offrent cet été quatre circuits au Ladakh (un voyage est prévu cet hiver), deux circuits au Zaskar, ainsi que la pèlerinage d'Annapurna, au Cachemire, du 8 au 25 août.
- (3) Inde, Népal, Butan, Ladakh, Guides Fodor, Vito.

MÉDECINE

Résistance et vulnérabilité des populations arctiques

De notre correspondante

Copenhague. — Paradoxalement, c'est une des périodes les plus chaudes de l'année que les trois cent cinquante spécialistes de médecine et de santé circumpolaires avaient choisies pour tenir, à Copenhague, leur quatrième symposium. Cette discipline connaît un développement rapide et intéresse les experts les plus divers : des ethnologues aux cardiologues en passant par les écologistes, les

Le mode de vie des populations arctiques constitue en effet un vaste champ d'investigation encore à peu près vierge. Composées d'autochtones ou de descendants d'autochtones, elles sont parvenues, au fil des siècles, à survivre dans des régions extrêmes, métaphysiques. Du « grandiose » se qui s'arrache presque à chaque virage un décor d'émotion, on passe, en effet, inopinément, à la grandeur et, finalement humaine perdue dans ce désert minéral, on se souvient de Pascal et de son infini grand. Vous revient alors en mémoire le

A nos végétariens qui ne jurent que par les fruits et les légumes, on peut opposer par exemple les Esquimaux « carnivores », uniquement nourris de poisson et surtout de viande et de graisse de phoque, mais qui ignorent cependant totalement les infarctus du myocarde, les troubles circulatoires et le surpoids. Deux Danais, les professeurs J. Dyerberg et H.O. Bang, en coopération avec des confrères britanniques, ont depuis dix ans environ de déchiffrer cette énigme « sur le terrain » au cours de quatre expéditions.

Les Soviétiques, qui étaient venus nombreux à Copenhague, se sont, de leur côté, surtout penchés sur l'équation : travail — basse température — réactions physiologiques. Ils se préoccupent manifestement des possibilités de l'organisation des ouvriers et des techniciens des régions polaires qu'ils espèrent en Sibérie pour y construire des routes et y exploiter des mines. Pour les Américains, les progrès de la médecine polaire peuvent contribuer à ceux de la recherche spatiale.

Mais les populations du Grand

Nord, qu'il s'agisse des Inuits (Esquimaux), des Indiens des Groenlandais ou des Lapons, ne sont pas qu'un simple sujet d'étude. Maintenant que l'industrialisation commence à atteindre les zones où, jusque-là, elles avaient vécu relativement en paix et souvent même en vase clos, personne ne convoitait les richesses insoupçonnées de leur sous-sol (pétrole, uranium, métaux, etc.), il apparaît indispensable de les prémunir contre ce que leurs représentants et leurs amis appellent un « génocide silencieux ».

Les aborigènes de l'Arctique, qui savent si bien résister au froid, au vent et à la nuit, sont en revanche désarmés face à certaines maladies et épidémies venues d'ailleurs (grippe, tuberculose, gastro-entérite, etc.) qui font des ravages parmi eux. Ils n'ont en effet, hélas, hélas, hélas, qu'une très faible défense immunitaire contre elles. D'où le besoin croissant pour eux d'une protection sanitaire spéciale et efficace, mais coûteuse et difficile à mettre en place pour bien des raisons (dispersion démographique, manque de personnel, de crédits, manque aussi, parfois, de bonne volonté de la part des gouvernements).

Sur ce plan, tout reste à faire dans certaines régions comme le Canada. Dans d'autres régions, les politiques déjà entreprises ont besoin d'être sérieusement révisées parce qu'elles n'ont pas toujours eu que des effets bénéfiques. Au Groenland, par exemple, la tuberculose a reculé mais a laissé place à une montée galopante de l'alcoolisme et des maladies mentales.

CAMILLE OLSEN.

EN ESPAGNE

Une gigantesque fraude alimentaire est à l'origine de l'épidémie de pneumonie atypique

De notre correspondant

Madrid. — L'épidémie de pneumonie atypique, qui a déjà fait quatre-vingt-seize morts depuis son apparition le 1^{er} mai dernier, a pour origine une énorme fraude alimentaire qui a totalement pris de court les autorités. Les Espagnols avaient d'abord appris que l'huile de cuisine vendue en vrac, en dehors des circuits commerciaux légaux, contenait des produits toxiques qui provoquaient cette maladie. Ils voient maintenant avec incrédulité s'allonger la liste des marques d'huiles distribuées en toute légalité, qui renferment, elles aussi, des substances hautement toxiques. Pas moins de quatorze marques sont dans ce cas, ont reconnu les autorités, et plusieurs autres sont actuellement sous-mises à examen. Vingt-cinq personnes ont été arrêtées en relation avec cette affaire et onze d'entre elles ont déjà été inculpées.

Cette répression tardive ne suffit pas à exonérer le gouvernement de ses responsabilités, estiment les associations de consommateurs qui se sont saisies du dossier. Leurs questions sont restées jusqu'ici sans réponse. Pourquoi la vente d'huile de cuisine en vrac avait-elle lieu en public, dans plusieurs marchés de la capitale notamment, alors qu'elle est explicitement interdite par un décret de juillet 1974 ? Les marques, qui ont reçu la licence de distribution du ministère de l'économie et du commerce, ne sont-elles soumises à aucun contrôle ultérieur ?

Le quotidien *El País* constatait, il y a peu, que les demandes de licences d'importation d'huile de cuisine à usage industriel (vendue comme produit alimentaire, elle serait la principale responsable de l'épidémie) ont subitement monté en flèche au début de cette année bien que le pays se trouve en pleine récession. Elles n'en ont pas moins été accordées sans

difficulté, sans que les autorités se préoccupent apparemment des raisons d'une augmentation aussi inhabituelle. Le contrôle du réseau de distribution de l'huile de cuisine nationale et importée est d'autant plus difficile que les responsabilités sont partagées sans grande coordination entre quatre ministères différents (économie et commerce, finances, agriculture et santé).

Tandis que la polémique se poursuit au niveau politique, les manifestations de la maladie dans cette seconde phase sont variées, allant de fortes douleurs musculaires entraînant parfois un début de paralysie, à l'apparition de lésions au foie, en passant par une augmentation des leucocytes dans le sang.

L'ingratitude des personnes qui ont été atteintes (entre 1 et 12 000 au total) est d'autant plus grande que les médecins avaient ne pas être en mesure de déterminer quelle sera l'évolution à court et à moyen terme de la maladie. Plusieurs des substances toxiques contenues dans les huiles analysées sont considérées comme cancérogènes. Les recherches cependant n'ont pas progressé : près de quatre mois après l'apparition de l'épidémie, on ne sait toujours pas quel est au juste, parmi les produits toxiques détectés, celui qui provoque la maladie, ni quel est l'antidote adéquat.

THIERRY MALINAK.

CORRESPONDANCE

L'hôpital et la grève

La publication dans le Monde daté 9-10 août du point intitulé « L'hôpital et la grève » et d'un article commentant les premières mesures prises par M. Jack Rallie, ministre de la santé, en faveur des hôpitaux, nous a valu un important courrier.

La Fédération de la santé publique, privée et de l'éducation spécialisée (C.G.T.), tout en faisant part de son « étonnement » estime que « la C.G.T., particulièrement dérangée, active pour faire barrage aux mesures antisociales de l'ex-gouvernement, a, sans aucun doute, subi de plein fouet les attaques contre le droit syndical ». Elle estime donc qu'il ne faut pas minimiser la portée des récentes circulaires.

Le président de la Fédération hospitalière de France nous indique, en revanche, que les jugements portés relèvent parfaitement des préoccupations des membres de sa Fédération.

Le bureau du syndicat du personnel de l'Assistance publique (A.P.) rappelle que les travailleurs de l'A.P. et militants de la C.G.T. ont subi lors de multiples luttes tout le poids d'une attitude réactionnaire de la part de la direction générale. Il rappelle aussi que certains militants ont été victimes d'atteintes aux libertés syndicales et individuelles, notamment par le biais des retenues de salaires.

Celles-ci sont aussi effectuées par l'administration des F.T.T. note la section syndicale C.G.T. du centre de tri postal de Paris gare Montparnasse. « Tout arrêt même inférieur à un quart d'heure précède-t-elle entraîne la retenue d'une journée de salaire. Dans le cas de grève sans préavis l'administration retient non seulement le salaire mais recule d'autant de jours le droit à l'avancement et à la retraite ». Il convient donc conclure-t-elle « de mettre un terme à la légende selon laquelle les fonctionnaires sont payés quand ils font la grève ».

Cette position est partagée par M. Cherre, instituteur à Seiches-sur-le-Loir (Maine-et-Loire), qui note que toutes ses journées de grève depuis 1964 — sauf celles de 1968 — ont été suivies de retenues sur salaires. M. Lucien Chich, professeur à Francheville (Rhône), espère que l'action de M. Rallie inspirera d'autres ministres afin que soit restituée aux fonctionnaires l'intégralité de leurs droits.

D'autre part, en ce qui concerne le mandarinat, le docteur Jean-Daniel Berthoin, assistant des hôpitaux de Lyon, estime que s'il est intéressant de réfléchir sur l'exercice des décisions dans l'hôpital public, il ne faut pas pour autant « laisser se faire un amalgame entre mandarinat hospitalier (...) et l'exercice de leurs responsabilités par les chefs de services hospitaliers ». Le docteur Georges Sabatier (centre hospitalier de La Rochelle) pense quant à lui que le mandarinat « est une race en voie d'extinction ».

Enfin, deux lecteurs qui tiennent à conserver l'anonymat expriment des positions différentes. Un directeur départemental des affaires sanitaires et sociales indique que « les hôpitaux sont certainement ceux des secteurs publics où les droits syndicaux sont le mieux respectés ». « Les professionnels de l'action sanitaire et sociale, qui ont œuvré pour l'avènement de ce gouvernement, ajoutent-ils, commencent à se poser de graves questions. Celles-ci se heurtent aux gilets que les courants politiques ont vite instaurés autour des ministres responsables (...) ». Un directeur d'hôpital qui, le 10 août, n'avait toujours pas reçu les circulaires ministérielles, estime que celle relative au droit de grève ne fait que « jeter le discrédit sur les directeurs d'hôpitaux » en même temps qu'elle « organise un véritable imbroglio juridique ».

هكذا من الامم

هكذا من الامم

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Le chauffage central au bois

Le chauffage au bois peut être considéré comme une mode écologique. Mais la calorie-bois est, aussi, la moins chère dans les nombreuses régions forestières de France.

En zone rurale, le chauffage central au bois de la maison est assuré par des appareils conçus spécialement pour ce combustible. Ces chaudières à bois alimentent un circuit de radiateurs dont le nombre varie selon la puissance de l'appareil. La plupart de ces chaudières peuvent également fournir de l'eau chaude sanitaire, grâce à un ballon avec réservoir installé en dérivation. Une chaudière fonctionnant au bois peut remplacer une chaudière d'un système différent, sans avoir à modifier l'installation existante.

Les chaudières à bois, généralement en acier, ont un foyer de grande capacité permettant d'espacer son chargement toutes les dix heures environ ; la porte du foyer doit être assez large pour y enfoncer des bûches de 0,50 mètre à 1 mètre de long (plus les bûches sont longues moins elles sont chères à cause du sciage). Le réglage des différentes allures de chauffe se fait au moyen d'un régulateur de tirage agissant sur l'arrivée d'air primaire. Parmi les chaudières d'une puissance de 15 000 à 25 000 Kcal/h (pouvant alimenter de neuf à douze radiateurs) certaines sont équipées d'un foyer horizontal : la bûche-ronne de Francis-Hoval, la Vosgienne de Zaegel-Held, la modèle C.A.B. 25 de De Dietrich. Les prix de ces appareils s'échelonnent de 6 500 F à 8 000 F environ.

La chaudière « la Forestière », des Fonderies franco-belges, a un foyer vertical dans lequel la combustion s'opère en couche mince ; même principe pour la nouvelle chaudière « Artic » de Chappée, qui se charge par la dessus avec des bûches de 1 mètre de long. Nouveauté également chez Deville, avec une chaudière de cuisine à foyer vertical très peu encombrante (40 centimètres de largeur seule-

ment), qui s'insère entre les appareils ménagers et peut alimenter jusqu'à huit radiateurs. Elle fonctionne au bois ou au charbon (5 200 F).

Pour cumuler les avantages de plusieurs énergies, les chaudières polycombustibles sont équipées de deux foyers : l'un à grille pour les combustibles solides (bois ou charbon) et l'autre à brûleur, à mazout ou à gaz. Ces appareils mixtes se raccordent à un seul conduit de fumée. Le relais entre le bois (ou le charbon) et le mazout (ou le gaz) se fait automatiquement. La plupart des chaudières polycombustibles ont leurs deux foyers juxtaposés sous un même habillage (« Oregon » de Dietrich ; « Siamoise » Marolaud ; « Vercors » Zaegel-Held). Lorsque la place est limitée, le choix peut se porter sur une chaudière à deux foyers superposés, tels « la Prévoyante » des Fonderies franco-belges, ou deux nouveaux appareils de ce type : « Polybox » de Francis-Hoval et « Viking » de Chappée.

Dans une maison rurale, pour assurer à la fois la cuisson des aliments, le chauffage central par radiateurs et la production d'eau chaude sanitaire, certaines cuisinières à bois sont dotées d'un bouillier de grande dimension. Ce bouillier est un réservoir plat situé dans l'encolure de la cuisinière. En sont équipées, notamment, la cuisinière à bois n° 10 288 CDS de Rosières (15 100 F environ) et la cuisinière à bois-charbon n° 6 546 de Deville (7 995 F environ). En été, il est possible d'arrêter le chauffage pour ne conserver que la cuisson et l'eau chaude.

JANY AUJAME.

- * Francis-Hoval, Z.I. n° 2, 75300 Sotteville-lès-Rouen.
- * Zaegel-Held, 35, rue du Général-Leclerc, 67110 Obernai.
- * De Dietrich, 67110 Niederbronn.
- * Fonderies franco-belges, 58560 Merville.
- * Chappée, Société générale de fonderie, 6, place Léon, 15765 Paris Cedex 16.
- * Deville, 76, rue Forest, 05102 Charleville-Mézières.
- * Marolaud, S.F. 3, 79440 Courmayeur.
- * Rosières, 6, avenue de la Préfecture, 18001 Bourges.

PLAFOND A NEUF. — Les tensions qui subit un plafond requièrent de faire réparer d'anciennes fissures après une rénovation. Une nouvelle peinture permet — en une seule opération — de repulper un plafond en éliminant fissures et saletés, jusqu'à un millimètre de profondeur, grâce à son élasticité. Cette peinture blanche, d'aspect de fine peau d'orange, s'applique au rouleau ; elle est vendue en seau de 2,5 ou 5 litres (95 F et 170 F environ). Un litre couvre environ 2,5 mètres carrés.

* « Peinture antissifflante », de Polytille. En drogueries, quincailleries, magasins de bricolage.

CONSEILS DE BRICOLAGE. — D'une conception nouvelle, des carnets à spirale de grand format proposent des conseils, illustrés de dessins et schémas, pour le bricolage et la décoration. Deux premiers titres concernent l'un « l'électricité, l'éclairage » (comment faire une installation électrique, monter un interrupteur, une prise de courant), l'autre, « Murs, sols et plafonds » (peinture, pose de papier peint, tissu mural, carrelage). Pré-

sentés dans une pochette transparente munie d'un oeillet pour la suspendre, ces carnets sont faciles à consulter pendant le travail.

* « Les Carnets pratiques », éd. Pierre Bordas et fils, 34 F environ chaque.

RIDEAUX DE FEUILLE. — Pour assouvir une envie de verdure — dans la maison ou sur un balcon — des laines de feuillage en plastique se coupent et s'accrochent facilement. Chaque module, de 2,50 m de long, est composé de morceaux de bambou creux et de collections de feuilles reliées par un cordonnet de nylon. Ces habillages de verdure installés sur un peu ondulés (chaque laine de 2,50 m, à espacer de 15 cm, vaut 85 F) permet de composer, à la mesure voulue, des rideaux de feuillage pour habiller une baie vitrée, un cloison, pour séparer une pièce, une porrière, ou de se préserver du regard des voisins sur une terrasse.

* « Rideaux feuillages », 17, rue de Massart, 75016 Paris ; tel. 526 23-35. Indique ses revendeurs à Paris et en province.

JOURNAL OFFICIEL —

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 19 août 1981 :

DÉS DECRETS

● Approuvant les dispositions de l'article 12-1 du règlement du régime de retraite complémentaire des agents établis par la Caisse nationale des barreaux français.

● Fixant les attributions du matériel de l'armée de terre.

● Relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat prévue à l'article 29 de la loi de finances rectificative du 3 août 1981.

● Relatif au permis de construire.

PARIS EN VISITES —

VENDREDI 21 AOUT

« Nicolas de Stasi », 15 h, Grand Palais (Approche de l'art).

« Montmartre », 18 h, métro Abbesses (Connaissance d'art et d'histoire).

« Le Marais », 21 h, 30, métro Pont Marie (P.-X. Jassier).

« Le Marais », 21 h, métro Saint-Paul (Histoire-Vivants).

« Chateau de la Reine Blanche », 14 h, 30, angle avenue des Gobelins, rue de la Reine-Blanche (Paris pittoresque et insolite).

« Pile Saint-Louis », 14 h, 30, métro Pont-Marie (Résurrection du passé).

« La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

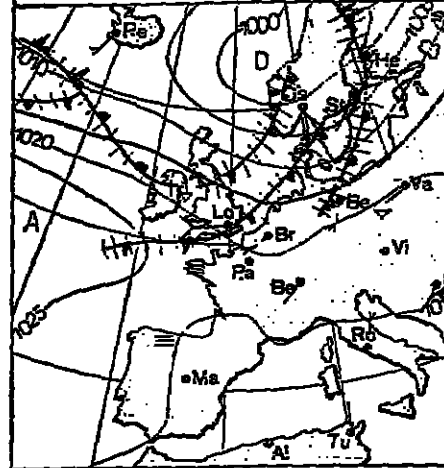
* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

* « La Comédie-Française, Le café Franc », 14 h, 30, 1, rue des Capucines (Le Vieux Paris).

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19.8.81 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 19 août à 9 heures et le jeudi 20 août à 24 heures :

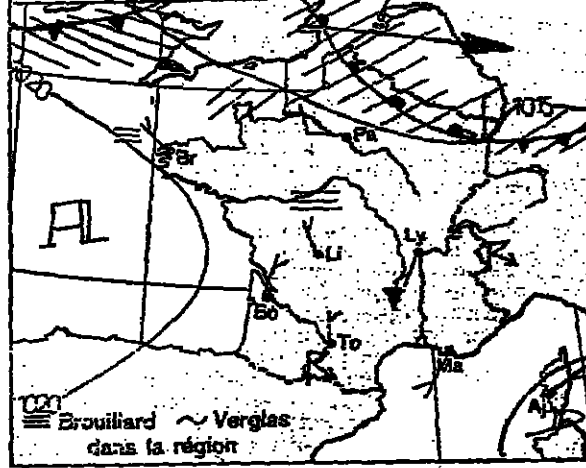
Le champ de pression continuera à s'affaiblir sur l'Europe occidentale et la partie principale des hautes pressions qui nous protégeront restera sur les Açores. Les perturbations atlantiques qui circulent au nord de ces hautes pressions continueront à affecter plus nettement nos régions septentrionales.

Jeudi, en liaison avec la bordure de ces perturbations le temps sera très nuageux le matin de la Manche orientale aux frontières du Nord et du Nord-Est, avec quelques faibles pluies, surtout localisées sur les côtes et au nord de la Seine. Le soir, cette zone s'étendra jusqu'à la Vendée, le Morvan et l'Auvergne. Les vents s'orienteront au nord-ouest, ils seront faibles à modérés. Les températures maximales marqueront une baisse par rapport à celles de la veille. Sur le reste de la France, le temps sera encore assez bien ensoleillé mais on notera des brouillards matinaux isolés ainsi que des foyers orageux isolés, dans la journée, des Pyrénées centrales.

Le mercredi 19 août, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 020,5 millibars, soit 765,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum, le second le minimum de la nuit du 19 au 20) : Alsace, 17 et 17 degrés ; Biarritz, 27 et 20 ; Bordeaux, 29 et 12 ; Bourges, 24 et 9 ; Brest, 22 et 10 ; Caen, 22 et 9 ; Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 24

PRÉVISIONS POUR LE 20.8.81 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 20 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)



et 11 ; Dijon, 24 et 10 ; Grenoble, 25 et 14 ; Lille, 24 et 10 ; Lyon, 24 et 14 ; Marseille, 30 et 18 ; Nancy, 21 et 6 ; Nantes, 25 et 13 ; Nice, 28 et 20 ; Paris-Le Bourget, 25 et 12 ; Pau, 27 et 16 ; Perpignan, 27 et 17 ; Rennes, 24 et 8 ; Strasbourg, 22 et 9 ; Toulon, 25 et 8 ; Toulouse, 22 et 12 ; Valenciennes, 23 et 23 ; Vannes, 24 et 10 ; Yverdon, 24 et 10 ; Zénith, 24 et 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 18 degrés ; Amsterdam, 22 et 15 ; Athènes, 32 et 21 ; Berlin, 19 et 13 ; Bonn, 22 et 9 ; Bruxelles,

JEUX

« PORTRAIT CHINOIS »

Solution du problème n° 15

composaient le cortège de Dionysos-Bacchus. — Allusion aux « bacchantes » (monnaies) de Groucho. Selon Gaston Bessière, il n'y a aucun rapport étymologique entre les deux « bacchantes » venant de l'allemand Backe, joue.

6. Allusion au rôle de dictateur joué par Groucho dans Somme au castrat.

7. Le Frère cadet (Der Jüngere Bruder), de l'écrivain allemand Noack, a été publié en 1958. Les Frères (Brüder) est paru en 1928. Groucho était le troisième des frères.

8. Allusion à la pièce écrite par Groucho Marx : Time for Ebb, qu'il interprète lui-même en tournée.

10. Le prénom véritable de

Groucho était : Julius, et César pouvait évoquer les ossements hollywoodiens.

JEAN-PIERRE COLIGNON.

(1) D'autres sources avancent comme date : 1890. Dans ce cas, Groucho viendrait tout de même en troisième position des frères Marx, car les dates de naissances de ses trois frères et sœurs sont elles aussi modifiées par ces mêmes sources.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

CARNET

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Georges DOUBREUX, chevalier de la Légion d'honneur, officier du Mérite agricole, dont les obsèques ont été célébrées, dans la plus stricte intimité, le 18 août, en l'église Saint-Médard à Paris ; l'inhumation a eu lieu au cimetière de Montmartre.

De la part de la famille Doubreux : 20 bis, rue Condorcet, 75005 Paris.

— M. et Mme Fabre, ses époux, M. et Mme Pierre Bastide et leurs enfants, M. et Mme Guy Schoenhaus et leurs enfants, M. et Mme Jean-François Fabre et leurs enfants, ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Alfred FABRE, survenu le 15 août 1981. Ses obsèques ont eu lieu le 17 août en l'église de Blandan.

3310 Blandan, 1 bis, rue du Général-Viala, 12000 Blandan.

3, rue des Trois-Epis, 28100 Grenoble, 12, résidence des Courmes, 03700 Bellac.

— Mme Jean Grenier, ses enfants et petite-enfants, M. et Mme Eugène Grenier, leurs enfants et petits-enfants, Parents et alliés, le docteur de faire part du décès de

M. Francis GRENIER, professeur agrégé de mathématiques, commandeur des Palmes académiques, survenu à Paris le 15 août 1981, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

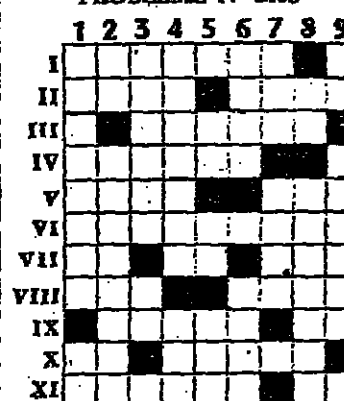
Les obsèques auront lieu le vendredi 21 août 1981 à Aulnay, en l'église Notre-Dame-sur-Meuse.

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication. Claude Jolly.

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration. Commission paritaire n° 37-87.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2988



HORIZONTALEMENT

1. Familier à ceux qui font des ouvertures. — II. Botte où le candidat est toujours reçu sans pour autant être agréé. Revers de trépasserie. — III. Ne donne des signes de vie qu'après son enterrement. — IV. Vouée, désormais, à jouer un rôle obscur. — V. Victime d'un refroidissement, plus il est grand, plus il nous diminue. — VI. Ne sont efficaces que lorsqu'on leur a coupé les effets. — VII. Note. Se désolent difficilement dans les campagnes. Message de Phébus placé sous la porte. — VIII. Rapace ou mammifère aux extrémités crochues. Secrétaire au sein d'un organisme. — IX. Danger pour la couronne aux alentours du palais. Personnel. — X. Interjection. Ceux qui n'y vont pas ont tort : quant aux autres, ils n'ont pas toujours raison. — XI. Qui a fait l'objet d'une vérification de niveau. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Ses observations sont généralement légères et justifiées. Conjonction. — 2. Demi-jour. Légitime qui porta sa croix sous le règne d'Adrien. — 3. Passe de nombreuses heures au violon. Possessif. — 4. Ce qu'on ne saurait raisonnablement attendre d'une vieille note. Préface à l'amour bestial. — 5. — Mammifère du genre tortue. Pays perdu. Faisait hausser le ton. — 6. Travaille à la filature. Autoportrait d'un célèbre Maitre. — 7. Sous un « vaisseau » bourguignon ou nazézien. Descendence pyrénéenne. — 8. Article. Les femmes ont juré sa parole. — 9. Personnel. Fait comme un rat.

Solution du problème n° 2987

Horizontalement : I. L'aveugement. — II. Agénésie. — III. Trixie. — IV. Ton Dé. — V. Mémies. — VI. L'0. Aérat. — VII. Emport. — VIII. M. A. A. — IX. Ré. Am. — X. E. E. — XI. Stèle. Et.

Verticalement : 1. Lait. Lentes. — 2. Agronomie. — 3. Veine. Purée. — 4. R.N.A. — 5. N. — 6. M. — 7. M. — 8. A. — 9. Septentrion.

GUY BROUTY.

RESTAURANT LEFEBVRE
Port de la Bourdonnais
Quai d'Orléans
Paris 7^e
Réservation
556.11.23
556.10.13
Fondateur de la Cuisine
Cordon de Chef

M. DAVID BELLAY
présente
jusqu'à fin août
son exposition de peinture naïve
à l'hôtel Résidences
« Champagne-Elyées »
22, rue La Boétie, 75008 PARIS

Imprimerie du Monde
5, rue de la Harpe
75005 Paris
1980
Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.
Commission paritaire n° 37-87.

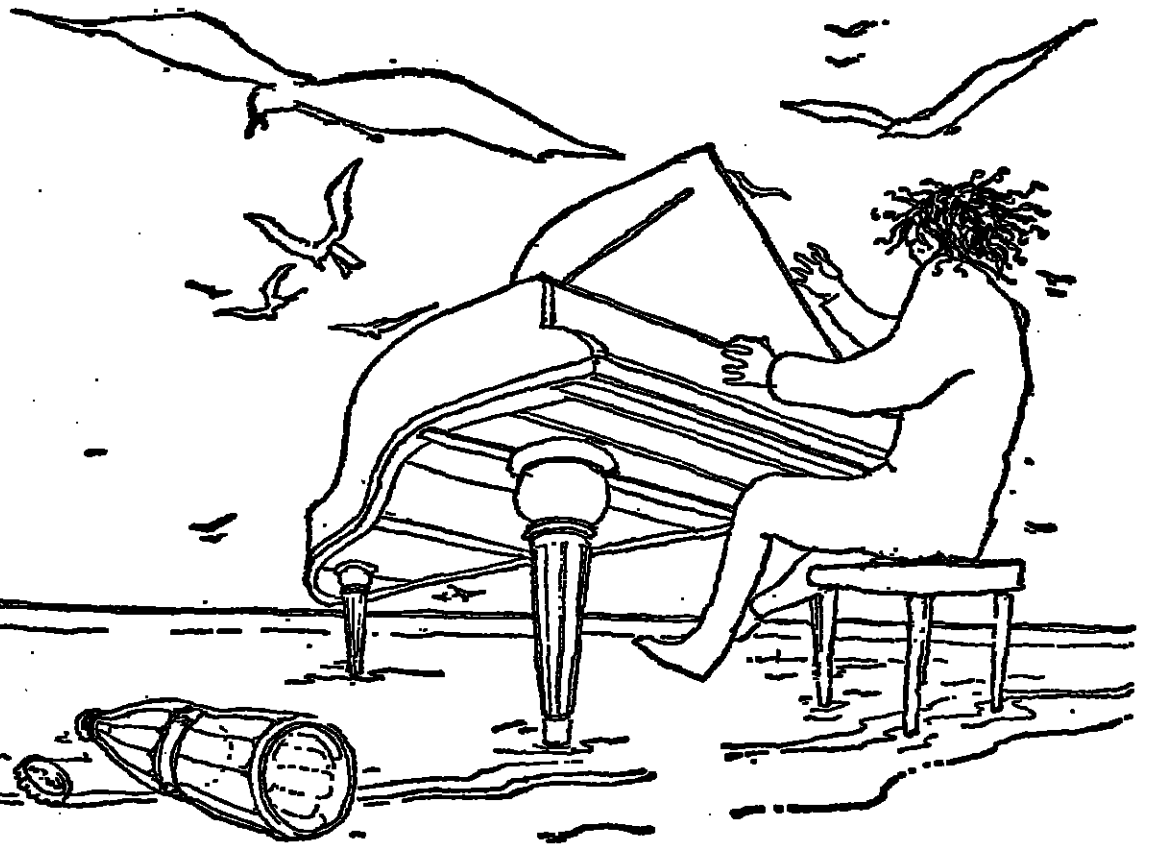
Château de la Comédie
Carnet de la Comédie
Paris 7^e
Tél. 556.11.23
556.10.13

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le X^e Festival de Fort-de-France

Jazz, piano-jazz et poésie créole



FORT-DE-FRANCE ressemble à deux puzzles qui se seraient mélangés dans un demi-séjour tropical. Ville égarée ou bidonville sordides ? Les deux à la fois. Magasins de luxe et banques climatisées côtoient des baraques en tôles ondulées et des petites échoppes de bois où l'on vend, pêle-mêle, du fil et des bougies, des boîtes d'allumettes et du coco-cola. On peut voir encore, un peu déchirées, déjà passées sous le soleil, les affiches de la dernière campagne électorale, Mitterrand, Giscard, étrange vision que ces visages roses au milieu de cette agitation antillaise et ces deux jours Noirs assés juste dessous, jeans, baskets et bonnet rasta.

Deux jeunes comme on en voit beaucoup à Fort-de-France, deux chômeurs qui passent l'après-midi à attendre un improbable boulot ou un départ pour la « métropole », ils traînent devant les marchands de disques. Ils viennent parfois — rarement — jusqu'au parc floral où sont installés les ateliers du Sermac (Service municipal d'action culturelle). Ils

viennent plus volontiers sur la « Savane », la grand-place où ont lieu chaque soir les concerts gratuits du Festival.

C'est pour eux avant tout, pour ces « profétaires » que le poète Aimé Césaire, maire de Fort-de-France et président du parti progressiste martiniquais, a créé. Il y a dix ans, le Festival de Fort-de-France et, plus récemment, le Sermac. L'un comme l'autre sont devenus des « institutions ».

Fondé sur la nécessité de mener « le combat culturel à côté du combat politique », le Festival de Fort-de-France, qui, comme le Sermac, ne bénéficie d'aucune aide de l'Etat, se veut une entreprise de « désinstitutionnalisation du peuple martiniquais » qui doit prendre ainsi conscience peu à peu du fait national martiniquais (1). Il s'agit donc à la fois de lutter contre l'« assimilation » (ou la fascination) de la culture dominante (occidentale, française), de promouvoir la « culture étouffée des forces populaires », une culture antillaise bâillonnée, et de rester ouvert.

Jazz sont des pionniers. Ce sont eux qui ont contribué à faire naître ce courant de musiciens — dont font partie Alain Jean-Marie, Louis Xavier, Bibi Louison, Jean-Claude Montredon — ardents d'imprimer au jazz la marque de leur propre histoire. Les premiers, ils ont utilisés les rythmes traditionnels de la biguine, du bel air, du tagnaï avec leur marque très personnelle et un grand sens du travail collectif. Ils n'ont pas eu de chance. Une pluie torrentielle s'est abattue à la première note, sur les gradins boursés à crêper. Tout le monde s'est précipité sur la scène protégée, les musiciens ont continué de jouer sans s'arrêter, passant comme ils le font toujours d'un rythme à un autre, d'une ambiance à une autre, dans la multiplicité de leurs instruments, c'était solide, c'était beau (à deux ou trois reprises), mais ça ne décollait pas. Comme si les musiciens n'arrivaient pas à donner leur mesure. Ou comme si le jazz se perdait dans plusieurs directions. Quel jazz finalement ? Leur concert a un peu déçu.

On gardera donc trois noms dans ce festival : Toto Bisaintha, Chyco Jehelmann et Joby Bernabe.

On connaît bien le chanteuse haïtienne Toto Bisaintha, qui a passé plusieurs années en France avant de s'installer récemment à la Martinique. On a vu son spectacle dans un film réalisé par Yves-Marie Sarrailh, un tou du vidéo qui a transformé un ancien cinéma, l'Archipel, dans la banlieue de Fort-de-France, en une sorte de salle de concert ou de projection, un lieu de rencontre, un endroit où l'on passe, l'endroit où ce se passe ou ne se passe pas mais ce ne fait rien, car l'atmosphère, comme on dit, est « cool ». Cette femme, à la puissance

fragile, qui a quelque chose de violent et de blessé, humaine, petite fille ou femme mère, chante, avec ses deux batteurs, Akonio Dolo, qui est martin, Raymond Betzi, martiniquais, la condition noire, le désir d'habiter. Présence.

Le concert de Chyco (Lucien) Jehelmann a eu lieu dans un théâtre inimaginable, comme on en voit sous les ciels coloniaux, un théâtre à balcons, provincial et désuet, inadapté. Concert abîmé. Ce jeune pianiste habité, inconnu en France, a une vibration personnelle, un style qu'on ne sait comment répertorier. Classique jusqu'à la perfection mais avec la démarche d'un musicien de jazz, il livre le fond de lui-même comme on éclaircit des fonds sous-marins, promène aux paysages sans cesse nouveaux, sensuels, colorés, divins... Chyco Jehelmann a l'espace de souffle d'un batteur, jamais fatigué, perpétuellement inspiré. Il peut jouer des heures, parfois il chante. Libre.

En communion. Quand on l'a revu une semaine plus tard, à Carifesta, l'énorme manifestation culturelle caribéenne qui se tenait à l'île de la Barbade, assis sur le bord d'un trottoir, il a longuement parlé d'amour, de fraternité, mais aussi de discipline et de recherche de soi. Sa musique est le résultat d'un long travail sur lui-même. « Il faut méditer, disait-il, pour connaître toutes les forces, tous les tons, toutes les possibilités qu'on peut donner. Il y a une énergie derrière chaque être, derrière chaque chose, derrière cet arbre, et toutes les choses sont en relation les unes avec les autres. » Méditer, éliminer ce qui est secondaire : « Alors ça jaillit, comme ça, facilement. Un être, c'est comme un piano finalement. »

La flûte est un mode de vie

Autre spectacle qui a saisi tout le monde, celui de Joby Bernabe. Comédien, poète, conteur très connu en Martinique, Joby Bernabe parle et écrit en créole avec des mots qui s'adoucissent ou s'entrechoquent de manière quasi magique et auxquels le geste vient donner une gravité religieuse. Joby Bernabe trace un chemin (« chemin mwin ») droit. Il n'est pas agressif comme on le lui a reproché une fois, au contraire. Il dégage avec son visage fin, sa barbe en pointe une sorte de tranquillité douce. Il peut être violent quand l'esprit le pousse à l'être, c'est un poète engagé.

Joby Bernabe a vécu longuement, quinze ans, en France, puis deux ans en Afrique, avant de rentrer « définitivement » en Martinique. Il fait partie de ce jeune courant d'intellectuels et d'artistes qui dénoncent à la fois la domination de la culture française (l'assimilation et l'acculturation qu'elle a imposée) et effectuent un travail de recherche sur l'histoire, la langue, les différentes formes d'expression d'une culture populaire vivante trop longtemps reniée, méprisée. Joby Bernabe a animé une troupe, Komikasyon, qui faisait du théâtre d'agitation dans les milieux antillais à Paris. C'est à son retour en Martinique qu'il a commencé de dire des textes en créole. Mais il a rompu avec une certaine pratique. « La poésie créole telle qu'elle se dessine actuellement tend à se limiter à un certain nombre de clichés déjà engagés. Elle dénonce mais tourne finalement autour

d'une série de mots-clés, mots fétiches, cela ne suffit pas. Dans la langue créole, le mot ne joue pas seulement par son contenu mais par sa sonorité. Quand j'écris, j'écris des textes que je lis, c'est-à-dire que je les entends en même temps. Mon problème est de faire jouer les sonorités. »

Joby Bernabe ne cherche pas à perpétuer le rôle du conteur traditionnel (« qui disparaît puisque la structure, la veillée mortuaire en particulier, disparaît »), il veut trouver une autre forme qui garde la force orale de la langue : « On m'a demandé si j'étais un défenseur du créole, de moi-même, le créole est une force qui s'impose à moi et me communique sa force. » Un besoin.

On pourrait citer encore quelques noms. Paléolab, Dié. Il faudrait parler encore du travail fait dans les ateliers, celui, théorique, du peintre René Loulou sur le « marronisme moderne » ; celui engagé dans les quartiers populaires par les comédiens Amick Justir-Joseph et Roger Robinet. On peut aligner des chiffres : dix films 16 mm, douze films super-8, trente-quatre diaporamas, ont été réalisés à l'atelier audiovisuel, quatre cents stagiaires sont inscrits aux ateliers de danse contemporaine et traditionnelle. Ils ont présenté quatre créations au Festival cette année, c'est beaucoup (et l'on imagine mal aujourd'hui la Martinique sans le Sermac). Et pourtant, Max Gilis, un des plus grands artistes de la Martinique, et dont

la démarche est essentiellement spiritualiste, vient de quitter l'atelier qu'il animait (« il faut une profondeur dans les choses, dit-il, la flûte n'est pas une mode, c'est un mode de vie, c'est une initiation qui s'apprend avec le silence »). Le Sermac, qui a choisi la politique de la formation et de la production à tout-va (la quantité plutôt que la qualité), s'accorde mal avec l'esprit de l'art. Des artistes et des animateurs s'en vont. On en trouve de plus en plus qui reprochent au Sermac une grande superficialité, trop d'activisme et un manque de « vrai sérieux » dans le travail (en même temps qu'ils reprochent un début de monopolisation de la culture par cet organisme). Alors ? Un anniversaire est toujours l'occasion de dresser une sorte de bilan. Le dixième Festival de Fort-de-France est peut-être celui qui permettra la première autocritique.

CATHERINE HUMBLLOT.

Le Cmac et le Sermac complémentaires ou en guerre ?

UNE querelle oppose depuis des années le Sermac (Service municipal d'action culturelle) au CMAC (Centre martiniquais d'animation culturelle). A entendre le premier, le second croulerait sous l'argent de l'Etat tandis que le premier survivrait dans les pires conditions ; le second, menerait une politique dangereusement « assimilationniste » tandis que le premier serait un îlot de résistance culturelle. Le CMAC, à qui l'on reconnaît cependant sérieux et qualité dans la programmation, a acquis la réputation de détester la « culture bourgeoise française », d'être, plutôt que de chercher à favoriser, comme le Sermac, une culture proprement antillaise.

« Nous sommes complémentaires », répond aussitôt Mme Fanny Auguac, qui dirige le CMAC depuis 1975 et semble habituée à l'attaque. Chiffres à l'appui, elle explique avec un petit sourire et une fermeté inébranlable que la réalité n'est pas si simple qu'on voudrait le faire croire. Le CMAC finance moitié par le ministère de la culture, moitié par le département (2720 000 F de subventions en 1981), paie ses locaux (location de bâtiments un peu défraîchis dans la banlieue de Fort-de-France) et son personnel (dix-huit personnes salariées, dont trois à temps partiel), et cela nous fait en réalité un budget plus petit que celui du Sermac, et nos activités couvrent tout le département.

La politique du CMAC ? « Développer la culture locale, constituer un lieu d'échange pour les artistes de la Martinique et un lieu de la culture universelle, favoriser la création, mais nous n'avons pas beaucoup d'argent ». « Nous ne sommes pas une entreprise

de spectacles importés de France », ajoute Fanny Auguac. Encore des chiffres : « En 1980, sur 93 spectacles diffusés, 58 sont préparés et réalisés sur place avec des artistes locaux, mais la presse ne couvre que ceux de l'extérieur jugés plus prestigieux (Rhoda Scott, Art Blakey, Sonny Rollins, Jarrett, Gillespie...), c'est peut-être la raison pour laquelle nous avons cette image ; elle ne parle pas de toute l'animation dans les communes (ateliers de musique, activités d'éveil, cours de percussions dans les écoles, fabrication de masques, chant, harmonie, guitare...) et ce que les artistes restent autonomes. »

« Les artistes locaux, on les programme, on met aussi nos structures à leur disposition gratuitement. Nous avons aidé la pièce de théâtre 1902, qui a été présentée au Festival de Fort-de-France, nous avons un projet avec le théâtre Existence, qui disposera d'une somme dont il aura la responsabilité. Nous tenons à ce que les artistes restent autonomes. »

Fanny Auguac a un projet d'école d'art dramatique qui rayonnerait sur toute la Caraïbe (« deux années de formation et un noyau de dix personnes seulement pour ne pas former de chômeurs »). Dans un livre paru récemment Culture et politique en Guadeloupe et Martinique (éditions Akas-Kartha), Soniar Zobdar-Quintman, qui a étudié soigneusement les deux organismes (statuts, personnel employé, mode de financement, public), conclut que la différence n'est pas si grande. Dans les deux cas, c'est essentiellement la « classe moyenne martiniquaise qui constitue la clientèle des deux types d'action culturelle ».

Un être c'est comme un piano

Le Festival a toujours mis à la portée de l'ensemble de la population des œuvres de culture universelle (Brecht, Shakespeare), il a invité Jean-Marie Serreau, le Théâtre du Soleil, le Bread and Puppet, le Théâtre de Liberté en même temps qu'il a fait le tour en dix ans des valeurs culturelles du monde noir, de l'Afrique aux Antilles en passant par les Etats-Unis et l'Amérique latine. Après avoir été dédié à la victoire du peuple angolais (en 1976), à la lutte de libération des peuples d'Afrique du Sud (en 1977), à la lutte du peuple martiniquais contre l'assimilation (en 1978), il l'a été aux luttes du peuple afro-américain, puis aux peuples noirs d'Amérique latine.

Du premier Festival, en 1971, exclusivement consacré au théâtre (avec Jean-Marie Serreau et ses amis, Christian Buxet, Yves Labat, Akonio Dolo, Danielle Van Berchem), à la création trois ans plus tard d'une structure permanente, l'OMDAG, Office municipal d'action culturelle, transformé en 1976 en Sermac, toujours sous l'égide directe de la municipalité mais repris par Jean-Paul Césaire, fils du député-maire. Il y a une longue histoire, beaucoup de rencontres, beaucoup de difficultés.

Malgré le silence des médias (en particulier de FR3), malgré un budget financier réduit (depuis 1978, la ville ayant vu son budget restreint, les artistes acceptant de participer au Festival gratuitement), le Sermac a poursuivi avec une certaine ténacité un travail d'animation et de création non négligeable. Le Sermac, qui emploie aujourd'hui une cinquantaine de personnes salariées dont quarante animateurs (ceux-ci ont accepté également de réduire leur salaire depuis deux ans), compte deux mille stagiaires depuis trois ans inscrits dans dix ateliers (théâtre, danse, musique, céramique, poterie, sérigraphie...). Des jeunes pour le plupart, quelques chômeurs (du centre ville ou de la banlieue) mais des lycéens surtout, de la petite bourgeoisie.

Ceux-ci attendent du Sermac beaucoup plus qu'il ne peut offrir, un métier, une formation. Il n'existe ni conservatoire de musique ni école dramatique aux Antilles, ce qui serait de première nécessité.

Aussi le Sermac joue-t-il un peu par force le rôle d'un conservatoire en même temps qu'il sert de lieu de recherche et de création. Veut-il trop et tout faire ? Un certain nombre de dangers semblent le menacer sérieusement. Il n'est plus attaqué aujourd'hui seulement sur sa « droite », des artistes professionnels martiniquais l'ont quitté, d'autres le remettent en cause, tout le monde a noté cette année la baisse de qualité du Festival.

Le dixième Festival de Fort-de-France, dédié à la diaspora noire, a montré quelques spectacles (théâtre, musique, danse) venus des Etats-Unis, du Venezuela, du Congo (via Paris), de Haïti (en exil), un certain nombre d'artistes martiniquais (Faltret, Chyco Jehelmann, Lawa-Plyan Pakatzak, le groupe Existence, Joby Bernabe) mais surtout les productions des stagiaires des ateliers de musique et de danse du Sermac. En tout une trentaine de manifestations programmées le soir dans trois ou quatre points centraux de la ville : le théâtre municipal, le parc floral, et dehors en plein air sur la « Savane ». Et parfois encore dans un centre culturel de banlieue.

On ne s'attendra pas trop sur les productions des ateliers. Comment les juger ? Ce sont des travaux de stagiaires. Le tort est de les présenter comme des spectacles professionnels, de la même manière que les autres. C'était une erreur également d'avoir transplanté sur une scène, les gens d'une communauté noire du Venezuela, ils étaient une quinzaine, venus de Chirimena, une petite ville située au bord de la mer, à 200 kilomètres au sud de Caracas, à montrer quelques acrobaties des danses et des chants qu'ils donnaient chaque année à l'occasion de fêtes religieuses (catholiques) dans la rue, sans la foule, cela n'avait plus de sens, ce n'était plus rien.

Fal Fret est précédé pour nous d'une réputation. Ces musiciens de

(1) On sait que, après la victoire de M. François Mitterrand, M. Aimé Césaire, député représentant socialiste de la Martinique, maire de Fort-de-France, a déclaré que l'ordre du jour n'était plus l'indépendance mais l'autonomie pour la nation martiniquaise.

سكنا من الاحل

سكنا من الامل

Indigènes ou passagers, les Parisiens d'août

Un comédien : Jean Jacques

La malédiction du sexe

Par ce mois d'août au ciel bizarre, le chroniqueur de la météo sur France-Inter, si avisé en temps normal, avance sur la pointe des pieds : les brumes se dissipent, plus ou moins, dans l'après-midi, dit-il par exemple, et la température pourrait atteindre 25 degrés à l'ombre, à La Rochelle, ce n'est pas si mal.

« En somme, répond l'animateur, qui voudrait du solide, en somme l'été s'installe... »

— Oh ! l'été, ce mois d'août, l'été... il va et vient.

On pourrait dire des Parisiens, eux aussi, qu'ils vont et viennent... Leurs autos sont souvent là, le long des trottoirs. Que faire aux heures creuses, par ces jours vides encore longs ? Conseiller aux intellectuels une petite pièce de Boulevard ? L'un des rares acteurs qui ne pointe jamais au chômage, Jean Jacques, leur démontrera que tout un chacun, homme ou femme, voudrait bien avoir le sexe qu'il a.

On bien flâner dans la ville ? Une artiste d'origine russe, Tatiana Zeiliger, dessine l'obélisque de Louxor, et croit voir le pont de la Concorde s'entourer dans les sables africains.

Et pourquoi ne pas lire, tout simplement ? Lire un roman, un poète, dans une édition d'époque, sur un beau papier, avec une typographie élégante, de grandes marges ? Quelques libraires d'occasion, soigneux, restent ouverts : ils auront la surprise de voir entrer un client qui ne débarque pas de Tokyo ou de Dallas.

Où lire ? Mais dans un jardin ! Les rues de Paris sont peu propres, les immeubles sont enlaidis par les vitrines, les affiches. Seuls les jardins gardent une fraîcheur, une beauté. Le plus attachant des jardins de Paris est peut-être le Luxembourg, que des musées tous de plus en plus nombreux, et mois d'août, d'un rêve rose...

MICHEL COURNOT.

UN dimanche d'août, le hall du Théâtre Daunou, à deux pas de l'Opéra. La pièce commence dans une heure, mais déjà le vestibule est rempli de gens qui, debout, attendent que l'on ouvre les portes de l'orchestre, afin d'aller s'asseoir. Comme si ce fait d'aller s'asseoir, très à l'avance, devant le rideau rouge, pour cacher de choses et d'autres, faisait partie du théâtre, du plaisir d'aller au théâtre.

Ces personnes qui attendent, un dimanche d'été, sont plutôt des jeunes, et d'apparence tranquille. Beaucoup de femmes, deux par deux, pas forcément lesbiennes, plutôt de vieilles amies — les maris sont morts depuis quelques années. Quatre ou cinq familles au complet, de passage dans la capitale. On joue *Et la sœur*, de Jacques Bricaire et Maurice Lesaygues, mise en scène de Robert Manuel. La vedette est Jean Jacques, qui naguère, au Palais-Royal, jouait toutes les pièces de Jean de Létraz.

Nous avons commencé. Et la sœur en décembre, nous dira tout à l'heure Jean-Jacques, et depuis la salle est pleine, près de quatre cents places quand même... Nous avons fermé au moment des élections, trois semaines, avec toutes ces cocasseries, les affiches, les faces à face, les papillons dans les yeux le matin du dimanche, nous nous sommes dit : on nous les aura détraqués, ils auront la tête ailleurs. Dès que toutes ces façons ont pris fin, nous avons ouvert : salles comblées.

Mais l'été ?

— Oh ! il y a bien des p'tites fêtes en forêt, des bateaux sur l'eau... Ça n'empêche pas les habitudes de venir voir la comédie...

La comédie en question, *Et la sœur*, est l'histoire d'un bonhomme qui tient une galerie de peinture, à Paris. L'entreprise, qui bat de l'aile, est entièrement financée par la sœur d'un monsieur : elle est pédagogue, une usine de Lyon. Et, au lever du rideau, elle vient à Paris annoncer à son frère qu'elle cesse de subventionner la galerie.

Le frère et la sœur sont interprétés par le même comédien, Jean Jacques. Il est donc, sur scène, tantôt un homme, tantôt une femme. Mais c'est plus amusant que cela, car, pour les raisons de l'intrigue, Jean Jacques est aussi, parfois, la sœur qui se déguise en homme, pour se faire passer pour son frère, et le frère qui se déguise en femme, pour se faire passer pour sa sœur.

Précisons que le public bien pensant, tranquille, du Daunou murt littéralement de rire tout au long de la pièce, et que cela est dû essentiellement au talent d'acteur de Jean Jacques, qui dispose de quatre « figures », la vraie femme, le vrai homme, la fausse femme, le faux homme : dans chacune des quatre « figures », il est parfaitement un autre individu. Et il accentue le comique de la pièce en brochant sans cesse des fantaisies hors texte, s'inscrivant dans les trous de la pièce, et de besoin d'air de telle autre, entretenant un dialogue familier, amical, entre comédien et public, donnant gentiment des explications quand la pièce est trop compliquée.

— Vous avez toujours eu des rôles de travestis ?

— Dans le début : Une pièce qui s'appelait *On demande un ménage*. C'est deux copains de régiment qui rentrent chez eux, leurs temps finis, ils cherchent du travail. La seule annonce qui n'est pas prise dit : « On demande un ménage. » Moi j'ai pris le rôle du soldat qui se présente en cuisinier. Il ne sait

d'ailleurs pas que ses employeurs sont les parents de sa fiancée... J'étais à mon aise, dans ce rôle. J'ai continué.

— Vous n'avez jamais joué autre chose...

— Oh ! si, tout de même, du Secoue, des pièces plus classiques. Mais le fait est que ce qui déclenche, chez les spectateurs, le rire le plus violent, le plus libéré, disons le plus « heureux », c'est toujours, sans conteste, un homme déguisé en femme, ou un homme déguisé en femme mais qui fait semblant d'être un homme, vous suivez ?

— Un phénomène violent, profond. Chacun se serait senti, toute sa vie, défilant prisonnier de son sexe ? Masculin, féminin, ce serait une carte forcée, une malédiction ? Quelque chose comme ça ?

— Je ne sais pas. Ces rires expriment un déchaînement, un désenchaînement... Les bêtises que je fais à côté, qui font rire aussi, c'est plutôt pour calmer les rires, les crises de fou rire, pour revenir plus doucement à des états plus communs... — M. C.

Dans le jardin de l'hôtel de Sully, si harmonieux qu'il semble faux, fait exprès pour un plateau où on tournerait du Marivaux, du Beaumarchais. Dans ce décor où on attendrait des grâces languides en dentelles et des mouches au coin des sourcils, gambaient des baladins de baladins qui semblaient s'être trompés de film, être là pour quelque reconstruction de fête populaire, pour la dernière version du Capitaine Fracasse.

Par groupes, dispersés sur les pelouses, ils cabriolaient en tonitruiant ou, silencieux, s'exercent au vocabulaire du mime. D'autres, cachés sous des demi-masques et de grandes capes noires, se font bosser, reproduisant les sautilleries de marionnettes siciliennes, sous la direction d'un petit homme volubile, frisé, portant lunettes, qui les reprend, leur montre l'art de la rupture et de l'emphase.

Commedia dell'arte sur pelouse

Carlo Boso, élève du Piccolo Teatro, metteur en scène, comédien avec Peppino De Filippo et Giorgio Strehler, enseigne à son tour la commedia dell'arte à des acteurs pour la plupart professionnels, quelques amateurs aussi, recrutés par l'intermédiaire des maisons de jeunes, de la culture, et, surtout, par le bouche à oreille. Il est venu avec une équipe d'Italiens, qui complète son enseignement par celui de la pantomime, du chant, de la danse, de l'acrobatie, des duels, des cascades... Depuis le 16 juillet, et jusqu'au 22 août, ils sont quatre-vingt-dix à s'entraîner toute la journée en public, alternativement aux jardins du Palais-Royal (l'entreprise est patronnée par la Ville de Paris) et ceux de cet hôtel de Sully que les touristes traversent, à peine étonnés, en tout cas fort respectueux. — C. G.

* Le 16, toute la journée au Palais-Royal, et le 20, de 17 à 19 h. ; le 21 à l'hôtel de Sully, de 17 à 24 h. ; le 22, au perron de Notre-Dame, de 17 à 22 h.

Un libraire : Claude Buffet

Le Japon

ROSE Saint-Sulpice, la librairie Buffet, est petite mais bourrée de livres. Simple exploitation familiale, comme on dit en agriculture : les parents, Claude et Simone, et la fille, Blanche, se relaient dans la « gorgue » étroite, entre les piles de volumes, quand ils ne disparaissent pas à la cave, dans un cablot, derrière les rayons, à la recherche d'un oiseau rare. Pas de livres neufs ici : de la littérature, surtout de 1850 environ jusqu'à nos jours, en éditions originales ou tout au moins d'époque.

« Fermer au mois d'août, nous dit Claude Buffet, ce n'est pas possible ici, en tout cas, ce ne serait pas gentil. Il y a des clients étrangers, fidèles, qui, dans la cour du livre, ne peuvent nous demander les livres que par correspondance, ou au téléphone, et qui viennent eux-mêmes, en août : s'ils trouvent le rideau de fer, ils seraient tristes. »

Quels livres lisent ces étrangers ? Cela dépend un peu du pays. Les Américains, c'est *Le Prince*, *Les Misérables*, *Le Dernier des Indes*. Et les Japonais, c'est *Mallarmé*, et quelques poètes symbolistes. Il se trouve que Mallarmé, qui reste d'une lecture pas si aisée que ça pour beaucoup de Français tout de même, est écritain de chez nous le plus clair, le plus facile, pour certains étrangers, chinois, russes, japonais, parce que la syntaxe de Mallarmé est tout à fait libre, ouverte, « sans corset », et les étrangers s'y promènent comme chez eux.

— Pas de clients français, en août ?

— Si ! Des provinciaux, hélas ! Ils n'ont pas d'argent, ils regardent les vitrines longuement, puis ils prennent dans les boîtes, dehors, un livre pas cher, dont ils n'ont pas envie vraiment, pour avoir une raison d'entrer, et là, une fois dedans, ils demandent, avec une précision rare, des livres oubliés, excellents. Ce sont des lecteurs qui ne nous quittent plus par la suite : ils nous écrivent, ils viennent à la librairie chaque fois qu'ils passent par Paris.

— Aucun Parisien, alors, l'été ?

— Ah si ! Leurs familles sont au bord de la mer, ils s'ennuient, ils ont du temps, ils rangent leurs

livres, retrouvent de vieilles notes sur tel ou tel auteur. Ce sont des gens que je vois souvent dans le courant de l'année, mais en coup de vent, trois secondes, entre deux rendez-vous, stationnés en double file, au mois d'août, ils restent des heures, ils jettent toute la maison sans dessus dessous, ou bien lisent debout, jusqu'au soir.

— Des professeurs de lettres, des écrivains ?

— Très peu. Les littéraires semblent lire très peu. Non, ce sont des scientifiques, des gens de la faculté des sciences qui s'arrêtent pas quitter Paris, d'autres qui ont des laboratoires avec des expériences en cours, ou bien des chimistes par exemple... Les scientifiques lisent beaucoup, des romans, de la poésie, des correspondances d'écrivains... Ils disent que sans cela ils ne pourraient pas travailler.

— Avec toutes ces collections de poche, pas chères, qui rééditent d'anciens auteurs, vous ne devez pas voir entrer beaucoup de jeunes.

— Alors là vous vous trompez. C'est dans la tranche des trente ans à cinquante ans, en gros, qu'il y a le moins de clients ici. Mais les jeunes, si ! Ils achètent en effet, des livres de poche, *Raymond*, *Cendrars*, qui vous vendent, et s'ils aiment cela ils viennent demander d'autres livres du même auteur, qui n'ont pas été réédités en poche, ou bien les mêmes titres, dans des éditions d'époque, plus belles, moins quelconques, plus solides.

— Les livres neufs, aujourd'hui, ne sont pas solides ?

— Ça dépend. Les livres collés, pas brochés, pas cousus, sont fragiles, ils perdent des pages. Les livres aux tranches massives sont plus fragiles aussi, ils s'abîment, les livres massifs c'est un peu comme des livres empilés, empilés : je crois que l'on remplacera un jour aux livres dont on coupe soi-même les pages, ils durent plus longtemps. Les livres de poche ont la vie courte : ils disparaissent vite. Un livre de poche épuisé, on ne le retrouve jamais : il a été déposé, la couverture est partie, il a été jeté.

— Les Français vous demandent quels auteurs, surtout ?

— *Mallarmé*, *Cendrars*, *Giono*, des écrivains concrets qui ont

MUSEE NATIONAL
MESSAGE BIBLIQUE
MARC CHAGALL
exposition d'été



LES MANDALA
HIMALAYENS
DU
MUSEE GUIMET
Nice - Tél. (93) 81.75.75

ACTUELLEMENT

LES ANNEES 60...



la
Dolce
Vita
FEDERICO FELLINI

GALERIE DE LA SEITA
12, rue Surcouf (77), M° Invalides

Benjamin RABIER

Donation à la Bibliothèque Nationale
Projection de dessins animés à 15 h 30 du lundi au vendredi
DU 26 JUIN AU 16 SEPTEMBRE
de 11 h à 18 h, sauf dimanches et jours fériés
Entrée libre

GALERIE LAMBERT
14, rue St-Louis-en-l'Île, Paris 6

En permanence :

ÉMAUX de :

Raymond Mirande
peints et chapelés,
choisis en or et argent

DESSINS de :

STANISLAW LEPRI
Tél. 325-14-21 et 326-31-99

SALLES CLASSEES
CINEMAS D'ART
et d'ESSAI

PANTHEON 13, rue Victor Cousin
320.15.22

DIVA
de Jean Jacques BENEIX

MARIGNAN PATHE (v.o.) - QUARTIER LATIN (v.o.)
GAUMONT LES HALLES (v.o.) - 7 PARNASSIENS (v.o.)
FRANÇAIS PATHE (v.o.) - GAUMONT CONVENTION (v.o.)

Un film admirable, et c'est un western !...
(NOUVEL OBSERVATEUR)



ROBERT REDFORD
Jeremiah Johnson
un film de SYDNEY POLLACK

中國廣東陶瓷展銷會

Vous pouvez admirer actuellement à Düsseldorf, la première grande exposition de porcelaine chinoise en Europe.

Sont exposés non seulement des articles d'usage courant, mais aussi un grand choix d'objets d'art exclusifs (entre autres, des vases de 10 à 150 centimètres de haut et un panier de fleurs de 120 centimètres de haut), produits par le Chinois Guangdong Porcelain Industrial Corp. de la République populaire de Chine. Toutes les pièces exposées ont été fabriquées dans la province chinoise de Guangdong, lieu d'origine de la porcelaine depuis plus de 1000 ans.

Informations préliminaires :
Manfred RV, Immenmannstr. 55, D-400 Düsseldorf

PORCELAINE
ET CÉRAMIQUE
DE GUANGDONG
(R.P. de Chine) Exposé
du 5 au 20 septembre 1981
à Düsseldorf (R.F.A.)
Rue de la République 1
Tél. 1.1. de 10 h à 18 h 30

廣東陶瓷展銷會

**VOTRE TABLE
CE SOIR**

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyens du repas • J. h. : ouvert jusqu'à 2 heures

DINERS

RIVE DROITE

INDRA 339-46-40
10, rue du Oct-Rivière, P. F/dim.
Gastronomie indienne. La cuisine des Maharajahs à Paris dans un décor authentique. Agréé par l'ambassade et le bureau de tourisme indien. P.M.R. 120 F. Salles pr. récept. soirs, mariages.

PUB SAINT-LAZARE 392-15-27
Jusqu'à 2 heures du matin : 80 savoureux grillades, toute sa carte et sa carte d'été, service permanent à partir de midi. Ouvert en août.

RIVE GAUCHE

AU VIEUX PARIS 354-79-22
2, place du Panthéon, 9. P/dim.
J. 22 h. 30. Spéc. du Sud-Ouest : Saucisson d'ole fard, Foie gras de canard, confit, pipérade, chapons à la base. Sa carte P.M.R. 80 F.

LAFEROUSE 339-90-14 et 68-04
31, q. Grande-Augustine, 9. P/dim.
canard, confit, pipérade, chapons à la base. Sa carte P.M.R. 80 F. 190 F. Salles de 2 à 50 couverts. Cadre ancien de réputation mondiale.

SOUPERS APRES MINUIT

ALFREDO DAB J. 3 h. matin 500-32-22
161, av. Malakoff, Tous les jours 9h-17h-30
FRUITS DE MER - POISSONS
CHOCROUTES - ROTISSERIE
rue de Bondy, 9
354-79-34
Sautes - Poissons, Vins de pays

LE PETIT ZINC 3 h. 15-19h-19h
10, rue de la République, 10
CHET HANSI, Face Tour Montparnasse 3 h. 30-11h-42
CROQUETTES - FRUITS DE MER

LE CONCEPT 3 h. 15-19h-19h
80, av. Grande-Armée POISSONS
BANC D'OUTRER toute l'année
Spéc. de viandes de bœuf grillées.

LA CHOPE D'ALSACE 339-08-18
1, q. du Faubourg-Montparnasse, 9
SON BANC D'OUTRER
Ses choucroutes Jarrys OHLIades

LA CHAMPAGNE 10 h. pl. Châteaubien 339-44-70 X 32
Hôtels - Cuvillages de l'année
GUE BRASSERIE DE LA MER

LE MUNICHE 339-12-09
Cuvillages - Spécialités

LA CLOSURE DES LILAS 339-70-30 334-11-06
21, boulevard du Montparnasse
Au dîner - Françoise

RADIO-TELEVISION

Semaine du 21 au 27 août

Les programmes du mercredi 19 et du jeudi 20 août se trouvent en page 13.

Vendredi 21 août

Un film

LA TERRE DE LA GRANDE PROMESSE
Film polonais d'Andrzej Wajda (1974), avec D. Olszowy, W. Paszkiewicz, A. Gwosdz, A. Mohrbecka (première partie). A2, 23 h 5.
* * * Adaptation magistrale d'un roman naturaliste de Wladyslaw Reymond, publié en 1897. L'enfer de Lodz, ville d'industries textiles dans la Pologne russe, à la fin du dix-neuvième siècle. L'effacement d'un capitalisme sauvage qui broie les prolétaires au profit des grands patrons. Une mise en scène rétrospective pour l'émotion, vers la fortune, de trois jeunes gens, un polonais catholique, fils de noblesse, un allemand juif et un juif. Ce sont l'argent et son pouvoir et non leur caractère ethnique qui rendent les gens méprisables, a dit Wajda lorsque certains lui ont reproché, lors de la sortie du film en France, un certain antisémitisme dans la caricature des industriels et financiers juifs.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 25 Série : Au nom de la loi.
13 h Journal.
14 h 35 Série : La croisière s'arrête.
14 h 55 Histoire du cinéma français par ceux qui l'ont fait.
Le cinéma et ses grands auteurs des années

1980. Chabrol, Truffaut, Godard, Resnais.
15 h 25 L'été en plus.
16 h 45 Croque vacances.
Spiderman ; Ricoilages ; Isidore ; Variétés : année 1980, Black Beauty.
17 h 50 Génération 1 : Pas de chance, mais un chat à voile pour traverser le Sahara.
18 h 5 Série : Canada au palé. 18 h 20 Document : Châteaux de France : Vincennes.
19 h 45 Suspens : Sauver au pas.
20 h Journal.
21 h 35 Au théâtre ce soir : Trésor. de J. Mounet, mise en scène J.-P. Bouvier ; réalisation P. Babin, avec J.-P. Bouvier, M. Cécile, M. Manceau.
Antoine Vitez, compositeur de musique de film, apprend que son prochain mariage sera annulé. Les jardins de Chateaubriand conçus par William Kent.
22 h 55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Série : Les amours des années grises.
13 h 35 Série : Poigne de fer et de séduction.
14 h Aujourd'hui madame. 14 h 30 Les années 60. 15 h 5 Série : Rush. 16 h Récré A2. 17 h 30 C'est la vie. 18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
20 h Journal.
21 h 30 Facultés : Arcole ou la lazzarone.
de M. Moussy. Avec P. Malet, J.-M. Thibault, P. Tournade. Frédéric et Béatrice au siège de l'Académie de la langue française.

Un appartement qui chavire

L'ARRAIGNEE
Vendredi 21 août, FR3, 22 h 35.
Une voiture à cheval sur un pont dans la nuit : monochrome glacé, entre le gris et le bleu, miroir humide dans l'épaisseur de la brume... Rapide vertige d'un appartement qui chavire dans les deux battants symétriques d'une porte vitrée... Vieses monstrueux ou grotesques, un peu « Barry Lyndon », aux

Constantine, il décide, avec Pierre Bonaparte, d'être dans l'opposition au nouveau régime. 21 h 55 Apostrophes. Magazine littéraire de R. Pivot. Avec P. Barrot et J.-M. Giscard (le Roi des derniers jours), G. Bochart et J.-C. Clément (Le Livre des bleus), J.-C. Fontbrune (Nostalgies, historien et philosophe), J. Bessière (Moi, Antoine de Fournes, roi de Patagonie). 22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes. C'est le dauphin : l'animal et l'homme. 20 h 30 V2 : Le nouveau vendredi : Vingt ans d'indépendance en Afrique. Une émission de la télévision canadienne, Télémag. Reportage : J. Giroux et E. Parent.

15 h, Globe trotter : Le double sacrilège ; Prêtres d'Alkour.
16 h, Entretiens avec... P. Jamet.
16 h 30, Cinéma sous les branches : La comédie italienne.
18 h, Promenade ethnologique en France : Le royaume de Mantorre.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Le théâtre en France : vision théâtrale des animateurs régionaux.
20 h, Fabrique mère océane.
21 h, Déraillements conversations avec A. Malraux : La communauté de Saint-John du Haut.
22 h, New Wave : Enfants hybrides, m 61 Les mutants (Malacosteus damocles).
23 h 30, Les chemins de la connaissance : L'accord avec l'invisible dans les sociétés traditionnelles.
23 h, Patrimoine du vingtième siècle : Les choix de la musique aujourd'hui (C. Lefèvre : D'un arbre de nuit).

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Entrées des artistes : Impard, Seignier, 100 000 000, Schubert, Beethoven, J. Strauss.
7 h 30, Anthologie du mois : Les madrigaux de Monteverdi.
8 h 15, Éloquence.
9 h 30, Les grands de ce monde : Les pianistes du lied (Schumann, Schubert, R. Strauss).
11 h 20, Concert : Musique à découper, du choral à la danse (Leroux, Ballard, Le Bague, Desport, Desportes, Chaynes).
13 h, Jazz vivant : Solo. duo, sextette, au Festival d'Angoulême, de Willisau 1980 et au centre culturel de Saint-Romain.
14 h, Musique légère : Dondyne, Dubois.
14 h 30, Le siècle du lied : Berlin et l'opéra Wozzeck ; Vienne 1890 (Wolf, Mahler).
15 h, Émissions contemporaines : 15 h 30, Concert (échanges internationaux) : Festival des Fleuries, The London Early Music Group, dir. J. Tyler, interprète des musiques italiennes et anglaises au temple de Babou (couverture de :

● WOLF (F.-M., 14 h 30). — On regrette presque un peu les grands querelles musicales du siècle passé. Ainsi, en 1865, Vienne était-elle livrée aux batailles rangées entre wagnériens fanatiques — anti-wagnériens à l'occasion — et partisans de Brahms. Galvanisé par Bayreuth, Wolf avait choisi son camp, qu'il a scindé, plus tard, le mouvement entre wagnériens — wagnériens et wagnériens — puristes. De quoi discuter ! Mais loin de tout cela, Dominique Jameux s'attarde d'avantage sur les « Spanische Lieder » écrits avec une tendresse, une sensibilité prudente que Wolf reprochait à Schumann de ne pas avoir eues. On n'aura qu'une idée partielle de cette énorme production de Lieder qui préfigure un opéra abandonné pour cause de folie — rançon de leçons de piano payées en nature, dit-on. — T. Fr.

Allison, Dowland, Johnson, Ford, Philippe, Bartlet, Vecchi, Bassano, Monteverdi, Galassi, Castello, Zannetti et Gastaldi).
20 h 30, Concert (échanges internationaux) : L'Orchestre symphonique du Sud-Ouest, dir. J. Neumann, sol. E. Mathis et M. Bergman, interprète : « Ma mère l'Oye » de Ravel, des airs de Mozart et « Trois images pour orchestre » de Debussy.
22 h 15, Ouvert la nuit : les week-ends de la francophonie (Villalobos, de Falla, Ravel, Dukas, Menotti) ; violoncelles : Collegium Musicum de Zurich (Wartski, Boccherini, Albinoni).
23 h 5, Les week-ends de la francophonie.

Samedi 22 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 15 Objectif 2 : Les aux charges de famille.
12 h 25 Série : Au nom de la loi.
13 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
13 h 50 Au plaisir du samedi.
La petite maison dans la prairie : 15 h 20 Promesses d'été. 15 h 30 Pour la 13 : 16 h 25 Le monde de l'accordéon : 17 h 45 Temps X. 18 h 55 Tréteaux d'été. S.O.S. amoureux perdus.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Suspens : Un parfum de femme délicate et subtil.
20 h Journal.
20 h 35 Variétés : Numéro un. Alice Dona interprète « Mary Perle », des « Clapnettes » entre autres, et sera entourée de Serge Lama, Robert Charlebois, Carlos, Serge Reggiani, etc.
21 h 40 Série : Madame Colomba. Le mystère des deux claudettes. (Béat. R. Badily.) Kate enquête sur un double meurtre en rapport avec le trafic de faux claudettes.
22 h 35 C'est arrivé à Hollywood. La femme astrônôme. Les représentations de la femme dans le cinéma hollywoodien : des extraits de films : la Bobette,

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Journal des sœurs et des malentendants.
13 h 45 Journal.
13 h 55 Série : Les prix Nobel. Ruyard Kipling : 1885-1936. (Lire notre sélection.)
14 h Les jeux du stade.
15 h Musique : Ouvertures. (en liaison avec France-Musique). Nouvel orchestre philharmonique de Radio-France, dir. V. Negri, chœurs des opéras de Francfort et de Wiesbaden, soliste E. Houdier, C. Clément, C. Zaharia, V. Yassar interprètent « La Grande Messe en ut mineur » de Mozart.
16 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 La Comédie.
20 h Journal.
20 h 55 Dramatique : Les Héritiers. La propriété, Béat. S. Leroy. Avec M. Dubois, C. Boulléte, P. Chénou.
Une sombre histoire autour d'un héritage.
22 h 55 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes. C'est le dauphin : l'animal et l'homme. 20 h 30 V2 : La course contre la mort. Sébastien P. Desjardis Jr. Béat. R. Mayberry. Une production de T.V. américaine. Mathieu Coussin, alias Marty Sealon, doit protéger, pour le somme de 25 000 dollars, Paul Doreau, un homme d'affaires qui est un témoin capital dans la procédure criminelle engagée contre Vence Leone.
22 h 55 Journal.
22 h 55 Dessins animés : Hommage à Tex Avery. Huit dessins animés en version originale sous-titrée, allant de 1940 à 1951, du célèbre dessinateur américain disparu en 1980.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages : Le sel des contes.

8 h, L'envers de la lettre.
9 h 7, Amérique centrale : Nicaragua.
11 h 2, L'exotisme musical français : L'Exotisme-Orient.
12 h 5, Le pont des Arts.
13 h 30, Le théâtre en France : Les chemins de la liberté, de J.-P. Sartre.
14 h, Vacances d'été.
15 h 20, Livre d'or : Les oiseaux de l'été. (Gautier, Schumann).
16 h 30, Pour les jeunes : Les livres de l'histoire (La France d'avant la France : du néolithique à l'âge de fer).
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Radio-Canada présente : Lettres du Québec.
20 h, Nouveau répertoire dramatique : Les oiseaux de l'été, de L. Atlan (première partie).
21 h 45, La nuit d'Hermès, de M. Zola.
22 h 25, Médium français.
23 h 25, Entretiens avec... L. Guilleux.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques pittoresques et légères : Vagabondages sans frontières en musique récréative.
6 h 30, L'opéra du jour : H. Goublier fils, M. Ordan, P. Gally : « La Comédie de Mimi Pinson ».
8 h, Éloquence.
9 h 30, Les grands de ce monde : Guillaume de Machaut.

11 h 15, Concert : (échanges internationaux) L'Orchestre philharmonique de Munich, dir. J. Peltchard, avec D. Sitkovsky, piano (Haydn, Prokofiev, J. Brahms).
13 h 5, Jazz vivant : Esquive de janvier 1945.
14 h, Histoire de nos disques, racontée par M. H. (Puccini, Viotti, Corelli, Bach, Beethoven).
16 h, Le génie du lied : Ordy 1345, les échanges musicaux en pleine guerre de cent ans (musique profane et religieuse).
18 h, Ouverture (en liaison avec A2) : Nouvel orchestre philharmonique et chœurs des opéras de Francfort et de Wiesbaden, dir. V. Negri (« Messe en ut », de Mozart).
19 h 30, Comment l'entendez-vous : Musique de consolation (Purcell, Nicholson, J.-S. Bach, Gabrieli, Weelkes, Mendelssohn).
20 h 30, Concert (Festival de Vienne 1981) : Récital de piano Alfred Brendel : « Quatre chants funèbres », « Suite opus 14 », de Bartok ; « Sonate quasi une fantasia », « Sonate au clair de lune », de Beethoven ; « La Vallée d'Orléans », extrait de « Fanciulline », de Liszt.
22 h, Ouvert la nuit : Les week-ends de la francophonie (Canada) par E. Mortier ; Près de chez moi (Weinberg, Bissol, Altkorn) ; à 0 h 5, Jazz nocturne : les jazz du concert de l'Orchestre de l'Unité européenne de Radiodiffusion.

● ORIENT ET MUSIQUE (F.-C., 11 h 2). — L'Extrême-Orient est la dernière étape du voyage de France-Culture dans l'exotisme musical. Beaucoup moins présent que l'héspanisme, dans le patrimoine français du dix-neuvième siècle, l'orientalisme a cependant quelques fidèles plus soucieux de ferveur que de réalisme. Même si Puccini put traquer quelques motifs bien chinois, il n'est pas encore question de collection scientifique, comme le fera Messiaen, les traits saillants de ses musiques extra-européennes. Danielle Pistone a la charge, écrasante, de démentir dans ce défilé « mode, ce qui tient de l'anecdote ou ce qui relève d'une esthétique plus marquée : entre les « Pelléas » de Debussy, pechés sur une table japonaise, et la magie exotique de Ravel, qui est le principe même de sa musique, il y a déjà tout un monde. Mais l'art et Emmanuel, moins souvent cités, feront aussi entendre les résonances de leurs fantômes. — T. Fr.

Dimanche 23 août

Deux films

L'ARLE EN LA CUISSE
Film français de Claude Zidi (1978), avec Louis de Funès, Coluche, J. Goussier, C. Gervais, A. Zacheo. TF1, 20 h 30.
* * * Le roi des gastronomes en lutte contre le roi de la nourriture industrielle. Amusé par les numéros et les déguisements de Louis de Funès auquel on a donné pour fils un Coluche malade et embarrassé dans un rôle comique traditionnel. Disposé d'un très gros budget, Zidi l'a utilisé pour des décors et des gags coûteux aux dépens de l'invention berlinoise.
REMAN LES HOMMES
Film français de Jean Poirault (1975), avec M. Arestup, B. Rouss, M. Espalio, E. Bart. FR3, 22 h 35.
* * * Le surréalisme d'une catastrophe qui a détruit l'espèce humaine aux prises avec une communauté d'enfants venus d'ailleurs. Un thème de science-fiction comme prétexte d'une fable sociale qui pose des questions angéliques. Tension originale d'un jeune cinéaste.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

9 h 15 Télématin.
9 h 30 Source de vie.
10 h, Présence protestante.
10 h 30 Le jour du seigneur.

11 h, Messe. En la paroisse de Saint-Jean-de-Cole. Prédication : Père André Lendgen.
12 h, La séquence du spécialiste.
13 h 30 La bonne nuit.
13 h 40 Journal.
14 h 20 Variétés : Billy Smart Circus.
14 h 30 L'Odyssée sous-marin de l'équipe Cousteau.
15 h 50 Les 100 plus de l'été.
15 h 30 Tercé.
15 h 45 Série : La Couronne du diable.
16 h 35 Comédie musicale : Paris-Vichy.
Béat. A. Révé, Bertrand. Avec D. Volle, S. Desmarte, J.-P. Aumont.
Poésie subtile, amour, admiration cachée dans un hôtel de Vichy.
19 h 10 Dessins animés.
19 h 25 Série : Les floues de la fortune.
Béat. T. Erbat.
19 h 30 Les animaux du monde. Comédies et romans.
20 h Journal.
20 h 30 Cinéma : L'Alia ou la cuisine. Film de C. Zidi.
22 h 10 Concert : Concerto pour piano opus 15. de E. Grieg, par l'Orchestre symphonique de Londres sous la direction d'A. Previn.
22 h 45 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h Récré A2 à table.
13 h 45 Journal.
14 h 20 Série : Le retour du Saint.
14 h 30 Document : Un monde différent.
Sur la piste des grands stapes. Béat. Y. Kouti.
15 h Magie de la danse. Les débuts magiques.
16 h 5 Cirque du monde : Le cirque municipal de Budapest.

« Les aventures de Lyderic »

MICHEL CRETON
LIT. ALEXANDRE DUMAS
FR3, 20 h 40.
« Les Aventures de Lyderic », conte flamand, réécrit et enrichi par Dumas père, ont les défauts et les charmes d'une auberge espagnole. On y trouve de tout : poucet prodigieux, statue qui pleure, casque qui rend invisible, oiseau-conscience, épée magique, vierge glorieuse — et même une paire de jartelles malignes. « A ce scénario longuet de coïncidences et de rebondissement

« Ténèbres »

participation des disciples du poète, José Giovanni, Alphonse Boudard, Georges Brassens, qui l'évoquent avec simplicité et déconfort, inépuisable dans ce genre d'émulsion, resitue clairement la place de cette poésies dans la littérature française. A la fin d'un week-end, le télé-spectateur, que la perspective d'une rentrée laborieuse assombrit, ne manquera pas de fonder quelques intentions sabbatiques : voler l'argent de poche de son enfant ou tordre le nez de sa belle-mère. En imagination. — M. G.

17 h 5 : Série : Orient Express.
18 h La chasse au trésor.
19 h Stade 2.
20 h Journal.

Un voyage à Carthage, au port de la Goulette près de Tunis, avec la participation de l'archéologue Abdelhak Beshiaoui et de Serge Reggiani.
23 h 30 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h Série : La malédiction du Kras Puszta.
N° 8 : Le grand jeu. L'énigme, le mystère, meurtres sur une plage de Java.
20 h 30 Un comédien in un auteur. M. Creton lit A. Dumas. (Lire notre sélection.)
21 h 30 Journal.
21 h 45 L'invité de FR3 : F. Villon. (Lire notre sélection.)
22 h 35 Cinéma de minuit (cycle FR3 et le cinéma) : Demain, les mêmes. De J. Fourtelle.

FRANCE-CULTURE

7 h 15, Horizon : Magazine religieux.
7 h 40, L'université radiophonique : L'Université internationale : J. Jaspers, entretiens avec J. Herach.
8 h, Orthodoxie et christianisme oriental.
8 h 30, Protestantisme.
9 h 10, Écoute libre.
9 h 40, Divers aspects de la pensée contemporaine : L'Union rationnelle.
10 h, Messe en la cathédrale de Saint-Brieuc.
11 h, La musique et les mots : Liszt et ses poètes (Dante).
12 h, 5, Agora : L'écume avec H. Breil-Lankoff.
12 h 40, Livre parcouru variétés.
13 h 30, Fœtilisation : Les chemins de la liberté de J.-P. Sartre.
14 h, Yokai Yokai, les secrets sont toujours là : Nuits magiques d'avril 1981.
15 h 20, Spécial Prix Italia : Documentaire 1979, par R. Farabet. J'ai cru que la montagne s'ébranlait, par N. Bjelke et Z. Korte;

L'al-jé bien descendu, l'avon-nous bien monté ? par E. Farabet et les Auteurs : Blood business, par E. Farabet ; Dual avec légende, par J. Dars ; L'urbanisme 1981, par S. Horden, S. Washam, T. Mekenna, R. Bronstein ; Tableaux d'une exposition, par E. Mortier ; Près de chez moi, par A. Orr ; Giochi di fantail, par G. Pressburger.
19 h 15, Farolles et écrits du bocage : Les patiences du bord de l'eau.
20 h 4, Martin et la France.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Concert promenade : Musique viennoise et musique légère. (Wranitzky, Offenbach, R. Strauss, Kalman, Weber, Alfvén, Lanner).
7 h 30, Chorales d'Europe : Chœur Orphée d'Orléans (de Lema, Dalpé, Saint-Seu, Poulenc, Bartok).
8 h, Polyphonie d'été : La délia des cloches (Bachmann) ; la grande polyphonie de l'été (Schubert, Beethoven, Xenakis, J.-S. Bach).
11 h, Festival de Salzbourg 1981 : Matinée Mozart, en direct du Mozarteum par l'Orchestre du Mozarteum, dir. : G. Wimmerberg.
13 h 5, Jazz vivant : Esquive de janvier 1945.
14 h, Tel quel en lui-même : Les enseignements du « 5 Concerto », de Beethoven.
16 h, Polyphonie de l'été : Opéra David et Jonathan, de Charpentier ; « Concerto pour hautbois et orchestre », de R. Strauss.
18 h 45, Festival de Salzbourg 1981 (échanges internationaux) : L'Orchestre philharmonique de Vienne et les Chœurs du Staatsoper de Vienne, dir. : J. Levine, sol. : C. Maffittano, A. Howells, J. Tallon, R. Corazza, J. van Dam, P. Domingo interprètent « Les Contes d'Hoffmann » d'Offenbach.
22 h 30, Ouvert la nuit : Les week-ends de la francophonie (Canada), résonances du passé et du présent (Symonds, Peterson, Schaefer).

سكندرية من الاصل

RANCO

Jeudi 27 août

Un film

MARSEILLE CONTRAT

Film franco-anglais de Robert Parrish (1974), avec M. Caine, A. Quinn, J. Mason, M. Keaton, M. Sontag, C. Rourke.
PR 3, 20 h 30.
« La police française ne fait pas bonne figure dans cette sombre histoire de trafic de drogue dirigée à Marseille par un notable. Un tueur international (de charnel) se montre plus efficace : Robert Parrish a tourné, avec une technique impeccable, des scènes de poursuites, une course de voitures, des meurtres et des fusillades évidemment spectaculaires.

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 25 Série : Cher inspecteur.
13 h Journal.
14 h 25 Série : La probière s'amuse.
15 h 25 L'été en plus.

16 h 45 Croque vacances.
17 h 50 Génération 1 : Jeunes comédiens et comédiennes.
18 h 5 Série : Caméra au poing.
19 h 20 L'été en plus.
19 h 45 Emissions régionales.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Claudine s'en va.
21 h 35 Série : Claudine s'en va.
22 h 35 Série : Claudine s'en va.
23 h 35 Série : Claudine s'en va.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Série : Les amours des années grises.
12 h 45 Journal.
13 h 45 Série : A2.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h Sports A2.
16 h Récit A2.
17 h 30 C'est la vie.
18 h 30 C'est la vie.
19 h 30 C'est la vie.
20 h 30 C'est la vie.
21 h 30 C'est la vie.
22 h 30 C'est la vie.
23 h 30 C'est la vie.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 40 Pour les jeunes.
20 h 30 Cinéma : « Marseille contrait » de R. Parrish.
21 h 30 Cinéma : « Marseille contrait » de R. Parrish.
22 h 30 Cinéma : « Marseille contrait » de R. Parrish.
23 h 30 Cinéma : « Marseille contrait » de R. Parrish.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Colportages : Les animaux modifiés (le sanglier) ; 8 h 25. Le réveil du réveil ; 9 h 32. Actualité : Nouveau portrait d'un chevalier ; 9 h 37. Bibliopolis : 10 h. Un mois en Bourgogne ; 11 h 2. Après le groupe des cinq : Le cercle de la culture ; 11 h 30. Arts et métiers de France : 12 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 13 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 14 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 15 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 16 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 17 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 18 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 19 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 20 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 21 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 22 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 23 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. Entrée des artistes : America Show (Ives, Morton, Moss, Joplin).
7 h 30. Anthologie du mois : La mélodie française (Chopin).
8 h 10. Kiosque.
9 h 30. Les grands de ce monde : Les pianistes du lied (Mozart, Brahms).
11 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
13 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
15 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
17 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
19 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
21 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
23 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).

Rappel des émissions

Mercredi 19 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20 h Journal.
20 h 30 Tirage du lot.
20 h 35 Météo d'un chef d'orchestre : Hommage à Karl Böhm.
21 h 40 Téléfilm : « L'homme de Hambourg ».
22 h 40 Document : « L'homme de Hambourg ».
23 h 40 Document : « L'homme de Hambourg ».

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

20 h Journal.
20 h 25 Variétés : Johnny Hallyday en concert.
21 h 40 On n'a pas tous les jours vingt ans.
22 h 45 Document : « L'homme de Hambourg ».
23 h 45 Document : « L'homme de Hambourg ».

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

20 h Les jeux.
20 h 30 Cinéma : Capitaine de Castille.
21 h 30 Cinéma : Capitaine de Castille.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Colportages : Les animaux modifiés (le sanglier) ; 8 h 25. Le réveil du réveil ; 9 h 32. Actualité : Nouveau portrait d'un chevalier ; 9 h 37. Bibliopolis : 10 h. Un mois en Bourgogne ; 11 h 2. Après le groupe des cinq : Le cercle de la culture ; 11 h 30. Arts et métiers de France : 12 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 13 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 14 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 15 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 16 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 17 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 18 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 19 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 20 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 21 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 22 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 23 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. Entrée des artistes : America Show (Ives, Morton, Moss, Joplin).
7 h 30. Anthologie du mois : La mélodie française (Chopin).
8 h 10. Kiosque.
9 h 30. Les grands de ce monde : Les pianistes du lied (Mozart, Brahms).
11 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
13 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
15 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
17 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
19 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
21 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
23 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).

Jeudi 20 août

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

12 h 25 Série : Au nom de la loi.
13 h Journal.
13 h 35 Série : La croisière s'amuse.
14 h 25 Histoire du cinéma français par ceux qui l'ont fait.
15 h 30 L'été en plus.
16 h 45 Croque vacances.
17 h 50 Génération 1 : Jeunes comédiens et comédiennes.
18 h 5 Série : Caméra au poing.
19 h 20 L'été en plus.
19 h 45 Emissions régionales.
20 h Journal.
20 h 35 Série : Claudine s'en va.
21 h 35 Série : Claudine s'en va.
22 h 35 Série : Claudine s'en va.
23 h 35 Série : Claudine s'en va.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

12 h 30 Série : Les amours des années grises.
12 h 45 Journal.
13 h 45 Série : A2.
14 h Aujourd'hui madame.
15 h Sports A2.
16 h Récit A2.
17 h 30 C'est la vie.
18 h 30 C'est la vie.
19 h 30 C'est la vie.
20 h 30 C'est la vie.
21 h 30 C'est la vie.
22 h 30 C'est la vie.
23 h 30 C'est la vie.

FRANCE-CULTURE

7 h 2. Colportages : Les animaux modifiés (le sanglier) ; 8 h 25. Le réveil du réveil ; 9 h 32. Actualité : Nouveau portrait d'un chevalier ; 9 h 37. Bibliopolis : 10 h. Un mois en Bourgogne ; 11 h 2. Après le groupe des cinq : Le cercle de la culture ; 11 h 30. Arts et métiers de France : 12 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 13 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 14 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 15 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 16 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 17 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 18 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 19 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 20 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 21 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 22 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture ; 23 h 30. Fenillette : Les chemins de la culture.

FRANCE-MUSIQUE

6 h. Entrée des artistes : America Show (Ives, Morton, Moss, Joplin).
7 h 30. Anthologie du mois : La mélodie française (Chopin).
8 h 10. Kiosque.
9 h 30. Les grands de ce monde : Les pianistes du lied (Mozart, Brahms).
11 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
13 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
15 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
17 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
19 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
21 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).
23 h 30. Concert : Festival des Flânettes, The Consort of Musicke (Mozart, Vivaldi, Bach, Haendel).

Mme Cotta confirme le lancement prochain de douze radios locales

Mme Michèle Cotta, président-directeur général de Radio-France a confirmé, lors d'une conférence de presse donnée mardi 18 août dans les locaux de Radio-France à Laval, la création de douze nouvelles radios locales en 1982 et le lancement d'un programme prévoyant vingt créations par an de telles radios à partir de 1983.
Mme Cotta s'est refusée à revenir sur la polémique qu'a récemment soulevée à la Guyane, le P-DG de FR3 (le Monde des 14 et 15 août). Ce dernier avait en effet, dans une interview publiée par l'hebdomadaire l'été 7 jours, qualifié de « provocatrice et irresponsable » l'initiative du président de Radio-France, qui venait d'annoncer son projet. Mme Cotta avait alors répondu que deux adjectifs à M. Thoméas n'ont rien de précis : « La mission de FR3, orientée vers la télévision, n'est pas du tout la même que celle de Radio-France. Le problème se situe tout autrement. »
Puisant allusion à la réforme de l'audiovisuel annoncée par le ministre de la communication, elle a déclaré : « La seule façon de régler le problème est de donner à FR3 et à Radio-France des missions différentes. »
Mme Cotta n'a pas donné de

précisions quant aux secteurs où les douze nouvelles radios locales seront implantées en 1982, mais elle n'a pas écarté l'idée que les faits précèdent un peu la loi qui sera discutée à l'Assemblée nationale lors de la session de printemps. La nouvelle présidente de Radio-France a affirmé que le but était la couverture totale

de l'Hexagone par des radios locales avec statut de services publics, ce qui, selon elle, « limitera l'expansion des radios libres ». Se référant enfin au succès de l'implantation de Radio-France, Mme Cotta a affirmé que « l'expérience de cette station pourra servir aux autres radios locales de Radio-France. »

RADIO LIBRES

Libération conditionnelle

Comme l'avait laissé espérer M. Georges Fillard, ministre de la communication, le brouillage qui empêchait l'écoute des radios libres parisiennes sera levé dans un grand nombre de cas. Mardi 18 août, à 18 heures, sur la bande FM à Paris, seules quatre radios semblaient encore perturbées par les interférences de Radio-France : les stations de Radio-France, qui relèvent actuellement du ministère des postes et télécommunications mais reste la gardienne quasi mystique du monopole, aurait reçu du ministre de la communication une première liste de radios, une centaine, tant parisiennes que provinciales et « libérées », et s'y

emploie maintenant, lentement. Si l'ONF paraît peu enthousiaste pour abandonner son rôle de censure, c'est un geste notable de tolérance qu'ont fait les services de M. Fillard en demandant à brouiller ces gros-là. Reste une seule question : comment vont vivre dans cette période transitoire, comment vont survivre ces petites radios ? Pas de publicité ? Alors, des subventions ? Cela n'est pas prévu. Reste la bonne volonté et le bénévolat : voilà qui ne met guère en cause le monopole des radios : « Il faut que les radios qui sont engagées à respecter, jusqu'au vote d'une nouvelle loi, les normes provisoires établies par le gouvernement : pas de publicité, pas de réseaux et un rayon de diffusion limité à 5 kilomètres (5 kilomètres à l'intérieur desquels l'écoute soit parfaite, ce qui implique, au demeurant, un rayon d'audition sensiblement plus large).

FRANCOPHONES

MARDI 25 AOUT

• TELE-LUXEMBOURG : 20 h 15. Le prince de la nuit. Le film de J.-P. Mocky.
• TELE-MONT-CARLO : 19 h 50. L'été en plus ; 20 h 30. L'été en plus ; 21 h 30. L'été en plus ; 22 h 30. L'été en plus ; 23 h 30. L'été en plus ; 24 h 30. L'été en plus ; 25 h 30. L'été en plus ; 26 h 30. L'été en plus ; 27 h 30. L'été en plus ; 28 h 30. L'été en plus ; 29 h 30. L'été en plus ; 30 h 30. L'été en plus ; 31 h 30. L'été en plus ; 32 h 30. L'été en plus ; 33 h 30. L'été en plus ; 34 h 30. L'été en plus ; 35 h 30. L'été en plus ; 36 h 30. L'été en plus ; 37 h 30. L'été en plus ; 38 h 30. L'été en plus ; 39 h 30. L'été en plus ; 40 h 30. L'été en plus ; 41 h 30. L'été en plus ; 42 h 30. L'été en plus ; 43 h 30. L'été en plus ; 44 h 30. L'été en plus ; 45 h 30. L'été en plus ; 46 h 30. L'été en plus ; 47 h 30. L'été en plus ; 48 h 30. L'été en plus ; 49 h 30. L'été en plus ; 50 h 30. L'été en plus ; 51 h 30. L'été en plus ; 52 h 30. L'été en plus ; 53 h 30. L'été en plus ; 54 h 30. L'été en plus ; 55 h 30. L'été en plus ; 56 h 30. L'été en plus ; 57 h 30. L'été en plus ; 58 h 30. L'été en plus ; 59 h 30. L'été en plus ; 60 h 30. L'été en plus ; 61 h 30. L'été en plus ; 62 h 30. L'été en plus ; 63 h 30. L'été en plus ; 64 h 30. L'été en plus ; 65 h 30. L'été en plus ; 66 h 30. L'été en plus ; 67 h 30. L'été en plus ; 68 h 30. L'été en plus ; 69 h 30. L'été en plus ; 70 h 30. L'été en plus ; 71 h 30. L'été en plus ; 72 h 30. L'été en plus ; 73 h 30. L'été en plus ; 74 h 30. L'été en plus ; 75 h 30. L'été en plus ; 76 h 30. L'été en plus ; 77 h 30. L'été en plus ; 78 h 30. L'été en plus ; 79 h 30. L'été en plus ; 80 h 30. L'été en plus ; 81 h 30. L'été en plus ; 82 h 30. L'été en plus ; 83 h 30. L'été en plus ; 84 h 30. L'été en plus ; 85 h 30. L'été en plus ; 86 h 30. L'été en plus ; 87 h 30. L'été en plus ; 88 h 30. L'été en plus ; 89 h 30. L'été en plus ; 90 h 30. L'été en plus ; 91 h 30. L'été en plus ; 92 h 30. L'été en plus ; 93 h 30. L'été en plus ; 94 h 30. L'été en plus ; 95 h 30. L'été en plus ; 96 h 30. L'été en plus ; 97 h 30. L'été en plus ; 98 h 30. L'été en plus ; 99 h 30. L'été en plus ; 100 h 30. L'été en plus ; 101 h 30. L'été en plus ; 102 h 30. L'été en plus ; 103 h 30. L'été en plus ; 104 h 30. L'été en plus ; 105 h 30. L'été en plus ; 106 h 30. L'été en plus ; 107 h 30. L'été en plus ; 108 h 30. L'été en plus ; 109 h 30. L'été en plus ; 110 h 30. L'été en plus ; 111 h 30. L'été en plus ; 112 h 30. L'été en plus ; 113 h 30. L'été en plus ; 114 h 30. L'été en plus ; 115 h 30. L'été en plus ; 116 h 30. L'été en plus ; 117 h 30. L'été en plus ; 118 h 30. L'été en plus ; 119 h 30. L'été en plus ; 120 h 30. L'été en plus ; 121 h 30. L'été en plus ; 122 h 30. L'été en plus ; 123 h 30. L'été en plus ; 124 h 30. L'été en plus ; 125 h 30. L'été en plus ; 126 h 30. L'été en plus ; 127 h 30. L'été en plus ; 128 h 30. L'été en plus ; 129 h 30. L'été en plus ; 130 h 30. L'été en plus ; 131 h 30. L'été en plus ; 132 h 30. L'été en plus ; 133 h 30. L'été en plus ; 134 h 30. L'été en plus ; 135 h 30. L'été en plus ; 136 h 30. L'été en plus ; 137 h 30. L'été en plus ; 138 h 30. L'été en plus ; 139 h 30. L'été en plus ; 140 h 30. L'été en plus ; 141 h 30. L'été en plus ; 142 h 30. L'été en plus ; 143 h 30. L'été en plus ; 144 h 30. L'été en plus ; 145 h 30. L'été en plus ; 146 h 30. L'été en plus ; 147 h 30. L'été en plus ; 148 h 30. L'été en plus ; 149 h 30. L'été en plus ; 150 h 30. L'été en plus ; 151 h 30. L'été en plus ; 152 h 30. L'été en plus ; 153 h 30. L'été en plus ; 154 h 30. L'été en plus ; 155 h 30. L'été en plus ; 156 h 30. L'été en plus ; 157 h 30. L'été en plus ; 158 h 30. L'été en plus ; 159 h 30. L'été en plus ; 160 h 30. L'été en plus ; 161 h 30. L'été en plus ; 162 h 30. L'été en plus ; 163 h 30. L'été en plus ; 164 h 30. L'été en plus ; 165 h 30. L'été en plus ; 166 h 30. L'été en plus ; 167 h 30. L'été en plus ; 168 h 30. L'été en plus ; 169 h 30. L'été en plus ; 170 h 30. L'été en plus ; 171 h 30. L'été en plus ; 172 h 30. L'été en plus ; 173 h 30. L'été en plus ; 174 h 30. L'été en plus ; 175 h 30. L'été en plus ; 176 h 30. L'été en plus ; 177 h 30. L'été en plus ; 178 h 30. L'été en plus ; 179 h 30. L'été en plus ; 180 h 30. L'été en plus ; 181 h 30. L'été en plus ; 182 h 30. L'été en plus ; 183 h 30. L'été en plus ; 184 h 30. L'été en plus ; 185 h 30. L'été en plus ; 186 h 30. L'été en plus ; 187 h 30. L'été en plus ; 188 h 30. L'été en plus ; 189 h 30. L'été en plus ; 190 h 30. L'été en plus ; 191 h 30. L'été en plus ; 192 h 30. L'été en plus ; 193 h 30. L'été en plus ; 194 h 30. L'été en plus ; 195 h 30. L'été en plus ; 196 h 30. L'été en plus ; 197 h 30. L'été en plus ; 198 h 30. L'été en plus ; 199 h 30. L'été en plus ; 200 h 30. L'été en plus ; 201 h 30. L'été en plus ; 202 h 30. L'été en plus ; 203 h 30. L'été en plus ; 204 h 30. L'été en plus ; 205 h 30. L'été en plus ; 206 h 30. L'été en plus ; 207 h 30. L'été en plus ; 208 h 30. L'été en plus ; 209 h 30. L'été en plus ; 210 h 30. L'été en plus ; 211 h 30. L'été en plus ; 212 h 30. L'été en plus ; 213 h 30. L'été en plus ; 214 h 30. L'été en plus ; 215 h 30. L'été en plus ; 216 h 30. L'été en plus ; 217 h 30. L'été en plus ; 218 h 30. L'été en plus ; 219 h 30. L'été en plus ; 220 h 30. L'été en plus ; 221 h 30. L'été en plus ; 222 h 30. L'été en plus ; 223 h 30. L'été en plus ; 224 h 30. L'été en plus ; 225 h 30. L'été en plus ; 226 h 30. L'été en plus ; 227 h 30. L'été en plus ; 228 h 30. L'été en plus ; 229 h 30. L'été en plus ; 230 h 30. L'été en plus ; 231 h 30. L'été en plus ; 232 h 30. L'été en plus ; 233 h 30. L'été en plus ; 234 h 30. L'été en plus ; 235 h 30. L'été en plus ; 236 h 30. L'été en plus ; 237 h 30. L'été en plus ; 238 h 30. L'été en plus ; 239 h 30. L'été en plus ; 240 h 30. L'été en plus ; 241 h 30. L'été en plus ; 242 h 30. L'été en plus ; 243 h 30. L'été en plus ; 244 h 30. L'été en plus ; 245 h 30. L'été en plus ; 246 h 30. L'été en plus ; 247 h 30. L'été en plus ; 248 h 30. L'été en plus ; 249 h 30. L'été en plus ; 250 h 30. L'été en plus ; 251 h 30. L'été en plus ; 252 h 30. L'été en plus ; 253 h 30. L'été en plus ; 254 h 30. L'été en plus ; 255 h 30. L'été en plus ; 256 h 30. L'été en plus ; 257 h 30. L'été en plus ; 258 h 30. L'été en plus ; 259 h 30. L'été en plus ; 260 h 30. L'été en plus ; 261 h 30. L'été en plus ; 262 h 30. L'été en plus ; 263 h 30. L'été en plus ; 264 h 30. L'été en plus ; 265 h 30. L'été en plus ; 266 h 30. L'été en plus ; 267 h 30. L'été en plus ; 268 h 30. L'été en plus ; 269 h 30. L'été en plus ; 270 h 30. L'été en plus ; 271 h 30. L'été en plus ; 272 h 30. L'été en plus ; 273 h 30. L'été en plus ; 274 h 30. L'été en plus ; 275 h 30. L'été en plus ; 276 h 30. L'été en plus ; 277 h 30. L'été en plus ; 278 h 30. L'été en plus ; 279 h 30. L'été en plus ; 280 h 30. L'été en plus ; 281 h 30. L'été en plus ; 282 h 30. L'été en plus ; 283 h 30. L'été en plus ; 284 h 30. L'été en plus ; 285 h 30. L'été en plus ; 286 h 30. L'été en plus ; 287 h 30. L'été en plus ; 288 h 30. L'été en plus ; 289 h 30. L'été en plus ; 290 h 30. L'été en plus ; 291 h 30. L'été en plus ; 292 h 30. L'été en plus ; 293 h 30. L'été en plus ; 294 h 30. L'été en plus ; 295 h 30. L'été en plus ; 296 h 30. L'été en plus ; 297 h 30. L'été en plus ; 298 h 30. L'été en plus ; 299 h 30. L'été en plus ; 300 h 30. L'été en plus ; 301 h 30. L'été en plus ; 302 h 30. L'été en plus ; 303 h 30. L'été en plus ; 304 h 30. L'été en plus ; 305 h 30. L'été en plus ; 306 h 30. L'été en plus ; 307 h 30. L'été en plus ; 308 h 30. L'été en plus ; 309 h 30. L'été en plus ; 310 h 30. L'été en plus ; 311 h 30. L'été en plus ; 312 h 30. L'été en plus ; 313 h 30. L'été en plus ; 314 h 30. L'été en plus ; 315 h 30. L'été en plus ; 316 h 30. L'été en plus ; 317 h 30. L'été en plus ; 318 h 30. L'été en plus ; 319 h 30. L'été en plus ; 320 h 30. L'été en plus ; 321 h 30. L'été en plus ; 322 h 30. L'été en plus ; 323 h 30. L'été en plus ; 324 h 30. L'été en plus ; 325 h 30. L'été en plus ; 326 h 30. L'été en plus ; 327 h 30. L'été en plus ; 328 h 30. L'été en plus ; 329 h 30. L'été en plus ; 330 h 30. L'été en plus ; 331 h 30. L'été en plus ; 332 h 30. L'été en plus ; 333 h 30. L'été en plus ; 334 h 30. L'été en plus ; 335 h 30. L'été en plus ; 336 h 30. L'été en plus ; 337 h 30. L'été en plus ; 338 h 30. L'été en plus ; 339 h 30. L'été en plus ; 340 h 30. L'été en plus ; 341 h 30. L'été en plus ; 342 h 30. L'été en plus ; 343 h 30. L'été en plus ; 344 h 30. L'été en plus ; 345 h 30. L'été en plus ; 346 h 30. L'été en plus ; 347 h 30. L'été en plus ; 348 h 30. L'été en plus ; 349 h 30. L'été en plus ; 350 h 30. L'été en plus ; 351 h 30. L'été en plus ; 352 h 30. L'été en plus ; 353 h 30. L'été en plus ; 354 h 30. L'été en plus ; 355 h 30. L'été en plus ; 356 h 30. L'été en plus ; 357 h 30. L'été en plus ; 358 h 30. L'été en plus ; 359 h 30. L'été en plus ; 360 h 30. L'été en plus ; 361 h 30. L'été en plus ; 362 h 30. L'été en plus ; 363 h 30. L'été en plus ; 364 h 30. L'été en plus ; 365 h 30. L'été en plus ; 366 h 30. L'été en plus ; 367 h 30. L'été en plus ; 368 h 30. L'été en plus ; 369 h 30. L'été en plus ; 370 h 30. L'été en plus ; 371 h 30. L'été en plus ; 372 h 30. L'été en plus ; 373 h 30. L'été en plus ; 374 h 30. L'été en plus ; 375 h 30. L'été en plus ; 376 h 30. L'été en plus ; 377 h 30. L'été en plus ; 378 h 30. L'été en plus ; 379 h 30. L'été en plus ; 380 h 30. L'été en plus ; 381 h 30. L'été en plus ; 382 h 30. L'été en plus ; 383 h 30. L'été en plus ; 384 h 30. L'été en plus ; 385 h 30. L'été en plus ; 386 h 30. L'été en plus ; 387 h 30. L'été en plus ; 388 h 30. L'été en plus ; 389 h 30. L'été en plus ; 390 h 30. L'été en plus ; 391 h 30. L'été en plus ; 392 h 30. L'été en plus ; 393 h 30. L'été en plus ; 394 h 30. L'été en plus ; 395 h 30. L'été en plus ; 396 h 30. L'été en plus ; 397 h 30. L'été en plus ; 398 h 30. L'été en plus ; 399 h 30. L'été en plus ; 400 h 30. L'été en plus ; 401 h 30. L'été en plus ; 402 h 30. L'été en plus ; 403 h 30. L'été en plus ; 404 h 30. L'été en plus ; 405 h 30. L'été en plus ; 406 h 30. L'été en plus ; 407 h 30. L'été en plus ; 408 h 30. L'été en plus ; 409 h 30. L'été en plus ; 410 h 30. L'été en plus ; 411 h 30. L'été en plus ; 412 h 30. L'été en plus ; 413 h 30. L'été en plus ; 414 h 30. L'été en plus ; 415 h 30. L'été en plus ; 416 h 30. L'été en plus ; 417 h 30. L'été en plus ; 418 h 30. L'été en plus ; 419 h 30. L'été en plus ; 420 h 30. L'été en plus ; 421 h 30. L'été en plus ; 422 h 30. L'été en plus ; 423 h 30. L'été en plus ; 424 h 30. L'été en plus ; 425 h 30. L'été en plus ; 426 h 30. L'été en plus ; 427 h 30. L'été en plus ; 428 h 30. L'été en plus ; 429 h 30. L'été en plus ; 430 h 30. L'été en plus ; 431 h 30. L'été en plus ; 432 h 30. L'été en plus ; 433 h 30. L'été en plus ; 434 h 30. L'été en plus ; 435 h 30. L'été en plus ; 436 h 30. L'été en plus ; 437 h 30. L'été en plus ; 438 h 30. L'été en plus ; 439 h 30. L'été en plus ; 440 h 30. L'été en plus ; 441 h 30. L'été en plus ; 442 h 30. L'été en plus ; 443 h 30. L'été en plus ; 444 h 30. L'été en plus ; 445 h 30. L'été en plus ; 446 h 30. L'été en plus ; 447 h 30. L'été en plus ; 448 h 30. L'été en plus ; 449 h 30. L'

حکومت الاصل

SOCIAL

Propositions de la C.G.T. pour l'emploi des jeunes « Il faut supprimer les agences d'interim »

Le débat sur la formation professionnelle sera, lorsqu'il s'agira d'accueillir à la rentrée huit cent mille jeunes sur le marché de l'emploi, de nouveau à l'ordre du jour. Une enquête du Centre d'études et de recherche sur les qualifications (CERQ), portant sur un échantillon de quatre-vingt-quatre mille apprentis vient de paraître à ce sujet, tandis qu'un « plan d'urgence pour l'accès à la qualification et à l'emploi » est proposé par la C.G.T. qui dénonce le « détournement par les employeurs des précédents pactes pour l'emploi ».

L'apprentissage, qui se déroule actuellement, ne débouche pas forcément sur un emploi, mais surtout ne garantit pas l'accès à un métier : ce sont les conclusions qu'il faut tirer de l'enquête du CERQ.

En effet, d'une part seuls 40 % des garçons et 29 % des filles sont gardés dans l'entreprise où ils ont effectué leur apprentissage, d'autre part, la fuite hors de la spécialité d'apprentissage des anciens apprentis varie selon les spécialités initiales de 15 % à 54 %. Cependant, si l'on compare les taux de chômage des apprentis et ceux de la population scolaire de même niveau, on note une différence de 21 % à 28 % en faveur des apprentis.

■ F.O. : il faut rechercher des solutions européennes pour lutter contre le chômage. « La persistance des effets de la crise économique mondiale doit inciter plus que jamais à la recherche de solutions à dimension européenne », déclare F.O. après la publication des résultats de la enquête sur le chômage. F.O. estime que « compte tenu de l'ampleur et de la profondeur de la crise, il serait illusoire d'imaginer que des remèdes ayant uniquement un caractère national pourront apporter une réponse au problème de l'emploi (...) ». « Une concertation au niveau international s'impose, et en cela la confédération Force ouvrière continuera à militer pour l'idée des Etats-Unis d'Europe. »

■ Réintégration à la S.N.C.F. de quatre élèves conducteurs du centre de Trappes (Yvelines) : MM. Lemer, Lopeas, Pierre et Reutier, dont le licenciement avait été accepté, en avril dernier, par l'inspection du travail. Selon les syndicats, ils seraient sanctionnés sous le prétexte qu'ils ont dépassé leurs heures de service. Ils ne consacraient pas assez de temps à la préparation de leurs examens. Selon la direction, les résultats de ces élèves, jugés insuffisants, ont conduit à leur licenciement. Le licenciement des quatre agents avait finalement été confirmé en appel le 29 juillet. « Dans un esprit de bienveillance », indiquent-ils à la S.N.C.F. la réintégration de fait, survenue entre-temps, n'est pas remise en cause. »

■ Au G.A.N. : Licencié le 19 mars 1979 sur l'autorisation de M. Boulin, ministre du travail de l'époque, un délégué syndical du Groupe des assurances nationales (G.A.N.) à la Défense, M. Jean-Claude Bourdier, vient de recevoir une lettre du directeur du personnel lui annonçant que des démarches sont en cours pour sa réintégration dans l'entreprise. M. Bourdier avait été mis à pied puis licencié après que le P.D.G. et deux directeurs du G.A.N. eurent été retenus plusieurs heures, le 2 février 1979, par une partie du personnel qui réclamait des augmentations de salaires. Le 7 avril dernier, le tribunal administratif avait annulé ce licenciement, mais la direction n'avait pas, semble-t-il, appliqué ce jugement.

■ M. Thierry Jeantet, membre du secrétariat national du M.R.G., estime que « l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de près de 26 % en un an est le résultat de la politique barbare dont les effets ne pourraient être immédiatement corrigés. »

Face à cette situation, Mlle Jeanine Marest, secrétaire confédérale de la C.G.T., estime que « de nouvelles dispositions doivent être prises par le gouvernement pour que la jeunesse puisse réellement vivre et travailler autrement ».

Rappelant les propositions faites par la C.G.T. pour l'emploi : « remplacement des salariés quittant l'entreprise, suppression des formes d'emplois précaires, titularisation des auxiliaires, vacataires et contractuels, embauche définitive des contrats de durée indéterminée, des stagiaires du pacte pour l'emploi et des intérimaires », Mme Marest préconise, au nom de ce syndicat, le renforcement du contrôle syndical dans les entreprises afin de garantir l'efficacité des mesures de formation des jeunes et leur insertion dans le monde du travail.

« Les pactes nationaux pour l'emploi servent l'intérêt direct du patronat et instituent la précarité de l'emploi des jeunes », déclare-t-elle. « Certaines entreprises y trouvent une manière commode et économique de recruter des salariés dont elles auraient de toute façon besoin. » Aussi les responsables de la C.G.T. proposent-ils une embauche préalable des jeunes en formation dans les entreprises, une qualification systématique, complète et reconnue pour ceux qui sortent du cycle de scolarité obligatoire, une garantie des ressources pour cette période de formation-insertion.

Insistant sur les méfaits du travail intérimaire, les cégétistes ont affirmé : « Il faut supprimer les agences d'interim, véritables négriers des temps modernes », ajoutant que « 70 % des jeunes ont déclaré avoir recouru au travail intérimaire parce qu'ils n'avaient pas le choix ». La création d'un monopole du service public pour la collecte et la diffusion des offres d'emploi est à cette fin évoquée dans le plan de la C.G.T.

La régularisation des « sans-papiers »

La C.G.T. et la C.F.D.T. APPROUVENT LA CIRCULAIRE

La C.G.T. estime que la circulaire interministérielle sur la régularisation des « sans-papiers » (le Monde du 13 août) est une mesure « positive ». Elle souhaite toutefois que le cas des immigrés actuellement privés d'emploi ou travaillant par intermittence fasse l'objet d'une réponse favorable, et que le critère de date d'entrée en France avant le 1^{er} janvier dernier — l'impossibilité de l'appliquer — ne soit pas un refus systématique. La C.G.T. demande aussi que des sanctions soient appliquées « à l'égard de l'employeur » contre des patrons qui refuseraient de procéder aux démarches administratives ou qui, tout en déclarant les immigrés, les empêcheraient d'obtenir le statut d'immigrés qu'ils emploient clandestinement.

La C.F.D.T., pour sa part, déclare que les mesures qui viennent d'être prises représentent « la bonne voie » et marquent une étape dans la lutte contre l'emploi illégal. Pour la centrale de M. Maire, cette circulaire est satisfaisante car « elle va enfin permettre à des milliers de travailleurs immigrés, qui disposent aujourd'hui ou disposeront demain d'un emploi, de sortir de la clandestinité et d'obtenir le statut d'immigrés ». Elle invite à accorder des contrats de travail aux immigrés concernés. La C.F.D.T. regrette cependant que la date du 1^{er} janvier, et non celle du 21 mai — retenue pour la loi d'amnistie — ait été choisie comme seuil d'ancienneté.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
\$ E.-U.	5,9300 5,9300	- 50	- 120 - 50	- 270 - 240
S. can.	4,8880 4,8950	- 170 - 180	- 350 - 200	- 750 - 550
Yen (100)	2,5800 2,5900	+ 200 + 200	+ 400 + 500	+ 1.150 + 1.400
D.M.	2,3500 2,3600	+ 85 + 130	+ 180 + 230	+ 450 + 650
Florin	2,1430 2,1465	+ 50 + 100	+ 100 + 150	+ 400 + 500
F.R. (100)	14,0200 14,0400	+ 100 + 120	+ 120 + 150	+ 300 + 400
S. S.	2,7220 2,7300	+ 180 + 250	+ 380 + 450	+ 1.050 + 1.150
L. (1 000)	4,7700 4,7850	- 750 - 850	- 1.400 - 1.300	- 3.200 - 2.900
S. franc.	10,8900 10,8700	+ 250 + 400	+ 350 + 750	+ 1.000 + 2.000

TAUX DES EURO-MONNAIES

	11 3/4	12 1/4	12	12 1/2	12	12 1/2	12	12 1/2
\$ E.-U.	18 1/4	18 3/4	17 1/2	18	18	18 1/2	18 1/2	19
Florin	25	N.C.	12 1/4	13 1/4	13 1/4	13	13	13 1/2
F.R. (100)	2	3	8 3/8	8 1/4	8 3/4	9	9 1/2	9 1/2
L. (1 000)	N.C.	N.C.	35	35	35	35	36	36
S. franc.	13 1/4	13 3/4	13 1/2	14	14 1/2	14 1/2	15 1/2	15 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises tels qu'ils étaient indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AFFAIRES

A l'occasion d'une réorganisation du ministère

M. Jean-Pierre Souviron quitterait la direction générale de l'industrie

Le ministre de l'Industrie, M. Pierre Dreyfus, devrait annoncer une réorganisation des services du ministère, qui se traduirait par une transformation de la direction générale de l'industrie et le départ de son directeur, M. Jean-Pierre Souviron.

La D.G.I. aura donc vécu ce que durent les septennats pulvérisés en septembre 1974 que M. Michel d'Ornano, alors ministre de l'Industrie et de la Recherche, décidait de créer dans ce ministère une « structure horizontale ». Cette D.G.I. « chapeautant » les traditionnelles directions techniques avait également pour mission de résoudre les problèmes intersectoriels et de réfléchir sur les actions à long terme. A l'époque, cette réorganisation avait également été l'occasion de supprimer la délégation à l'Informatique.

Le premier directeur général de l'industrie fut M. Eudes de l'Écluse II y restera près de trois ans, pour partir ensuite dans le groupe Dassault-Breguet. Son remplaçant, en juillet 1977, sera le directeur de la direction des industries mécaniques (DIME), M. Claude Bangerand. M. Monory avait alors choisi un « technicien » de préférence à un « politicien ».

Le choix de M. André Giraud, en septembre 1978, fut tout autre. En nommant M. Jean-Pierre Souviron à la D.G.I., il choisissait plus qu'un politicien, un stratège passionné de prospective et de stratégie industrielle. Cet X-Mines âgé de quarante-trois ans a été très marqué par son passage en 1973-1974 au cabinet de M. Michel Jobert, alors ministre des affaires étrangères. Pendant quatre ans, il fera ensuite tandem comme directeur des affaires industrielles et internationales à la direction générale des télécommunications avec M. Gérard Thery. En septembre 1978, il est

nommé directeur général de l'Industrie.

Ce grand commis de l'Etat ne se fera pas des amis, notamment dans les milieux d'affaires. Son volontarisme, teinté d'autoritarisme, ne sera pas toujours du goût de tous. D'autant qu'il est souvent pincé d'un point de vue castillien, l'homme étant doté d'un solide sens de l'humour. Agissant en étroite symbiose avec son ministre, M. Souviron va tenter de doter la France d'un solide sens de l'industrie, du moins de quelques grandes lignes de force. Compte tenu de l'environnement qui était le sien, il ne se sentira pas tout à fait fait, trop mal de cet exercice. Il sera notamment à l'origine de la création du Comité de développement des industries stratégiques (CODIS). Il négociera le remplacement dans C.I.L.-Honeywell-Bull de la C.G.E. par Saint-Gobain, et sera également le promoteur d'un plan DIMEI (direction de l'Industrie Mécanique et de l'Énergie).

Les nouvelles attributions du ministre de l'Industrie et la forte personnalité de son directeur de cabinet, M. Le Pion, rendaient difficile la tâche de M. Souviron. Le D.G.I. et le départ de M. Souviron. Amputé d'une partie de ses activités technologiques (passées chez M. Chevenement), fleuron d'un ministre délégué pour l'énergie, le ministre de l'Industrie et son directeur de cabinet n'avaient apparemment pas l'intention de déléguer l'action industrielle du ministère à une D.G.I. toute-puissante, dont le directeur est doté, lui aussi, d'une forte personnalité.

Le D.G.I. sera donc transformée en une direction générale de la stratégie industrielle. Son directeur n'aurait plus autorité sur les directions opérationnelles — genre activité de conseil — et de l'Informatique. — ses activités internationales seraient rattachées à la délégation à l'action extérieure du ministère et sa direction de l'Industrie du ministère à une D.G.I. toute-puissante, dont le directeur est doté, lui aussi, d'une forte personnalité.

La D.G.I. sera donc transformée en une direction générale de la stratégie industrielle. Son directeur n'aurait plus autorité sur les directions opérationnelles — genre activité de conseil — et de l'Informatique. — ses activités internationales seraient rattachées à la délégation à l'action extérieure du ministère et sa direction de l'Industrie du ministère à une D.G.I. toute-puissante, dont le directeur est doté, lui aussi, d'une forte personnalité.

LA DIRECTION DE BRITISH LEYLAND ENVISAGE DE GELER LES SALAIRES OUVRIERS

La firme automobile British Leyland, qui se consacre à un cycle de perturbation, B.L. vient d'avertir, par lettres, les trente mille ouvriers de sa division voitures individuelles que sa situation financière ne permet pas de procéder à des augmentations de salaire cette année.

B.L., en effet, s'apprête à annoncer un déficit de 250 millions de livres, soit 2,5 milliards de francs, pour le premier semestre 1981. L'an dernier, ce déficit pour la même période avait été de 181 millions de livres (1,8 milliard de francs) et de 387,5 millions de francs (4,96 milliards de francs) pour l'année.

Les syndicats doivent présenter la semaine prochaine leurs revendications pour 1981-1982. Celles-ci porteront notamment sur une hausse des salaires allant jusqu'à 25 %, justifiée, selon les délégués, par la faiblesse des augmentations salariales des trois dernières années, inférieures environ de moitié à l'inflation. L'augmentation n'avait été que de 6,5 %. La tentative de la direction d'imposer un gel des salaires ouvriers ne pourrait qu'exacerber de conflit, estiment les syndicats.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERTECHNIQUE

DISTRIBUTION D'ACTION GRATUITES

Le conseil d'administration de la société, usant de l'autorisation accordée par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 3 juin 1979, a décidé d'augmenter le capital social par incorporation d'une somme de 7.223.900 F prélevée sur le poste « Prime d'émission » pour le porter de 36.119.700 F à 43.343.600 F et par l'émission de 72.239 actions nouvelles au nominal de 100 F, jouissance du 27 janvier 1980.

Ces actions nouvelles seront attribuées gratuitement aux propriétaires des 100 actions existantes, à raison d'une action nouvelle pour cinq anciennes.

Ces actions seront délivrées à partir du 24 août 1981 par les établissements suivants : Banque Rivaud ; Banque Rothschild ; Crédit Lyonnais ; Société Générale ; Banque Nationale de Paris.

Ainsi que dans les succursales et agences de ces établissements en France : Pour les titres nominatifs, sur simple présentation des certificats pour estampillage ; Pour les actions au porteur, contre remise du coupon n° 31 ou de vivement de droits délivrés par la Société.

Une notice concernant cette opération a été publiée au « Bulletin des annonces légales obligatoires » du 3 août 1981.

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

Le tribunal de commerce de Lille a rejeté les requêtes présentées le 31 juillet dernier par le comité central d'entreprise de Boussac-Saint-Frères et par la Fédération Faculter C.F.D.T. Elles ont été jugées irrecevables sur le fond.

Le comité d'entreprise et la C.F.D.T. avaient demandé la rétractation de la mise en régie judiciaire de B.S.F. décidée par le tribunal de commerce de Lille, ou sinon l'extension de cette mesure à tout le groupe. Ils justifiaient cette demande par le fait que l'état de cessation de paiement de B.S.F. n'était pas manifeste puisque le groupe Agache-Willot avait garanti sa filiale à hauteur d'un demi-milliard de francs.

Le tribunal a estimé qu'« en l'état actuel du droit », ni le comité d'entreprise ni la Fédération Faculter C.F.D.T. n'avaient qualité pour intervenir dans une procédure judiciaire en cours ».

Togata, premier constructeur automobile japonais, prévoit une augmentation de 32 % de la demande automobile mondiale d'ici à la fin de l'année. Cette déclaration fait suite au processus d'industrialisation des pays en voie de développement. Sur les cinquante-quatre millions de véhicules dans le monde au début de 1980, quarante et un millions seront des voitures de tourisme, le marché automobile mondial étant appelé à se développer principalement en Asie, en Afrique, en Amérique latine et en Afrique, alors que le taux d'augmentation des marchés européens et américains subira un tassement considérable, prévoit la firme japonaise.

Banques

M. Masao Fujioke, conseiller au ministère japonais des finances et à l'Exim Banque japonaise, vient d'être élu président de la Banque asiatique de développement. La BAD est installée à Manille, M. Fujioke est âgé de cinquante-six ans. Il prendra ses fonctions pour cinq ans le 24 novembre prochain et sera le quatrième président de la BAD.

La Banque de Paris et des Pays-Bas a décidé de réimplanter en Irlande, à Dublin, ses bureaux pour les investisseurs européens et américains, en créant une banque locale avec le groupement financier irlandais J.F. & J. Scurry. Ce dernier détenait la Banque de l'Irlande, une filiale londonienne et à une association locale avec Warburg, l'une des principales banques d'affaires britanniques.

La banque californienne American City Bank a annoncé son rachat de la banque de Singapour United Overseas Bank pour la somme de 88 millions de dollars. Cette dernière dispose de 3,6 milliards de dollars sous forme d'avoirs bancaires, ceux d'American City Bank s'élevaient à 410 millions de dollars environ.

Le produit intérieur brut (P.I.B.) de la Grande-Bretagne a baissé de 0,50 % au deuxième trimestre comme au premier trimestre. Par rapport au deuxième trimestre 1980, la baisse est de 0,3 % (indice 1984 contre 100 en 1975). C'est le plus bas niveau enregistré depuis cinq ans.

La Banque de France a annoncé son rachat de la banque de Singapour United Overseas Bank pour la somme de 88 millions de dollars. Cette dernière dispose de 3,6 milliards de dollars sous forme d'avoirs bancaires, ceux d'American City Bank s'élevaient à 410 millions de dollars environ.

Le produit intérieur brut (P.I.B.) de la Grande-Bretagne a baissé de 0,50 % au deuxième trimestre comme au premier trimestre. Par rapport au deuxième trimestre 1980, la baisse est de 0,3 % (indice 1984 contre 100 en 1975). C'est le plus bas niveau enregistré depuis cinq ans.

La Banque de France a annoncé son rachat de la banque de Singapour United Overseas Bank pour la somme de 88 millions de dollars. Cette dernière dispose de 3,6 milliards de dollars sous forme d'avoirs bancaires, ceux d'American City Bank s'élevaient à 410 millions de dollars environ.

Le produit intérieur brut (P.I.B.) de la Grande-Bretagne a baissé de 0,50 % au deuxième trimestre comme au premier trimestre. Par rapport au deuxième trimestre 1980, la baisse est de 0,3 % (indice 1984 contre 100 en 1975). C'est le plus bas niveau enregistré depuis cinq ans.

La Banque de France a annoncé son rachat de la banque de Singapour United Overseas Bank pour la somme de 88 millions de dollars. Cette dernière dispose de 3,6 milliards de dollars sous forme d'avoirs bancaires, ceux d'American City Bank s'élevaient à 410 millions de dollars environ.

Le produit intérieur brut (P.I.B.) de la Grande-Bretagne a baissé de 0,50 % au deuxième trimestre comme au premier trimestre. Par rapport au deuxième trimestre 1980, la baisse est de 0,3 % (indice 1984 contre 100 en 1975). C'est le plus bas niveau enregistré depuis cinq ans.

La Banque de France a annoncé son rachat de la banque de Singapour United Overseas Bank pour la somme de 88 millions de dollars. Cette dernière dispose de 3,6 milliards de dollars sous forme d'avoirs bancaires, ceux d'American City Bank s'élevaient à 410 millions de dollars environ.

L'Amsterdam American Bank (A.A.B.), filiale de la Mid American Credit Corporation of Panama, a été mise sous séquestre par le tribunal d'Amsterdam, à la demande de la Banque centrale des Pays-Bas, après l'octroi de crédits non provisionnés. Deux administrateurs judiciaires ont été désignés par le tribunal pour régler les affaires courantes de cette banque, qui se consacrait essentiellement au financement d'opérations commerciales avec l'Amérique latine.

Etranger

BELGIQUE

La récession en Belgique. — Dans son rapport sur l'économie belge en 1981, la direction générale des études du ministère des affaires économiques estime que « si le plancher de la récession a été atteint en Belgique, une faible croissance en 1981 n'apparaît que peu vraisemblable ». Ce rapport indique que le chômage (trois cent soixante-dix-sept mille chômeurs indemnisés fin 1980) reste le principal problème, mais souligne le double déséquilibre fondamental de la balance des paiements, et des finances publiques, problème dont « la solution demeure une œuvre de longue haleine ».

ETATS-UNIS

Le taux d'utilisation des capacités de production industrielles aux Etats-Unis a diminué de 0,1 % en juillet et s'est inscrit à 80,5 %. Ce taux qui avait déjà diminué de 0,5 % en juin, est le plus faible enregistré depuis novembre 1980. Il avait atteint un maximum en mai dernier à 80,3 %.

Le président Ronald Reagan a déclaré mardi 18 août à Los Angeles que le déficit budgétaire américain pour l'année budgétaire 1982 ne dépasserait pas le chiffre prévu de 44 milliards de dollars. Cette déclaration fait suite à des rumeurs selon lesquelles le déficit budgétaire pour l'année 1982 atteindrait au moins 50 milliards de dollars. — (A.F.P.)

GRANDE-BRETAGNE

Le produit intérieur brut (P.I.B.) de la Grande-Bretagne a baissé de 0,50 % au deuxième trimestre comme au premier trimestre. Par rapport au deuxième trimestre 1980, la baisse est de 0,3 % (indice 1984 contre 100 en 1975). C'est le plus bas niveau enregistré depuis cinq ans.

Social

F.O. demande que la prime de transport soit portée à 55 F en région parisienne. Les syndicats du relèvement du coût de la carte de métro, passée de 7,20 F en 1978 à 16 F en juillet 1981, M. André Bergeron a adressé une lettre à M. Charles Fiterman, ministre des transports, demandant la revalorisation de l'indemnité de transport attribuée aux salariés de la région parisienne afin qu'elle soit portée de 22 F à 55 F. Le dirigeant Force ouvrière rappelle au ministre des transports qu'il y a cinq ans cette indemnité couvrait un peu plus de trois cartes de métro, tandis qu'actuellement elle représente « à peine une carte plus un tiers ».

SEITA : le personnel boycotte les cigarettes étrangères. — En raison du gonflement des stocks de Gitanes, deux cent vingt ouvriers de l'usine SEITA de Châteaufort (Indre) sont en chômage depuis le lundi 17 août pour trois semaines. Ce même jour, ainsi que mardi, une manifestation d'ouvriers se sera opposée à la sortie de camions de cigarettes étrangères, qui devaient être distribuées sur le marché français.

Occupation de l'usine France près de Rouen. L'usine France à Sohierville-lès-Rouen (Seine-Maritime) est occupée depuis lundi soir 17 août par son personnel, en chômage technique depuis le mois de juin. Les salariés dans la fabrication de pétroliers et de chaudières, l'entreprise, qui dépend de la Société générale de fondation, a été fermée jusqu'à mille deux cents salariés avant de voir ses effectifs diminuer pour atteindre progressivement une centaine de personnes. Selon la C.G.T., les ouvriers ont voulu « garder leur outil de travail et le mettre en lieu sûr », alors que la direction s'apprêtait à déménager le matériel.

La C.F.T.C. : la politique sociale risque d'être ruinée par la hausse des prix. — La commission exécutive de la C.F.T.C. estime qu'il est d'urgence de se pencher sur le rythme actuel de hausse des prix qui ruine l'effet de toutes les mesures sociales récentes. « Le S.M.I.C. est de nouveau en danger et nous les salariés de salaires à réviser », souligne la commission qui s'est réunie lundi 17 août. Elle ajoute que « le personnel ignore que les périodes d'inflation accidentelles entraînent toujours par des programmes de rigueur, qui ne pourraient qu'aggraver une situation de l'emploi déjà dramatique ». Après avoir rappelé qu'elle avait condamné « d'un point de vue syndical » la hausse des salaires, la C.F.T.C. demande aux pouvoirs publics de « cesser de faire payer les mesures sociales par des hausses de prix ».

COURSE DE PA...

LES

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS
18 AOUT
Vif rent

Le coup d'arrêt à la hausse est manifeste ce mardi à la Bourse de Paris, où l'indicateur instantané subit un repli de 1,5 % environ alors qu'il s'adjudgeait près de 3 % pour les deux précédentes séances.

Certes, la nette dégradation de deux paramètres-clés pour le marché (inflation et chômage) au mois de juillet pèse incontestablement sur les cours, mais les professionnels attachent surtout une grande importance aux récentes mises en garde adressées par M. Delors aux boulangers, aux garagistes et aux propriétaires à propos de leurs tarifs.

Dans un autre contexte, l'approche de l'échéance relative à l'annonce du contenu exact des nationalisations (champ d'application et procédure d'indemnisation) suscite également une certaine nervosité autour des groupes de cotation.

Les bancaires, les pétrolières et quelques valeurs promises à nationalisation figurent parmi les titres les plus affectés avec des replis de 4 % à 5 % sur Chiers, C.G.E., C.F.P., C.S.F., B.C.T., CIT-Alcatel et Machines Bull. A l'inverse, les hausses dépassent rarement 4 % à 5 % (Mérieux : 4,7 %).

Sur le marché des changes, le dollar poursuit sa marche en arrière à 5,8880 F après 5,9100 F en fin de matinée et contre 6,0350 F lundi après-midi. Par contre-coup, les valeurs étrangères subissent un recul sensible et la « devise-titre » retombe en deçà des 7 F pour la première fois depuis le 24 juillet, à 6,99 F/7,02 F.

En dépit de la nette reprise du cours de l'or à Londres (422,50 dollars l'once), le lingot est pratiquement inchangé, à 90 005 F contre 90 000 F la veille, le napoléon cédant 19,90 F à 910 F.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

SUEZ. — La Compagnie financière de Suez fait état, pour le premier semestre 1981 d'un total de revenus de 225,5 millions de francs contre 172,7 millions pour la période comparative de 1980, dont 190,2 millions de francs pour les seuls revenus de portefeuille contre 159,1 millions précédemment.

THOMSON-BRANDT - Le chiffre d'affaires consolidé a progressé de 21,6 % au premier semestre 1981 pour atteindre 19,44 milliards de francs, la progression d'une année sur l'autre, à structures comparables, ressortant à 16,3 %.

PEUGEOT-S.A. - Les revenus pour le premier semestre 1981 ont sensiblement régressé par rapport à la période comparative du précédent exercice en raison de la réduction, ou de l'absence, de dividendes de certaines filiales, pour s'établir à 222 millions de francs, contre 325 millions, dont 90 millions du portefeuille titres.

UNILEVER. - Le bénéfice net du groupe anglo-néerlandais a progressé de 60 % au premier semestre 1981 pour atteindre 1 095 millions de florins contre 683 millions pour la période comparative de 1980, une augmentation que le groupe attribue essentiellement à une baisse des charges fiscales en Grande-Bretagne et à des plus-values sur opérations de change représentant 56 millions de florins.

Quant au chiffre d'affaires pour la même période, il s'est établi à 28,57 milliards de florins, en progression de 14 % sur les 25 milliards enregistrés en 1980. (1 florin = 2,10 FF.)

NEW-YORK

Nouveau repli

Accountant sur mouvement de baisse Wall Street a subi un nouveau repli mardi. L'indice Dow Jones des industrielles s'est effondré en clôture à 974,37 points (moins 2,38). Au dire des spécialistes, l'effacement de la hausse mondiale continue préfigure les hausses, pour le moins mitigées, de récession économique et qui craignent, qu'on ne soit pas près d'enregistrer une désaccélération de la hausse des taux d'intérêt. Pour accroître leur inquiétude, les taux des *federal funds* ont continué à grimper, passant de 20 1/2 à 19 1/2 % tandis que l'adjudication hebdomadaire de bons du trésor venait confirmer la tension des taux. Les bons du Trésor à trois mois se sont en effet adjugés à 15,705 % contre 15,5 % la semaine précédente. Quant aux effets à six mois s'établissant au taux de 15,644 % contre 15,122 %.

Ce nouveau chapitre qui vient alourdir le dossier des taux d'intérêt semble avoir estompé deux informations jugées encore révélatrices pour l'économie : l'augmentation de 3,3 % des mises en chantier constatée en juillet et la progression de 1,6 % du revenu des ménages.

Les baisses Pont tout de même largement emportés au fil de la cote sur les rares gains (1 158 contre 372) tandis que 352 titres étaient inchangés, le volume d'affaires atteignant 47,27 millions d'actions contre 41,20 millions la veille.

VALEURS	Cours	
	17 août	18 août
Alcoa	23 9/8	23 3/4
A.T.T.	59	57 5/8
Banque	52 1/2	52 1/2
Chemical Bank	62	62 3/4
Ch. Post. de la Nouvelle	42	42 1/2
Eastman Kodak	71 3/8	72 1/8
Exxon	34 3/4	34 3/4
Ford	21	20 5/8
General Electric	38	37 3/4
General Foods	31	31 1/2
IBM	47 1/2	48
Goodyear	19 3/4	19 1/4
I.R.T.	56 1/4	56 5/8
L.M.	27 1/4	27 1/4
Shell Oil	30 7/8	30 7/8
Pfizer	47	46 1/4
Schering	38 1/4	38
Union Carbide	22 1/2	22 1/2
U.S. Steel	25 1/2	25 1/4
Washington	28 7/8	29
Xerox Corp.	47	47 3/4

VALEURS			VALEURS			VALEURS			16/8			Bourse Finale Index		Rachet net			
	Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours		Cours préc.	Dernier cours									
Credit Lyonnais	271	271	Micha	496		Étrangères											
Crédit Univers.	271	270	Mort	130	126 20	A.E.R.	166										
Crédit	96	96	Natasha S.A.	15	10	Alcan	122	80	91 50								
Crédit	146 50	146	Nord-Holl.	150		Alcan Alum.	176										
Compt. d'Ent.	1125	1160	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Danubay S.A.	27 00		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
De Dietrich	265	266	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
De Dietrich	124	119	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
De Dietrich	124	119	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	115 50		Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										
Delfin-Vieljeux	325	330	Nord-Holl.	150		Alcan Alum. Ind.	176										

BOURSE DE PARIS

18 AOUT

COMPTANT

[illegible]

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier le cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées dès le lendemain, dans la première édition.

MARCHÉ A TERME

La Chambre syndicale a décidé, à titre exceptionnel, de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été l'objet de transactions entre 14 h 15 et 14 h 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compteur	VALEURS	Péché. clôture	Preneur cours	Devenir cours	Compt. premier cours	Compteur	VALEURS	Péché. clôture	Preneur cours	Devenir cours	Compt. premier cours	Compteur	VALEURS	Péché. clôture	Preneur cours	Devenir cours	Compt. premier cours	Compteur	VALEURS	Péché. clôture	Preneur cours	Devenir cours	Compt. premier cours									
2320	4.5 % 1973	2400	2410	2410	2280	280	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
2340	4.5 % 78	2410	2410	2410	2280	280	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
320	Al. Liquide	500	498	484	484	476	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
322	Al. Suprem.	385	388	388	388	388	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
324	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
326	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
328	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
330	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
332	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
334	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
336	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
338	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
340	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
342	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
344	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
346	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
348	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
350	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
352	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
354	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
356	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
358	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
360	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
362	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
364	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
366	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
368	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
370	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
372	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
374	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
376	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
378	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
380	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
382	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
384	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
386	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
388	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
390	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
392	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
394	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
396	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
398	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
400	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
402	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
404	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt	265	224	273	270	280	Parquet	263	285	286	286	280	U.S.	290	282	282	278	325	Gen. Motors	360	339	40	339	40	341	20
406	Al. S. 1000	144	144	144	144	144	Emprunt																									

